

RAPPORT GÉNÉRAL  
DU  
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DU  
TRAVAIL  
DE LA  
PROVINCE DE QUEBEC  
POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 30 JUIN  
1908.

---

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA LÉGISLATURE.

---



QUÉBEC.  
CHARLES PAGEAU, IMPRIMEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI.

— —  
1908.



## PERSONNEL

DU DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL, À QUÉBEC.

(Décembre 1908)

L'HONORABLE L.-A. TASCHEREAU....ministre  
SIMÉON LESAGE.....sous-ministre.  
ALPHONSE GAGNON.....secrétaire.  
EUGÈNE DES RIVIÈRES.....secrétaire particulier du ministre.

---

ELZÉAR CHAREST.....ingénieur, directeur des travaux publics.  
LOUIS-A. VALLÉE.....ingénieur, directeur des chemins de fer.  
J.-A. LEFEBVRE.....secrétaire du bureau des chemins de fer.  
GEORGES SAINT-MICHEL et L.-P. VAL-  
LERAND.....dessinateurs.

---

ARTHUR GAGNON.....comptable.  
J.-H. BRASSARD et F. GIBAULT .....teneurs de livres.  
J.-E. GARNEAU.....registraire.  
JOSEPH ROY.....assistant-registraire.  
J.-B. GOSSELIN et CLAUDE DÉNÉCHAUD.....commis.  
JOSEPH FORTIER.....contremaître à l'hôtel du gouvernement.  
ADELARD GAGNON .....électricien.  
PIERRE Fiset.....ingénieur des calorifères.  
JOACHIM FORTIER et J.-A. TAILLON.....messagers.





---

A SON HONNEUR

Sir Alphonse Pelletier, K.C.M.G.

*Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

En conformité de l'article 1760 des Statuts Refondus de la Province de Québec, j'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport général sur le fonctionnement du département des Travaux Publics et du Travail pendant l'année financière 1907-1908. Vous y trouverez les rapports spéciaux des chefs des différents services relatifs à la construction et à l'entretien des édifices du gouvernement, aux chemins de fer, au fonctionnement du Conseil des Arts et Manufactures, à l'inspection des établissements industriels et des édifices publics, et à l'exécution de la loi relative aux différends industriels, ainsi que divers renseignements sur les recettes et dépenses du département, etc.

Les détails des opérations des diverses branches du département sont suffisamment explicites pour me dispenser de tout commentaire.

Toutefois, je crois devoir attirer particulièrement l'attention de Votre Excellence sur le soin apporté à la surveillance des établissements industriels et à la protection des ouvriers, de même qu'à l'intervention opportune et très souvent efficace du département dans le règlement des différends entre patrons et ouvriers.

Le gouvernement de notre province était tenu de contribuer le plus possible au succès des fêtes du troisième centenaire de la fondation de Québec. L'appendice No 1 de ce rapport est consacré à la description de ce qui a été fait pour la décoration de nos édifices publics. J'ose croire que Votre Excellence trouvera que le département n'est pas resté au-dessous de la tâche qu'il avait à remplir, et qu'il a dignement interprété le vœu de toute la population.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, l'expression des sentiments respectueux avec lesquels

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

L.-A. TASCHEREAU,

Ministre des Travaux publics et du Travail.

Département des Travaux publics et du Travail,  
Québec, 26 décembre 1908.



---

# I

## EDIFICES PUBLICS

---

### RAPPORT DE L'INGENIEUR-DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

---

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

Québec, 1er juillet 1908.

L'honorable L.-A. TASCHEREAU,  
Ministre des Travaux Publics et du Travail,  
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport annuel sur les différents travaux exécutés ou en cours d'exécution aux divers édifices de cette province, du 1er juillet 1907 au 1er juillet 1908. Ces travaux ont été faits sous le contrôle et la direction immédiate de votre département.

#### HOTEL DU GOUVERNEMENT

(Edifice de la Législature et des départements publics.)

Des contrats ont été accordés pour la continuation des travaux déjà commencés depuis une couple d'années, afin de finir les mansardes de cet édifice. Ces travaux, qui sont maintenant en cours d'exécution, comprennent les ouvrages en crépi, plâtrerie, charpenterie, menuiserie et autres, nécessaires pour convertir en bureaux et finir toute la partie de l'édifice depuis le pavillon central, sur la Grande-Allée, jusqu'au pavillon du centre sur la rue St-Augustin, sauf cependant quelques pièces du côté sud-ouest et du corridor donnant sur la Grande-Allée, qui étaient déjà terminées. La plupart des pièces qui vont être finies incessamment et dont les travaux sont compris dans les contrats qui viennent d'être accordés, seront mises à la disposition du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Les travaux pour l'installation d'un nouvel ascenseur à l'angle sud-ouest de l'édifice et pour la substitution du moteur électrique au système hydraulique des anciens ascenseurs (côtés nord-est et sud-est de la bâtisse) sont maintenant terminés. Les différents travaux faits de ce chef ont été exécutés dans le cours de la présente année, et d'une manière satisfaisante en autant qu'on peut le constater maintenant. Ces trois ascenseurs mus par l'électricité sont considérés comme les plus avantageux; ils sont bien appréciés du public et par les employés des différents départements. Cette installation du nouvel ascenseur et ces modifications aux anciens ont nécessité l'exécution de travaux considérables, tels que le percement des planchers, le creusement du sol, au bas, et l'exhaussement du toit, au haut, l'installation des machines motrices, la construction d'une fondation en béton, une cloison vitrée et autres ouvrages de diverses natures.

---

Un appareil d'alarme a été installé dans la bâtisse afin de prévenir les incendies. Il se compose de vingt boutons d'appel, dont quatre à chaque étage, situés aux angles de l'édifice, et deux cloches placées dans le sous-sol, lesquelles sont entendues dans toutes les parties de l'édifice lorsque l'alarme est donnée à un endroit quelconque au moyen des appels électriques.

Les planchers en tuile du corridor du premier étage, à l'entrée principale, côté est de l'édifice, ont été renouvelés. Les anciennes tuiles défectueuses ont été enlevées et remplacées par de nouvelles, d'un genre tout à fait moderne et approprié à l'endroit où elles ont été posées.

L'intérieur de la tour principale, côté est, des différents étages jusqu'au sommet, a été restauré, et les diverses pièces qui la composent ont été nettoyées et peinturées. Les anciens planchers en béton ont aussi été finis et recouverts en stuc ou autre composition analogue.

La sortie donnant sur la plate-forme, au sommet de cette tour, a été agrandie, et un escalier en fer a été placé à l'endroit où se trouvait celui qui était en bois et qui en gênait l'accès.

Tous ces travaux ont été faits surtout en vue d'améliorer et de rendre plus facile l'ascension de cette tour jusqu'au sommet, où le visiteur se trouve en présence d'un panorama superbe, et où les étrangers ont une occasion unique d'admirer le site de la ville et ses alentours.

Des améliorations convenables ont été faites à la grande salle du comité des bills privés. Les murs, le plafond et les boiseries de cette pièce ont été peinturés, et le parquet recouvert partie en tapis et partie en linoleum ; les fenêtres ont été garnies de rideaux, etc. Une cloison à demi-hauteur a été placée à une des extrémités, soit environ au tiers de cette salle, pour y ménager un espace pour le greffier et lui faire un bureau séparé du reste de cette salle. A l'autre extrémité, à peu près à une égale distance de la cloison en bois, une barre en cuivre a été fixée au parquet afin de séparer le public des membres du comité.

De nouveaux électroliers ont aussi été placés dans cette salle et des cadres (peintures) ont été pendus sur les murs afin d'en compléter la décoration .

Le vestiaire destiné à messieurs les conseillers législatifs a été restauré et peinturé à neuf. De nouveaux garde-robes, semblables à ceux du vestiaire des députés de l'Assemblée législative, y ont été installés. Le parquet a été recouvert en linoleum, et un lavabo avec tous les accessoires y a aussi été installé.

Des améliorations notables ont aussi été faites à l'ancien système de ventilation qui ne fonctionnait qu'imparfaitement dans la salle de l'Assemblée législative. Quelquefois même la ventilation était nulle parce qu'il n'y avait rien pour activer la sortie de l'air par les bouches de ventilation existantes. D'après le système maintenant adopté, l'air intérieur et vicié sera chassé à l'extérieur en se servant des mêmes conduits au moyen d'un système électrique.

Le système d'éclairage de cette salle a aussi été sensiblement amélioré en

ajoutant au plafond un certain nombre de lampes dites "Nernst lamps", au nombre de dix et d'une capacité de 300 bougies chacune.

Certaines modifications ont été faites aux pièces occupées par le Gentilhomme Huissier de la Verge Noire, et une chambre à toilette avec accessoires a été préparée pour son usage. Cette chambre, qui est placée au sous-sol, communique avec les autres pièces au-dessus au moyen d'un escalier construit à cette fin, et fait partie des modifications ci-dessus mentionnées.

Divers travaux de toute nature ayant pour but d'améliorer, restaurer et finir certains bureaux dans les différents départements, ont été faits à l'intérieur de l'Hôtel du Gouvernement. Ces travaux consistent surtout en peinture et badigeonnage, menuiserie, plomberie, luminaire, etc. Les planchers de ces bureaux ont été recouverts avec du tapis ou du linoleum ou simplement peints. Des meubles ont été fournis pour ces bureaux selon les besoins de chacun.

Il a été fait, en outre de ce qui précède, des travaux de réparation et d'entretien général tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'édifice, soit en menuiserie, soit en plomberie ou en tôle à la toiture en métal, etc. Une partie de ces travaux a été exécutée par les ouvriers au service de ce département, et une autre partie par des ouvriers du dehors; ceux-ci, pour la plupart, ont exécuté les travaux par contrat et à prix fixes.

Les avenues en face de l'édifice, du côté de la fontaine, ont été refaites et pavées en briques de fer carrelées. Les bordures en gazon, de chaque côté de ces avenues, ont été remplacées par des bordures en pierre. Ces travaux, qui sont d'un caractère permanent, sont très bien appropriés pour les avenues en question, à cause surtout de leur inclinaison plus ou moins prononcée à cet endroit.

Les trottoirs en bois situés près de la bâtisse, des côtés ouest et nord, ont été renouvelés et remplacés par d'autres en asphalte, avec bordures en pierre.

Des électroliers de grande dimension ont été posés de chaque côté et près de la fontaine sur les bases en granit qui avaient été placées primitivement à ces endroits pour cette fin.

Le département a fait l'acquisition d'une dizaine d'autres électroliers, mais de plus petite dimension, dans le même genre que ceux ci-dessus mentionnés. Ils devront être placés sur les murs qui entourent le terrain, à distance égale et d'une manière symétrique tout autour, afin de contribuer à la décoration et à l'ornementation de la place, en même temps qu'ils serviront à éclairer les abords de l'édifice.

A la serre du département à Spencer Wood, des travaux de réparation assez importants ont été faits en vue de la mettre dans un état d'entretien convenable, et le bois a été remplacé par du béton, à cause du peu de durée de ce genre de matériaux dans une bâtisse où il y a autant d'humidité.

Des travaux d'une nature décorative ont été faits sur le terrain et à l'édifice de l'Hôtel du Gouvernement à l'occasion des fêtes du troisième centenaire de la fondation de Québec par Champlain. Ces travaux consistent dans l'érec-

tion de seize piédestaux placés à l'entrée de chaque avenue conduisant à l'Hôtel du Gouvernement et du Palais législatif, et de seize mâts vénitiens placés en face de l'édifice. Un kiosque ou temple-souvenir a été érigé sur l'Avenue Dufferin, sur le terrain entouré d'un mur circulaire faisant face à l'entrée d'honneur du Palais.

Sur les façades principales de l'édifice, des portraits peints à l'huile, de grandeur héroïque, représentant Champlain et Mgr Laval, se voyaient sur le côté est, tandis que ceux de Henri IV et de Marie de Médicis, d'Edouard VII et de la reine Alexandra figuraient sur le côté sud. Ces portraits, ainsi que les piédestaux, étaient accompagnés d'écussons et d'armoiries appropriés.

Des lumières électriques ont aussi été installées tout autour de l'édifice et spécialement sur les deux façades principales pour le temps de la durée des fêtes. Ces lumières étaient disposées de façon à éclairer les parties les plus ornementées et les plus intéressantes au point de vue de l'histoire. Il en a été de même pour le toit de l'édifice, pour les piédestaux, les mâts vénitiens et le temple-souvenir. Une marquise a été placée à l'entrée principale, du côté de la fontaine, pour la réception du prince de Galles et autres personnages de distinction.

On trouvera à la fin de ce volume (Appendice No 1) des vues photographiques des constructions mentionnées ci-dessus, avec description détaillée par M. E.-E. Taché, sous-ministre du département des Terres et Forêts, et auteur de ces constructions et de cette décoration.

## PALAIS DE JUSTICE DE QUEBEC

Il a été fait des travaux de peinture assez considérables à l'intérieur de cet édifice; ces travaux faisaient suite à ce qui avait été commencé il y a quelques années. La peinture a été posée sur les murs, les plafonds et les boiserie qui n'avaient jamais été peints depuis la construction de cette bâtisse dans les différents corridors, passages, cours et bureaux, chambres des juges, etc. Cette année, c'est surtout dans les pièces occupées par le greffier et par les différents employés sous son contrôle que le peinture a été fait et continué dans le même genre que celui qui avait été appliqué précédemment dans les autres parties de l'édifice où le peinture avait déjà été fait.

Le département a acquis, pour l'usage du greffier, un coffre-fort d'assez grandes dimensions.

Un certain nombre de lumières électriques ont été installées dans quelques-unes des chambres des juges. Ceux-ci se plaignaient que les lumières à gaz dans ces pièces raréfaient l'air d'une manière notable, et spécialement en hiver où il est plus difficile d'avoir l'air extérieur.

Il est question maintenant de finir une partie des mansardes de cet édifice, afin d'y placer les archives et les employés qui en ont la garde et qui sont actuellement dans la bâtisse des Frères des Ecoles Chrétiennes, sur la rue Cooke. Des soumissions pour ces travaux seront demandées sous peu.

Il devra être fait aussi certaines modifications à l'appareil de chauffage.

qui laisse quelque peu à désirer et plus particulièrement dans certaines parties de la bâtisse.

Quelques ouvrages de réparations et d'entretien général ont été exécutés dans cet édifice.

### PRISON DE QUEBEC

La pièce destinée à recevoir les gardes et qui leur sert de salle à manger a été restaurée, finie convenablement et peinte. L'escalier qui conduit à cette pièce a été refait, ainsi que le plancher de cette salle. Des armoires ont été posées pour l'usage de ces gardes et devront servir de garde-manger.

Un appareil de chauffage à eau chaude a été installé dans la maison de l'assistant-géolier Modler, afin de la rendre plus confortable.

Un surcroît de prisonniers, venus de Montréal, a nécessité certains travaux, afin de pouvoir les loger convenablement et surtout pour en faciliter la surveillance. A cette fin, il a été fait une ouverture dans le plancher en brique et en béton entre le premier et le deuxième étage, et un escalier en fer y a été placé de façon à pouvoir établir une communication directe entre ces deux étages. Il existait déjà des escaliers dans cet édifice, mais bien éloignés de l'endroit où les travaux ont été faits. Or, comme il fallait passer à travers le quartier des femmes, ce qui offrait un inconvénient assez sérieux, pour conduire les prisonniers aux endroits où il y avait des cellules disponibles, on a dû faire les travaux que je viens de mentionner pour éviter les inconvénients provenant de la situation des lieux. Quelques ouvrages accessoires ont été exécutés pour compléter les changements et modifications en question, tels que la confection et l'installation des lits pour les cellules nouvellement occupées, la fermeture de certaines portes entre le quartier des femmes et celui des prisonniers, qui furent condamnées et bouchées.

### ECOLE NORMALE LAVAL

A l'occasion des fêtes du cinquantenaire de cette institution, il a été fait certains travaux décoratifs et d'embellissement à la propriété. Quelques-uns de ces travaux sont faits d'une manière permanente, tels que la construction d'un préau, l'érection et la réparation de la clôture qui entoure le terrain en arrière, la restauration et le peinturage des galeries extérieures et du reste de la clôture, etc.

Certains travaux de réparation et d'entretien à la plomberie, aux appareils électriques et autres ont aussi été faits dans le cours de l'année.

### SPENCER WOOD

Une des fournaises situées au sous-sol de cet édifice et dont l'installation date depuis au-delà de vingt-cinq ans, a fait défaut l'automne dernier, et le département a dû la faire remplacer par une nouvelle d'un type plus moderne. Le système adopté est le système à eau chaude, et l'ancienne bouilloire, qui était faite de serpentins emmurés, est remplacée aujourd'hui par des fournaises

---

en fonte disposées par sections, de façon à pouvoir être réparées partiellement au besoin sans être tenu de tout renouveler comme il fallait faire pour les anciennes. Cette nouvelle installation a nécessité des travaux de raccordement à la fournaise neuve et aux tuyaux distributeurs de la chaleur et autres ouvrages de même nature.

Des travaux assez considérables de restauration et de réparation ont été faits à l'intérieur de cet édifice. Dans les corridors des deux étages ainsi que dans le vestibule d'entrée et la salle à dîner, au premier étage, les murs, plafonds et boiseries ont été réparés, puis peints et tapissés. Un lambris en toile avec moulures au haut et plinthes au bas (dado) a été posé au bas des cloisons là où elles ont été restaurées. Les plafonds en plâtre de ces corridors, aux deux étages, ont été recouverts en tôle d'acier ornementée, puis peinte. Ce lambris en tôle a été posé sur un fond en bois fixé au préalable sur l'ancien plafond en plâtre qui était tout craqué et délabré et menaçait de s'écrouler.

Des arcades en bois avec colonnes, pilastres, archivoltes, etc., ont été placées dans les corridors des premier et deuxième étages, afin de diviser la grande longueur de ces corridors, dont deux au premier étage et un au second. Le style adopté pour ces arcades a été le dorique et l'ionique. Ces travaux étaient devenus urgents, vu qu'il n'y avait rien eu de fait depuis une trentaine d'années.

Les tapis qui recouvraient les parquets aux endroits qui ont été restaurés, comme susdit, ont été renouvelés et remplacés par d'autres de qualité et de couleurs appropriées.

Une partie de la plomberie et notamment les tuyaux d'alimentation qui fournissent l'eau nécessaire à l'édifice et qui existaient depuis sa construction, ont été renouvelés.

Il a été fait, en outre de ce qui précède, des ouvrages de réparation et de restauration à l'extérieur du château, aux clôtures en bois et en fer environnantes, ainsi qu'à la serre attenante à cet édifice. Le portique, à l'entrée principale, ainsi que la grande galerie en arrière et la serre, à l'extérieur, ont été peints, de même que les clôtures, après avoir subi les réparations mentionnées ci-dessus.

La clôture sur le chemin St-Louis, située entre les deux avenues qui conduisent au château, a été en partie refaite et partie réparée, puis peinte. Les barrières à l'entrée de ces avenues ont aussi été réparées et peintes.

On a ajouté une annexe servant de cuisine à la maison du jardinier, à l'entrée de l'avenue principale. Cette annexe était devenue nécessaire à cause de l'exiguïté de ce logement. L'extérieur de cette bâtisse a aussi été peint.

En outre de ce qui précède et en vue des fêtes du troisième centenaire, il a été fait certains travaux de décoration, consistant dans l'érection d'un arc de triomphe à l'entrée de l'avenue principale, de mâts vénitiens en face du château donnant sur le fleuve, la confection et la pose d'inscriptions, de blasons, d'oriflammes, de drapeaux, etc., dans les avenues et au château.

Enfin, quelques travaux généraux de réparation et d'entretien ont encore été faits aux bâtisses de la résidence de Spencer Wood et à l'ameublement.



---

## PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE

Une palissade en fer a été placée sur le mur de soutènement des deux rues qui se trouvent plus élevées que l'édifice même, afin de servir de garde-corps à ces endroits.

Des candelabres ont été posés sur les poteaux en granit du perron au portique de l'entrée principale.

Des tapis, rideaux et linoleum ont aussi été posés dans la grande salle d'audience, afin de la compléter et d'atténuer la trop grande sonorité de cette salle.

Un certain nombre de casiers en métal ont été fournis pour la voûte du protonotaire.

Comme cet édifice est de construction récente, il a nécessité bien peu de réparations.

## PRISON DE SHERBROOKE

Il n'y a eu que très peu de travaux de faits à cet édifice cette année.

## PALAIS DE JUSTICE DES TROIS-RIVIERES

Les trottoirs en face et sur les deux côtés de l'édifice ont été refaits en béton de même que l'avenue sur une largeur d'une douzaine de pieds en avant du Palais de Justice, du trottoir de la rue à l'édifice. Par arrangement et moyennant une rémunération équitable, le gouvernement a cédé une petite lisière de terrain à la ville sur la rue Deschamps, en face de l'édifice. C'est afin de favoriser l'alignement avec les propriétés riveraines sur cette rue et du même côté que le Palais de Justice, que cette lisière de terrain a été ainsi cédée à la ville. C'est à l'occasion de la construction du nouveau trottoir que la question de cette cession de terrain a été soulevée et réglée de la manière ci-dessus mentionnée.

La couverture en métal du Palais de Justice a été renouvelée en entier, l'ancienne étant devenue défectueuse et n'étant plus en état de subir des réparations.

Un canal d'égout a été fait pour servir de renvoi à un évier placé dans le logement du gardien dans le sous-sol et qui n'en avait pas.

Quelques autres travaux de réparation de moindre importance ont aussi été exécutés à cet édifice dans le cours de l'année.

## PRISON DES TROIS-RIVIERES

Les trottoirs en bois longeant les rues St-François-Xavier et St-Charles ont été renouvelés et refaits en blocs de béton.

Les clôtures en bois en face et près de cet édifice ont été partie refaites et partie renouvelées.

La couverture en métal de la prison a aussi été renouvelée dans toute son étendue, l'ancienne étant devenue défectueuse et ne pouvant guère souffrir de réparations.

Des travaux sont maintenant en cours d'exécution pour la réparation et le rejointoiment des murs d'enceinte pour les prisonniers et ceux de l'édifice même. Cette prison, qui est une des plus anciennes de la province, ayant été construite en 1817, requérait ces réparations.

Un certain nombre de cadenas Yale ont été fournis à cette prison afin de remplacer les anciens, qui n'étaient pas sûrs.

### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SOREL

Une petite annexe en brique a été construite en arrière de cet édifice et contiguë à celui-ci, pour y placer les cabinets d'aisance, un lavabo, etc. Comme il n'y avait pas dans l'édifice même, d'endroit assez spacieux et convenable pour cet objet, il a été décidé de construire cette annexe, qui rend les services et offre les avantages auxquels on s'attendait.

Des travaux de réparation à la tuyauterie, à la plomberie et à l'appareil de chauffage ont été exécutés, et certaines améliorations y ont été faites.

Le canal d'égout principal, qui passe sur la rue Charlotte et va jusqu'au fleuve, s'est brisé sur le parcours, à l'angle de cette rue et de la rue Roy. Des travaux assez considérables ont été faits, afin de remettre en bon état une partie de ce canal. Comme, à cet endroit, le terrain est formé de sable et que le canal est placé à une assez grande profondeur, cela a nécessité des travaux accessoires plus qu'ordinaires. Il reste encore à relever et à remplacer une certaine longueur de l'ancien tuyau, à partir du fleuve jusqu'à l'endroit où il a été refait. Le tuyau actuel qui a été refait, depuis la bâtisse jusqu'à l'angle des rues Charlotte et Roy, a 12'' de diamètre, tandis que le reste, de cet endroit à aller au fleuve, n'a que 8'' de diamètre, et, de plus, il est très vieux, ce qui fait croire qu'il devra être relevé et remplacé avant longtemps par un tuyau de 12'' de diamètre, comme celui qui vient d'être refait. Comme il y a, pour la partie à refaire, un certain nombre de propriétaires qui se servent de cet égout, le gouvernement espère pouvoir prendre des arrangements avec la ville de Sorel à ce sujet.

La chambre du juge a été réparée, restaurée et peinturée et un tapis a été posé sur le plancher. Des stores et des rideaux ont aussi été posés aux fenêtres de cette chambre.

### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BEAUCE

L'ancienne clôture en bois qui entourait le terrain a été enlevée et remplacée par une clôture en fer sur le chemin en face de l'édifice et sur le côté sud de ce terrain. Ces travaux avaient été commencés il y a une couple d'années, et vont se continuer cette année de la même manière que précédemment pour le reste du terrain à clore.

Une bibliothèque a aussi été fournie à cet édifice.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE FRASERVILLE

Quatre bouches de ventilation ont été pratiquées dans le plafond de la salle d'audience, lesquelles se réunissent au centre du toit et s'adaptent à un ventilateur rotatoire placé sur le toit et d'un diamètre proportionné aux conduits intérieurs. Comme on se plaignait de la ventilation dans cette salle lorsqu'il y avait foule, le département a fait installer ce système de ventilation, qui donne de bons résultats. Comme complément pour l'efficacité de cette ventilation, des ventilateurs rotatoires en cuivre de petites dimensions sont placés en nombre suffisant dans les fenêtres, afin de faciliter la rentrée de l'air extérieur, qui remplacera celui enlevé par l'aspiration des conduits supérieurs.

Les enduits en plâtre de cette salle ont été aussi réparés ainsi que les corniches des plafonds, etc. Les murs, plafonds et boiseries de cette même salle, y compris les meubles et les planchers ont été restaurés, nettoyés et peints à trois couches. Il en a été de même pour le vestibule d'entrée, les corridors du premier et du deuxième étages ainsi que pour la salle d'attente à ce dernier étage.

La couverture en métal a aussi été réparée à la partie supérieure du toit et près des ventilateurs posés récemment.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BRYSON

Certaines modifications de peu d'importance ont été faites à l'ouverture placée entre la soute au charbon et la chambre des fournaies. Cette ouverture a été quelque peu agrandie afin de faciliter son accès et le transport du charbon de cet endroit à la pièce où sont installées les fournaies.

Deux nouvelles portes en fer ont été posées aux portes servant de sortie aux prisonniers pour aller dans la cour qui leur est destinée.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE CHICOUTIMI

Les châssis simples et doubles, au premier étage de ce palais de justice, ont été renouvelés en entier et remplacés par d'autres d'un genre plus approprié à cet édifice. La pièce à l'usage du barreau a été réparée, restaurée et peinte. De nouvelles garde-robes y ont été fournies, ainsi qu'un tapis pour le parquet et des stores pour les fenêtres.

Un cabinet d'aisance et un lavabo ont été fournis et posés contigus à cette chambre, et cette installation comprend tous les accessoires nécessaires qui s'y rattachent. Un bain a aussi été posé dans la prison pour l'usage des prisonniers.

Le conseil de comté a fait construire une annexe en brique à un étage, avec fondation en pierre de 13 pieds par 15 pieds, mesures extérieures. Cette annexe est contiguë au palais de justice et donne sur le bureau d'enregistrement, avec lequel elle communique et doit servir de voûte pour ce bureau.

Les plans pour la construction de cette annexe ont été préparés au bureau des architectes de ce département.

---

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE RIMOUSKI

Il y a eu peu de travaux exécutés à cet édifice. Ils consistent en certains ouvrages de restauration faits aux chambres du juge, et à l'achat de quelques meubles, tapis et rideaux pour les pièces occupées par le magistrat.

Il a été fait, en outre, certains ouvrages de plomberie, comprenant la pose et l'installation d'un bain, d'un lavabo et accessoires, ainsi que la réparation de certaines parties de la plomberie en général et de l'appareil électrique.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SWEETSBURG

Il n'y a eu de fait à cet édifice que de menus travaux de réparation et d'entretien général.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DES ILES DE LA MADELEINE

Des travaux assez importants ont été faits à ce palais de justice cette année. Ils consistent dans le lambrissage extérieur en planches et en bardeaux, des pans est, ouest et sud de cet édifice. Les châssis ont tous été renouvelés, et le pan nord a été simplement réparé et peinturé.

La maçonnerie en pierre de la fondation a été réparée, et les joints tirés de nouveau.

Toutes les boiseries et la couverture en bardeaux mentionnées ci-dessus ont été peinturées, de même que les nouveaux châssis.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-JEAN

Quelques menues réparations seulement ont été faites à cet édifice cette année.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-HYACINTHE

Le système de plomberie, de tuyauterie et de canaux d'égout a été en grande partie refait et renouvelé, à cause de l'état tout à fait défectueux dans lequel il se trouvait.

Le vestibule d'entrée, les passages et corridors des premier et deuxième étages et certaines pièces comprenant la chambre de l'avocat de la Couronne, celle du barreau, la cour de magistrat et le bureau du juge, le bureau du shérif, la bibliothèque du barreau, le bureau et la voûte du protonotaire ainsi que le logement du géolier ont été restaurés, nettoyés et peinturés.

En outre de ce qui précède, les châssis, les portes extérieures et les persiennes ont aussi été peinturés.

Certaines réparations ont été faites à la maçonnerie des ouvertures extérieures du sous-sol, ainsi que d'autres ouvrages de moindre importance.

---

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE JOLIETTE

Les anciens trottoirs en bois sur les rues St-Joseph et St-Marc étant devenus plus ou moins défectueux, ont été refaits dans le cours de l'année et remplacés par d'autres en ciment d'un pouce et demi d'épaisseur, posés sur du béton de 5'' et sur du gravier et de la petite pierre d'environ 12'' d'épaisseur.

Certaines réparations urgentes et peu considérables ont été exécutées aux fournaises de cet édifice.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE MONTMAGNY

Il n'y a à noter pour ce palais de justice que de menues réparations d'entretien, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE STE-SCHOLASTIQUE

Les travaux d'agrandissement et de réparations commencés il y a un couple d'années à cet édifice et mentionnés dans mes rapports précédents, ont été terminés dans le cours de l'année dernière. Ce qui restait à faire a été fini cette année, et de nouveaux meubles fixes et non fixes ont été fournis et placés, notamment dans la salle des séances, la chambre du juge et dans d'autres pièces de moindre importance. Dans les chambres du juge, des tapis, des pré-larts, des rugs ont été posés sur les parquets, des stores, rideaux, portières, etc., ont aussi été posés aux portes et fenêtres de ces dernières pièces.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BEAUHARNOIS

Cet édifice est sous la garde d'une personne nommée par le gouvernement pour en prendre soin, ainsi que du terrain qui l'entoure, et cela sans autre rémunération que la jouissance de cet immeuble et de ce terrain.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE VALLEYFIELD

Quelques travaux de peu d'importance ont été faits à cet édifice cette année.

## PALAIS DE JUSTICE ET PRISON D'ARTHABASKA

Peu de travaux ont été faits à cet édifice cette année.

Des plans et devis ont été préparés pour la construction d'une annexe du côté faisant suite à la voûte actuelle du protonotaire. Elle servira à l'agrandissement de cette voûte pour une partie du premier étage; dans le reste de cet étage il y aura un bureau, une chambre à toilette et un corridor y attenant avec escalier conduisant au deuxième étage. Dans ce dernier étage il y aura, en outre du corridor, une pièce destinée aux avocats et une autre pour le magistrat de district.

Cette annexe, qui sera construite en brique avec fondation en pierre, aura 22 pieds par 43 pieds de grandeur, et sera faite à deux étages, le tout exécuté

---

d'une manière à correspondre avec l'édifice actuel quant aux hauteurs des étages, etc., et quant à la nature des matériaux employés, etc. Des soumissions sont actuellement demandées pour la construction de cette annexe, qui devra être érigée dans le cours de la présente année.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE LA MALBAIE

Peu de travaux ont été faits à cet édifice cette année. Un certain nombre d'extincteurs ont été fournis, afin de prévenir les incendies, et un poêle a été acheté pour l'usage du géolier.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE PERCE

Peu de travaux ont été faits à cet édifice dans le cours de l'année.

Un arrangement a été conclu au sujet de la prise d'eau provenant d'une source servant à alimenter le Palais de Justice et la prison, entre le gouvernement et Madame J. LeBoutillier, épouse de M. Alphonse Dumais, notaire. Par cet arrangement, l'eau sera fournie à perpétuité de cette source pour les besoins de l'édifice, et moyennant une somme de mille piastres que le gouvernement a payée à la dite Dame Dumais, sont inclus la fourniture de l'eau et tous les autres frais qui peuvent se rattacher et découler de cet arrangement. (Le texte de cet arrangement est publié à la fin de ce volume, appendice No. 2).

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE NEW-CARLISLE

Un certain nombre de meubles ont été achetés pour les pièces destinées au juge, lesquelles ont aussi été restaurées et finies convenablement.

Une ouverture de fenêtre a été pratiquée dans le mur du côté est et donnant sur une des chambres du juge, avec châssis simples et doubles. Il a aussi été installé des cabinets d'aisance avec cloisons pour l'usage du juge. Un nouveau plancher en bois dur a été fait dans ces chambres, et le tout a été restauré et peinturé. Quelques ouvrages de peu d'importance ont aussi été exécutés à la plomberie.

#### PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE HULL

Il n'y a eu que des travaux de minime importance d'exécutés à cet édifice cette année.

#### MAISON DE DETENTION A STE-ANNE DES MONTS

Cet édifice a été construit en 1891, et, depuis, en 1893, une voûte de sûreté a aussi été construite. Depuis ce temps-là, quelques ouvrages de réparation ont été exécutés à cette bâtisse, et une pompe y a été installée en 1898. Il est question actuellement de faire certaines réparations et restaurations à l'intérieur de l'édifice pour une somme de six cents piastres.

---

## ECOLE DES ARTS ET METIERS, RUE ST-JOACHIM, QUEBEC

Cet édifice, qui a été construit en 1884, a subi cette année certains travaux de réparation et de restauration assez importants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

A l'intérieur de nouveaux planchers en bois dur ont été posés sur les anciens plus ou moins défectueux dans toute l'étendue du premier étage. Toutes les pièces de cet étage, comprenant les classes et le logement du gardien ont été restaurées, nettoyées et peinturées.

A l'extérieur, les clôtures qui entourent le terrain ont été en partie refaites et partie restaurées, et le tout a été complètement peinturé. Il en a été de même pour le perron et pour la porte d'entrée principale, ainsi que pour celle sur la cour en arrière. Sur cette cour, la vieille clôture en bois placée dans la ligne de division entre la propriété du gouvernement et celles des propriétaires riverains, a été démolie, enlevée et remplacée par un mur en brique de dix pieds de hauteur, avec fondation en pierre.

Il a aussi été fait quelques changements et réparations à la plomberie en général.

## PALAIS DE JUSTICE DE MONTREAL

Certains travaux de réparation, de restauration et d'entretien général ont été faits à cet édifice, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Des ouvrages assez importants ont été exécutés en outre des travaux ordinaires d'entretien mentionnés plus haut; ces ouvrages sont les suivants :

Remplacer les marches et les paliers en pierre du portique d'entrée, lesquels étaient défectueux. Remplacer les marches à l'entrée de la Cour de Police. Remplacer les parties défectueuses en pierre des rampes des escaliers et du plancher du portique d'entrée. Vider les joints et les tirer de nouveau, réparer et refaire les enduits en ciment dans le plafond de ce portique.

Toute la pierre des quatre façades extérieures de cet édifice a été brossée et nettoyée, puis les joints refaits et tirés de nouveau dans toute l'étendue de la façade avec du ciment colorié. Il en a été de même pour le mur de la clôture en arrière.

Dans le sous-sol de la nouvelle annexe, du côté sud-ouest de cette bâtisse, les caves ont été exhaussées en creusant le sol davantage à cet endroit. Ce creusage a été fait dans le but d'obtenir plus d'espace dans cette partie de l'édifice et avoisinant la fournaise pour y loger le charbon et autres fins. Les nouveaux planchers dans ces soutes à charbon ont été faits en béton.

Le gouvernement a fait l'acquisition de l'immeuble situé près du Palais de Justice et borné, du côté sud-ouest, par la rue Notre-Dame, et du côté nord-ouest par la rue St-Jacques. On trouvera à l'appendice de ce rapport une description détaillée de cette propriété dans l'acte de vente passé devant Mtre C.-E. Taschereau, N. P., Québec.

---

## PRISON DE MONTREAL

Bien peu de travaux ont été faits à cet édifice cette année, à part certaines réparations exécutées à la toiture de la maison du directeur de la prison et des remises.

Les travaux en cours d'exécution pour la nouvelle prison maintenant en construction à Bordeaux, sont assez avancés pour le temps écoulé depuis la signature du contrat au mois de septembre 1907, si l'on tient compte surtout des ouvrages considérables qu'ont nécessités les excavations et la pose des canaux d'égout, ainsi que le surplus du travail occasionné par les fondations dans diverses parties du terrain où se trouve situé cet édifice. Il est à remarquer, en effet, que la nature du terrain où doit être érigée la nouvelle prison de Montréal varie beaucoup sur l'étendue de la bâtisse à construire, dont la surface est très grande. A certains endroits la couche superficielle du sol est dure, résistante et d'une épaisseur suffisante afin de pouvoir supporter les murs de fondation en toute sûreté, tandis qu'en d'autres endroits cette couche est mince et le sol en dessous n'offre aucune résistance, ce qui nécessite des assises d'une nature et de grandeurs spéciales afin de pouvoir supporter sûrement l'édifice. Dans quelques endroits même on a dû faire des piliers en béton placés à une distance convenable les uns des autres, et faire des arches entre ces piliers afin d'asseoir solidement les murs de l'édifice, ces piliers allant jusqu'au roc solide à une profondeur moyenne de vingt pieds.

Nous publions dans l'appendice de ce rapport le texte du contrat intervenu entre le gouvernement et les entrepreneurs relativement à la construction de cette prison.

## ECOLE NORMALE MCGILL, MONTREAL

Des travaux notables ont été faits à cet édifice dans le cours de l'année. Tous les joints des parements extérieurs des murs ont été tirés de nouveau, après les avoir vidés et nettoyés au préalable.

Toutes les ouvertures de fenêtres, portes d'entrée et portiques ont été peints de couleurs appropriées.

Des ouvrages en béton ont aussi été exécutés, et des trottoirs ont été faits conformément aux exigences de la ville.

Cet immeuble est maintenant loué à la Commission des Ecoles Protestantes. (Voir à ce sujet appendice No. 5 pour le texte du bail.)

## ECOLE NORMALE JACQUES-CARTIER, MONTREAL

Il y a eu très peu de travaux de faits à cet édifice, sauf certaines réparations de peu d'importance à la plomberie et à l'appareil de chauffage.

Il est question de construire une annexe devant servir pour l'école modèle et pour le musée. La préparation des plans pour cette annexe est commencée, et des soumissions devront être demandées assez tôt afin de pouvoir faire l'érection de cette bâtisse dans le cours de l'été prochain.



---

**MAISON No. 76, RUE SAINT-GABRIEL MONTREÅL**

Aucun ouvrage n'a été fait à cet immeuble, lequel est maintenant loué à la Chambre de Commerce du district de Montréal.

**MAISON No. 63, RUE SAINT-GABRIEL, MONTREAL**

Certains travaux de réparation et de restauration ont été exécutés à quelques pièces du premier étage. Les enduits en plâtre dans ces pièces ont été réparés, puis peints et tapissés, ainsi que les boiseries qui ont aussi été peintes.

En outre de ce qui précède, il a été fait des ouvrages de réparation et de restauration en béton, charpente et menuiserie, vitre et peinture, etc., à l'extérieur de cet édifice, dont les joints des murs en pierre et en brique ont été tirés et coloriés, etc.

**ECOLE DE LAITERIE DE ST-HYACINTHE.**

L'ameublement de cette école a été fait et complété dans le cours de l'année dernière. Il en a été de même pour l'installation des laboratoires du chimiste officiel et des élèves.

Certains travaux de modifications et de changements ont aussi été faits aux canaux d'égout à l'intérieur de cet édifice. A l'extérieur de nouveaux canaux ont été pratiqués autour de la bâtisse, afin d'assurer un égouttement aussi parfait que possible de la bâtisse et du terrain environnant. Il a été fait un canal collecteur d'un plus fort diamètre et qui reçoit les eaux de canaux de plus petites dimensions et les transporte jusqu'à la rivière. Ces canaux extérieurs sont faits de grès vernissés et enfoncés dans le sol et bien recouverts en terre, afin d'empêcher toute émanation qui serait cause d'insalubrité.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

ELZ. CHAREST,

Architecte et directeur des Travaux Publics.

---

## II RECETTES ET DEPENSES.

### RAPPORT DU COMPTABLE

ETAT des recettes et des dépenses du département des Travaux Publics et du Travail, depuis le 1er juillet 1907 jusqu'au 30 juin 1908.

#### RECETTES

|   | \$ | \$       |
|---|----|----------|
| LA CIE DU CHATEAU FRONTENAC :   |    |          |
| Portion du terrain occupé par le Château-Frontenac, 2 janvier 1907 au 2 janvier 1908 .....          |    | 760 60   |
| MOODY & FILS, TERREBONNE :  |    |          |
| Intérêt à 5 p. c. sur prix d'achat d'un lot de terrain, 1er mai 1906 au 1er mai 1907.....           |    | 250 00   |
| QUEBEC LAWN TENNIS CLUB :   |    |          |
| Loyer du terrain contigu au mur de la porte St-Louis, 1er juin 1908 au 1er juin 1909.....           |    | 1 00     |
| JAMES-INGLIS ROY :  |    |          |
| Loyer, propriété, Sault au Récollet (Bordeaux), balance de loyer, 1er mai 1905 au 1er mai 1906..... |    | 50 00    |
| HELENE BAXTER :   |    |          |
| Loyer du 1er mai 1906 au 1er mai 1907.....  |    | 25 00    |
| CASAVANT FRERES :   |    |          |
| Païement final sur prix d'achat et intérêts de l'ancienne Ecole de laiterie de St-Hyacinthe .....   |    | 256 25   |
| CHAMBRE DE COMMERCE DU DISTRICT DE MONTREAL :   |    |          |
| Loyer, propriété 76 rue St-Gabriel, 1er novembre 1906 au 1er novembre 1907.. . . .                  |    | 700 00   |
| Divers vieux effets vendus... . . . .   |    | 38 13    |
|   |    | 2,080 98 |

Département des Travaux Publics et du Travail.  
Québec, 30 juin, 1908.

ARTHUR GAGNON,  
Comptable.

ETAT des recettes et des dépenses du département des Travaux Publics et du Travail, depuis le 1er juillet 1907 jusqu'au 30 juin 1908.—(Suite.)

DEPENSES.

|   |           |            |
|---|-----------|------------|
| <b>ENTRETIEN, ETC., DES EDIFICES PUBLICS EN GENERAL :</b> |           |            |
| Edifice de la Législature et des départements.            | 70,952 29 |            |
| Edifices publics en général.. . . .                       | 7,121 85  |            |
| Spencer Wood.. . . .                                      | 11,836 21 |            |
| Ecole Normale Laval.. . . .                               | 2,522 53  |            |
| Bureau des Archives .. . . .                              | 777 08    |            |
| Maison No. 63, rue St-Gabriel, Montréal.. . . .           | 1,494 09  |            |
| Bureaux du gouvernement à Montréal.. . . .                | 100 30    |            |
| Ecole Normale Jacques-Cartier.. . . .                     | 551 29    |            |
| Ecole Normale McGill.. . . .                              | 1,678 15  |            |
| Ecole des Arts et Métiers.. . . .                         | 1,834 36  |            |
| Bureau de l'Immigration, Québec.. . . .                   | 9 00      |            |
| Bureau de l'Immigration, Montréal.. . . .                 | 30 00     |            |
| Ecole d'Industrie Laitière, St-Hyacinthe.. . . .          | 908 85    |            |
| Ancienne bâtisse Exposition, St-Jean.. . . .              | 102 00    |            |
|   |           | 99,918 00  |
| <b>TAXES SUR EDIFICES PUBLICS EN GENERAL, CITE DE</b>     |           |            |
| QUEBEC.. . . .  |           | 7,594 00   |
| <b>INSPECTIONS, EXPLORATIONS, ETC.. . . .</b>             |           |            |
| INSPECTION DE CHEMINS DE FER.. . . .                      |           | 3,335 38   |
|   |           | 441 14     |
| <b>REPARATION DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS :</b>      |           |            |
| Palais de Justice et Prison, Montmagny.. . . .            | 244 85    |            |
| “ “ Fraserville.. . . .                                   | 734 64    |            |
| “ “ Arthabaska.. . . .                                    | 412 53    |            |
| “ “ Joliette.. . . .                                      | 1,019 88  |            |
| “ “ St-Jean.. . . .                                       | 516 75    |            |
| “ “ Beauce.. . . .  | 549 00    |            |
| “ “ Ste-Scholastique.. . . .                              | 6,194 80  |            |
| “ “ Valleyfield.. . . .                                   | 234 65    |            |
| “ “ Sorel.. . . .   | 1,424 86  |            |
| “ “ Hull.. . . .  | 95 85     |            |
| “ “ Chicoutimi.. . . .                                    | 1,072 32  |            |
| “ “ Malbaie.. . . .                                       | 160 75    |            |
| “ “ Percé.. . . .   | 1,764 92  |            |
| “ “ New-Carlisle.. . . .                                  | 601 06    |            |
| “ “ Rimouski.. . . .                                      | 434 92    |            |
| “ “ Sweetsburg.. . . .                                    | 650 00    |            |
| “ “ St-Hyacinthe.. . . .                                  | 2,776 05  |            |
| “ “ Bryson.. . . .  | 1,112 76  |            |
| A reporter.. . . .  | 19,999 59 | 111,288 52 |

ETAT des recettes et dépenses du département des Travaux publics et du Travail,  
depuis le 1er juillet 1907 jusqu'au 30 juin 1908.—(Suite.)

DÉPENSES.

|   |           |            |
|---|-----------|------------|
| Reports . . . . .   | 19,999 59 | 111,288 52 |
| Palais de Justice et Prison, Ile de la Madeleine . . .  | 875 60    |            |
| Palais de Justice, Montréal . . . . .   | 17,951 92 |            |
| Prison de Montréal . . . . .  | 271 25    |            |
| Palais de Justice, Québec . . . . .   | 3,142 70  |            |
| Prison de Québec . . . . .  | 1,418 86  |            |
| Palais de Justice, Trois-Rivières . . . . .   | 2,725 21  |            |
| Prison, Trois-Rivières . . . . .  | 1,771 47  |            |
| Palais de Justice, Sherbrooke . . . . .   | 2,751 09  |            |
| Maison de détention Ste-Anne des Monts . . . . .  | 55 00     |            |
|   |           | 50,963 69  |
| Loyers des Palais de Justice et Prisons . . . . .   |           | 2,908 25   |
| Construction d'un édifice à Montréal pour bureaux<br>des registrateurs, etc. . . . .  |           | 16,000 00  |
| Ascenseurs dans la bâtisse du gouvernement, cons-<br>truction . . . . .   |           | 15,000 00  |
| Pont Chambly, pour construction . . . . .   |           | 10,000 00  |
| Loi des établissements industriels . . . . .  |           | 14,000 00  |
| Conseil des Arts et Manufactures . . . . .  |           | 16,500 00  |
| CHEMINS DE FER :  |           |            |
| Païement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1908<br>à 3 p. c. sur \$25,000.00; prix d'achat d'un<br>clos à charbon pour le chemin de fer Q.<br>M. O. & O. . . . . |           | 750 00     |
| Octroi pour la construction d'un Palais de Jus-<br>tice et d'une prison dans la seconde divi-<br>sion de Pontiac, etc. . . . .                                    |           | 1,200 00   |
|   |           | 238,610 46 |

Département des Travaux Publics et du Travail.

Québec, 30 juin 1908.

ARTHUR GAGNON,

Comptable.

## Assurances du Gouvernement.

## DIVISION DE QUÉBEC.

| NOM DES ÉDIFICES   | Sur édifices  | Sur biblio-<br>thèque et<br>ameuble-<br>ment. | Sur hangars,<br>remises et<br>écuries. | Totaux.       | Dates de<br>l'expiration<br>des polices. |
|--|---------------|---|--|---------------|--|
| Hôtel du gouvernement (palais législatif et départe-<br>ments publics) Québec. . . . .   | \$ 375,000 00 | \$ 125,000 00                                 | \$ . . . . .                           | \$ 500,000 00 | 1 août '09                               |
| Ecole Normale Laval et école modèle annexe (dépar-<br>tement des institutrices) chez les Ursulines de Québec   | . . . . .     | 3,000 00                                      | . . . . .                              | 3,000 00      | 1 mai '10                                |
| Ecole Normale Laval et école modèle annexe (dépar-<br>tement des instituteurs) chemin de Ste-Foy, Québec.  | 10,000 00     | 9,000 00                                      | }                                      |               |  |
| Ecole modèle annexe de l'Ecole Normale Laval, com-<br>prenant ateliers et classes techniques. . . . .  | 2,000 00      | 1,000 00                                      |  | 43,000 00     | " "                                      |
| Nouvelle annexe (côté est) de l'Ecole Normale Laval,<br>et addition contiguë conduisant à la vieille bâtisse..                                       | 15,000 00     | 6,000 00                                      |  |               |  |
| Spencer Wood, château, dépendances et autres construc-<br>tions sur la propriété, y compris la maison du gardien<br>près du chemin St-Louis. . . . . | 20,000 00     | 17,000 00                                     | 8,700 00                               | 45,700 00     | " "                                      |
| Ecole des Arts et Métiers, rue St-Joachim, Québec. .   | 8,000 00      | 1,000 00                                      | . . . . .                              | 9,000 00      | " "                                      |
| Prison commune de Québec. . . . .  | 25,000 00     | 6,000 00                                      | 1,500 00                               | 32,500 00     | " "                                      |
| Maison présentement occupée par M. Ignace Fortier,<br>tourne-clef. . . . .   | 800 00        | }   | . . . . .                              | 2,400 00      | " "                                      |
| Maison présentement occupée par M. R. J. Modler,<br>tourne-clef. . . . .   | 800 00        |   | . . . . .                              |               |  |
| Maison présentement occupée par M. Delage, jardinier   | 800 00        |   |  |               |  |
| Palais de Justice, Québec. . . . .   | 19,500 00     | 1,000 00                                      | . . . . .                              | 20,500 00     | " "                                      |
| " " et prisons, Iles de la Madeleine. . .  | 5,000 00      | 500 00  | . . . . .                              | 5,500 00      | " "                                      |
| " " Percé, Gaspé. . . . .  | 10,000 00     | 600 00  | . . . . .                              | 10,600 00     | " "                                      |
| " " New Carlisle (Gaspé) . .   | 10,000 00     | 700 00  | . . . . .                              | 10,700 00     | " "                                      |
| " " Beauce. . . . .  | 17,000 00     | 700 00  | 400 00                                 | 18,100 00     | " "                                      |
| " " Chicoutimi. . . . .  | 17,000 00     | 800 00  | 400 00                                 | 18,200 00     | " "                                      |
| " " Malbaie (Saguenay) . .   | 16,000 00     | 500 00  | 400 00                                 | 16,900 00     | " "                                      |
| " " Montmagny. . . . .   | 18,000 00     | 800 00  | 400 00                                 | 19,200 00     | " "                                      |
| " " Fraserville. . . . .   | 25,000 00     | 1,000 00                                      | 400 00                                 | 26,400 00     | " "                                      |
| " " Rimouski. . . . .  | 20,000 00     | 1,500 00                                      | 400 00                                 | 21,900 00     | " "                                      |
|  | 614,900 00    | 176,100 00                                    | 12,600 00                              | 803,600 00    |  |



## ASSURANCES DU GOUVERNEMENT—(Suite et fin)

## DIVISION DES TROIS-RIVIÈRES ET DE SHERBROOKE.

| NOM DES ÉDIFICES                           | Sur édifices | Sur biblio-<br>thèque et<br>ameuble-<br>ment. | Sur hangars,<br>remises,<br>et écuries. | Totaux.    | Date de<br>l'expiration<br>des polices. |
|--|--------------|---|---|------------|---|
|  | \$           | \$  | \$                                      | \$         |   |
| Palais de Justice, Trois-Rivières.. . . .  | 18,000 00    | 2,500 00                                      | .....                                   | 20,500 00  | 1 mai '10                               |
| Prison, Trois-Rivières.. . . .             | 9,000 00     | 500 00  | 500 00                                  | 10,000 00  | " "                                     |
| Palais de Justice, Sherbrooke.. . . .      | 80,000 00    | 12,000 00                                     | .....                                   | 92,000 00  | " "                                     |
| Prison, Sherbrooke.. . . .                 | 10,000 00    | 500 00  | .....                                   | 10,500 00  | " "                                     |
| Palais de Justice et Prison, Sorel.. . . . | 20,000 00    | 800 00  | 400 00                                  | 21,200 00  | " "                                     |
| " " Arthabaska.. . . .                     | 17,000 00    | 1,000 00                                      | 400 00                                  | 18,400 00  | " "                                     |
| " " Joliette.. . . .                       | 16,000 00    | 1,000 00                                      | 400 00                                  | 17,400 00  | " "                                     |
|  | 170,000 00   | 18,300 00                                     | 1,700 00                                | 190,000 00 |   |

## RECAPITULATION

|   |              |
|---|--------------|
| Assurances de la division de Québec.. . . . | \$ 9,857 59  |
| " " Montréal.. . . .                        | 13,791 00    |
| " " Trois-Rivières et Sherbrooke.. . . .    | 2,417 96     |
| Grand total.. . . .                         | \$ 26,066 55 |

Montant total des primes payées pour les assurances triennales portées tableau ci-dessus. \$ 26,066 55

Département des Travaux Publics  
et du Travail,  
Québec, 30 juin 1908.

ARTHUR GAGNON,  
Comptable.

## IV

## Chemins de fer.

RAPPORT DE L'INGÉNIEUR-DIRECTEUR DES  
CHEMINS DE FER.

## DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

## BUREAU DES CHEMINS DE FER.

Québec, le 30 juin 1908.

L'honorable L.-A. TASCHEREAU,

Ministre des Travaux publics et du Travail,

Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon treizième rapport en ma qualité de directeur et ingénieur des chemins de fer de la province, pour l'année écoulée depuis le 30 juin 1907 à venir au 30 juin 1908. Durant le cours de ces douze mois les compagnies suivantes ont complété et mis en exploitation :

1. La Compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean 39.72 milles de voie ferrée d'un embranchement à partir d'un point sur la ligne principale, près de la rivière Jeannotte jusqu'à La Tuque, sur la rivière St-Maurice, et les subventions en terre afférentes à cet embranchement lui ont été octroyées.

2. La Compagnie du chemin de fer Québec Central a construit et ouvert au trafic régulier, le 14 novembre dernier, cette partie de chemin de fer depuis un point sur sa ligne principale, à la jonction de Beauce, jusqu'à un autre point sur la même ligne, dans la direction de St-François, sur une longueur de  $2\frac{1}{2}$  milles, de St-Joseph allant vers St-François.

Des contrats et actes de conventions ont été passés entre le gouvernement et les compagnies de chemins de fer suivantes :

1. La Compagnie Atlantique, Québec et Occidental pour la construction d'un chemin de fer depuis Port-Daniel jusqu'au Bassin de Gaspé, pour une longueur de 82.4 milles;

2. La Compagnie Canadian Northern :

10. Depuis la Jonction Garneau, sur le chemin de fer du Grand Nord, jusqu'à un point sur le chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, près de Québec, 76.09 milles;



20. Pour un prolongement de la voie du chemin de fer de Montfort, depuis St-Sauveur jusqu'à St-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, distance de 15.2 milles ;

30. La Compagnie de chemin de fer de Colonisation du Nord pour le prolongement de sa voie depuis Nominigüe jusqu'au Rapide de l'Orignal, dans le comté de Labelle, sur une distance de 36 milles.

Ces différentes lignes sont maintenant en bonne voie de construction.

Il a été payé en argent, par la province, durant les derniers douze mois écoulés au 30 juin 1908 pour la construction des chemins de fer et pour le pont de Québec, en outre des subventions non convertibles en argent octroyées, une somme de \$45,851.89, comme suit :

|   |             |
|---|-------------|
| A la Compagnie du Pont de Québec.. . . .                            | \$30,000 00 |
| A la Compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord.. . . .     | 8,000 00    |
| A la Compagnie du chemin de fer de Colonisation de Montfort.. . . . | 5,000 00    |
| A la Compagnie du chemin de fer de Hereford.. . . .                 | 43 58       |
| A la Compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford.. . . .     | 2,808 31    |
|   | <hr/>       |
|   | \$45,851 89 |

Comme annexes à ce rapport vous trouverez :

1. Dans le Tableau "A", les balances restées disponibles dans le département des Travaux publics et du Travail sur les sommes reçues du département du Trésor ;

2. Dans le Tableau "B", (a) les subventions en argent accordées à certaines compagnies, (b) les sommes payées jusqu'au 30 juin 1908, (c) les montants à payer à cette dernière date, (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc. ;

3. Dans le Tableau "C" (a) les subventions en terres accordées à certaines compagnies de chemins de fer, (b) les sommes payées à ces compagnies jusqu'au 30 juin 1908, (c) les montants restant à payer à cette dernière date, (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc. ;

4. Dans le Tableau "D", (a) les subventions en terres non convertibles en argent accordées à certaines compagnies de chemin de fer par les actes 4 Ed. VII, ch. 2, 6 Ed. VII, ch. 4 et 8 Ed. VII, ch. 5, s. 1, (b) les subventions gagnées par ces compagnies jusqu'au 30 juin 1908, (c) les subventions qui sont devenues caduques, etc. ;

5. Dans le Tableau "E", l'énumération du nombre de milles de chemins de fer qui ont été construits et mis en exploitation ou qui sont prêts de l'être en cette province, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 30 juin 1908.

Humblement soumis,

LOUIS-A. VALLEE,

Ingénieur et directeur des chemins de fer.

## TABLEAU "A".

Etat indiquant les balances restant disponibles dans le département des Travaux publics et du Travail, sur les sommes reçues du département du Trésor, pour payer les subventions en terres converties en argent, 2e 35 cents réduit à 17½ cents, suivant les dispositions de l'acte 60 Victoria, chapitre 4, section 12, et subventions en argent aux compagnies suivantes :

## Grand Nord :

|  |             |
|--|-------------|
| (Section de Lachute à Saint-André) . . . . .   | \$ 971 41   |
| (Section de Saint-Jérôme à Montcalm) . . . . . | 3,157 23    |
| Baie des Chaleurs . . . . .                    | 1,409 35    |
| Québec, Montmorency & Charlevoix . . . . .     | 36 25       |
| Total . . . . .                                | \$ 5,574 24 |

LOUIS-A. VALLEE,

Ingénieur et directeur des chemins de fer.

Département des Travaux publics et du Travail,

Québec, le 30 juin 1908.



## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après  
restant à payer à

## SUBVENTIONS

| NOMS DES CHEMINS DE FER.   | ACTES ACCORDANT LA OU LES<br>SUBVENTIONS.                                      | Quantum<br>par<br>mille | Total du nombre<br>de milles subven-<br>tionnés. |
|--|--|-------------------------|--|
|  |  | \$ cts.                 |  |
| Arthabaska et Wolfe.. . . .  | 54 Vict., ch. 88, par. h. h. . . .   | 3,200 00                | 60   |
| Baie des Chaleurs (ancienne compa-<br>gnie.).. . . .   | { 37 Vict., ch. 2, sec. 1.... }<br>38 Vict., ch. 2, sec. 1.... }               | 4,000 00                | 180  |
| do pour pont sur la rivière<br>Grande Caspédiac. . . . .   | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. i. . . . .                                      |                         |  |
| Jonction de Beauharnois.. . . .  | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 3.. . . .  | 5,000 00                | 20   |
| do do pont sur la rivière<br>Chateauguay .. . . .  | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 3....  |                         |  |
| Canada Atlantique, (ponts de Coteau<br>Landing à la frontière).. . . . .   | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. b. . . . .                                      |                         |  |
| Cap Rouge et St-Laurent.. . . .  | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. y.<br>et 57 Vict., ch. 5, céd. A.. . . .        | 3,200 00                | 9  |
| Comté de Drummond. . . . .   | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, par. d . . . . .                                  | 4,000 00                | 39   |
| do construction de ponts   | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. f. . . . .                                      |                         |  |
| Grand Oriental, de Yamaska à Doucet's<br>Landing.. . . .   | 49-50 Vict., ch. 77, sec. 5 et 57<br>Vict., ch. 5, céd. A... . . . .           | 4,000 00                | 31   |
| Grand Oriental, pont sur la rivière Ni-<br>colet. . . . .  | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, par. a . . . . .                                  |                         |  |
| Grand Nord, entre Caxton et Joliette<br>(partie des subventions déclinées<br>par le chemin de fer Québec, Mont-<br>morency et Charlevoix et Pontiac<br>et Pacifique).. . . . . | { 58 Vict., ch. 2, secs. 1 et 4. . . . .<br>60 Vict., ch. 4, sec. 7... . . . . |                         |  |
| Grand Nord, pont sur la rivière Shawini-<br>gan.. . . .  | 60 Vict., ch. 4, sec. 7... . . . .   |                         |  |
| do pont sur la rivière Assomp-<br>tion .. . . .  | 60 Vict., ch. 4, sec. 7. . . . .   |                         |  |
| A reporter .. . . .  |  |                         | 339  |

**B**

désignés ; 2, des sommes payées jusqu'au 30 juin 1908, et 3, des montants cette dernière date.

**EN ARGENT.**

| Total<br>de la<br>Subvention. | Nombre de milles<br>actuellement<br>construits. | Montants<br>payés jus-<br>qu'au 30 juin<br>1908. | Subventions<br>devenues ca-<br>duques,<br>transportées<br>ou aban-<br>données. | Balances<br>à être payées<br>quand elles<br>seront dues. | Dates fixées<br>pour l'achèvement<br>des travaux. |
|-------------------------------|---|--|--|--|---|
| \$ cts.                       |   | \$ cts.  | \$ cts.  | \$ cts.  |   |
| 192,000 00                    | .....   | .....  | 192,000 00   |  |   |
| 720,000 00                    | .. . . .  | 12,840 95  | 707,159 05   |  |   |
| 50,000 00                     | .. . . .  | 50,000 00  |  |  |   |
| 100,000 00                    | 19.13   | 95,610 00  | 4,390 00   |  |   |
| 50,000 00                     | .. . . .  | 50,000 00  |  |  |   |
| 200,000 00                    | .. . . .  | 200,000 00                                       |  |  |   |
| 28,800 00                     | .. . . .  | .....  | 28,800 00  |  |   |
| 156,000 00                    | 38.98   | 155,945 00                                       | 55 00  |  |   |
| 50,000 00                     | .. . . .  | 50,000 00  |  |  |   |
| 124,000 00                    | 12.36   | 62,742 00  | 61,258 00  |  |   |
| 32,000 00                     | .. . . .  | 32,000 00  |  |  |   |
| 50,000 00                     | 48.00   | 50,000 00  |  |  |   |
| 25,000 00                     | .. . . .  | 25,000 00  |  |  |   |
| 25,000 00                     |   | 25,000 00  |  |  |   |
| 1,802,800 00                  | 118.47  | 809,137 95                                       | 993,662 05   | .....  |   |

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après  
restant à payer à

| SUBVENTIONS  |  |                          |  |
|--|--|--------------------------|--|
| NOMS DES CHEMINS DE FER,   | ACTES ACCORDANT LA OU LES<br>SUBVENTIONS.  | Quantum<br>par<br>mille. | Total du nombre<br>de milles subven-<br>tionnés. |
|  |  | \$                       |  |
| Reports.. . . .  |  |                          | 339  |
| Grand Nord, (section des basses Lauren-<br>tides).. . . . .                            | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. k,<br>et 56 Vict., ch. 3, secs. 2 et 3  | 5,000 00                 | 23   |
| do pont sur le St-Maurice à<br>Grand'Mère .. . . .                                     | 56 Vict., ch. 3, sec. 2, et 58<br>Vict., ch. 2, sec. 4, ss. 3....  |                          |  |
| Hereford, de Cookshire à Lime Ridge....  | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. I..   | 3,000 00                 | 18   |
| International.. . . .  | 37-38 Vict., ch. 2, sec. 1 .. .  | 4,000 00                 | 80   |
| do (partie de la subvention<br>forfaitée du chemin de fer<br>de la Baie des Chaleurs.. | 40 Vict., ch. 3, sec. 4.. . . .  | 941 45                   |  |
| Lachine et Hochelaga.. . . .   | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par m.<br>et 57 Vict., ch. 5, céd. A..   | 3,200 00                 | 15   |
| Colonisation du Lac Témiscamingue.. . .  | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 11 ; 53<br>Vict., ch. 101, sec. 4 ; 54<br>Vict., ch. 88, sec. 1, par. t, et<br>57 Vict., ch. 5, céd. A.. . . | 5,000 00                 | 50   |
| Vallée du Missisquoi.. . . .   | 37-38 Vict., ch. 2, secs. 1 et 4 et<br>45 Vict., ch. 23, sec. 1, par. g  | 2,500 00                 | 56   |
| Massawippi, de Magog à Cooticook.. . .   | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. m.m.<br>et 57 Vict., ch. 5, céd. A ..   | 3,200 00                 | 25   |
| Montréal Bridge Company, pour explo-<br>rations.. . . .                                | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. i.i.<br>et 57 Vict., ch. 5, céd. A..  |                          |  |
| Jonction de Montréal et Lac Champlain.   | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 2 .. .   |                          |  |
| Montréal et Lac Maskinongé.. . . .   | 49-50 Vict., ch. 77, sec. 7 et 51-<br>52 Vict., ch. 91, sec. 3, par. b.  | 5,000 00                 | 13   |
| A reporter.. . . .   |  |                          | 619  |

**B.—Suite.**

désignés ; 2. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1908, et 3, des montants cette dernière date.

**EN ARGENT.**

| Total<br>de la<br>Subvention. | Nombre de milles<br>actuellement<br>construits. | Montants<br>payés jus-<br>qu'au, 30<br>juin 1908. | Subventions<br>devenues ca-<br>duques, trans-<br>portées ou<br>abandonnées. | Balances<br>à être payées<br>quand elles<br>seront dues. | Dates fixées<br>pour l'achèvement<br>des travaux. |
|-------------------------------|---|---|---|--|---|
| cts.                          |   | \$ cts.   | \$ cts.   | \$ cts.  |   |
| 1,802,800 00                  | 118.47  | 809,137 95  | 993,662 05  |  |   |
| 115,000 00                    | 20  | 115,000 00  |   |  |   |
| 50,000 00 .. . . .            |   | 50,000 00   |   |  |   |
| 54,000 00                     | 18  | 54,000 00   |   |  |   |
| 320,000 00                    | 80  | 395,315 80  |   |  |   |
| 75,315 80                     |   |   |   |  |   |
| 48,000 00 .. . . .            |   |   | 48,000 00   |  |   |
| 250,000 00                    | 45.88   | 232,266 82  | 17,733 18   |  |   |
| 140,000 00                    | 10.10   | 43,842 50   | 96,157 50   |  |   |
| 80,000 00 .. . . .            |   |   | 80,000 00   |  |   |
| 10,000 00 .. . . .            |   | 2,449 96  | 7,550 04  |  |   |
| 150,000 00 .. . . .           |   | 150,000 00  |   |  |   |
| 65,000 00                     | 13  | 65,000 00   |   |  |   |
| 3,160,115 80                  | 305.45  | 1,917,013 03                                      | 1,243,102 77  |  |   |

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après  
restant à payer à

| SUBVENTIONS  |   |                          |  |
|--|---|--------------------------|--|
| NOMS DES CHEMINS DE FER.   | ACTES ACCORDANT LA OU LES<br>SUBVENTIONS.   | Quantum<br>par<br>mille. | Total du nombre<br>de milles subven-<br>tionnés. |
| Reports...   |   |                          | 619  |
| Montréal et Laurentides...                                       | 37-38 Vict., ch. 2 et 40 Vict.<br>ch. 3...  | 4,000 00                 | 15   |
| do do aux municipalités<br>de St-Lin et Ste-<br>Anne-des-Plaines | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par o.o.  |                          |  |
| Montréal et Ottawa, pont sur la rivière<br>"La Graisse"...       | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. w.<br>et 57 Vict., ch. 5, céd. A..   |                          |  |
| Montréal Portland et Boston...                                   | 37 Vict., ch. 2, sec 1 ; 39<br>Vict., ch. 3 ; 40 Vict., ch. 3,<br>sec. 3, et 46 Vict., ch. 85..   | 4,000 00                 | 58   |
| Montréal et Sorel...   | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, pars.<br>A. et B.....  | 2,500 00                 | 45   |
| do do .....  | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par.<br>b.b. et 57 Vict., ch. 5, céd. A.  |                          |  |
| do do pont sur la rivière Riche-<br>lieu.....                    | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par.<br>a.a. et 57 Vict., ch. 5, céd. A   |                          |  |
| Montréal et Occidental..   | 49-50 Vict., ch. 77, sec. 4 ; 51-<br>52 Vict., ch. 91 sec. 5 et 54<br>Vict., ch. 88, sec. 3. . . .  | 5,000 00                 | 70   |
| Montagne d'Orford..  | 37-38 Vict., ch. 2 secs. 1 et 4 ;<br>52 Vict., ch. 86, sec. 3 ; 54<br>Vict., ch. 88, sec. 1, par. c.c.,<br>2, Ed. VII, ch. 2, sec. 2, ;<br>62 Vict., ch. 4, sec. 4 : 4 Ed.<br>VII, ch. 2, sec. 9 ; 6 Ed. VII,<br>ch. 4, sec. 1, par. u. . . . | 4,000 00                 | 38.50  |
| A reporter..   |   |                          | 845 50   |



## B.—Suite.

désignés; 2. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1907, et 3. des montants cette dernière date.

## EN ARGENT.

| Total<br>de la<br>subvention. | Nombre de mille<br>actuellement<br>construits. | Montants<br>payés jus-<br>qu'au 30<br>juin 1908 | Subventions<br>devenues ca-<br>duques, trans-<br>portées ou<br>abandonnées | Balances<br>à être payées<br>quand elles<br>seront dues. | Dates fixées<br>pour l'achèvement<br>des travaux. |
|-------------------------------|--|---|--|--|---|
| \$ cts.                       |  | \$ cts.   | \$ cts.  | \$ cts.  |   |
| 3,160,115 80                  | 305.45   | 1,917,013 03                                    | 1,243,102 77   |  |   |
| 60,000 00                     | 15   | 60,000 00                                       |  |  |   |
| 30,000 00 .. .. .             |  | 30,000 00                                       |  |  |   |
| 37,500 00 .. .. .             |  | 24,710 00                                       | 12,790 00  |  |   |
| 232,000 00                    | 57.76  | 231,122 00                                      | 878 00   |  |   |
| 112,500 00                    | 45   | 112,500 00                                      |  |  |   |
| 150,000 00 .. .. .            |  | 114,145 00                                      | 35,855 00  |  |   |
| 50,000 00 .. .. .             |  | .....   | 50,000 00  |  |   |
| 350,000 00                    | 70   | 350,000 00                                      |  |  |   |
| 153,907 50                    | 36.383   | 150,340 31 .....                                |  | 3,567 19   | 31 décembre 1906.                                 |
| 1,336,023 30                  | 529.593  | 2,989,830 34                                    | 1,342,625 77   | 3,567 19   |   |

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après  
restant à payer à

## SUBVENTIONS

| NOMS DES CHEMINS DE FER.   | ACTES ACCORDANT LA OU LES<br>SUBVENTIONS.  | Quantum<br>par<br>mille. | Total du nombre<br>de milles subven-<br>tionnés. |
|--|--|--------------------------|--|
|  |  | \$ cts.                  |  |
| Reports... . . . .   |  |                          | 845.50   |
| Vallée d'Ottawa et de la Gatineau.. . . .  | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 7, et<br>54 Vict., ch. 88, sec. 2. . . . .                         | 5,161 00                 | 62   |
| do (partie des subventions<br>déclinées par le Q.M.<br>et C. et jonction de<br>Pontiac au Pacifique).      | 58 Vict., ch. 2, sec. 1 ; 63 Vict.<br>ch. 2, sec. 4, et 2 Ed. VII, ch<br>2, sec. 1 . . . . . |                          |  |
| Jonction des Carrières de Philipsburg,<br>(subvention caduque du St-Laurent et<br>Lac Champlain).. . . . . | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. j-j.  | 4,000 00                 | 6.75   |
| Jonction Pontiac au Pacifique.. . . .  | 44-45 Vict., ch. 2; 51-52 Vict.,<br>ch. 91 ; 57 Vict., ch. 5 et 58<br>Vict., ch. 2. . . . .  | 6,000 00                 | 95   |
| Jonction de Pontiac au Pacifique, (pour<br>construction de pont).. . . . .                                 | 38 Vict., ch. 2, sec. 7.. . . .  |                          |  |
| do (partie de subvention<br>déclinée sur les derniers<br>24 milles) . . . . .                              | 58 Vict., ch. 2, sec. 1, et 63<br>Vict., ch. 2, sec. 5. . . . .                              |                          |  |
| Québec et Boston Air Line.. . . .  | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par x,<br>et 57 Vict., ch. 5, céd. A.. . .                         | 3,000 00                 | 100  |
| Québec Central.. . . .   | 37-38 Vict., ch. 2, sec. 1. . . .  | 4,000 00                 |  |
| do (partie de subvention ca-<br>duque de chemin de fer<br>de la Baie des Chaleurs)                         | 40 Vict., ch. 3, sec. 4.. . . .  | 739 22                   | 100  |
| A reporter.. . . .   |  |                          | 1,209' 25  |

## B.—Suite.

désignés; 2. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1907, et 3. des montants cette dernière date.

EN ARGENT.

| Total<br>de la<br>subvention. | Nombre de mille<br>actuellement<br>construits. | Montants<br>payés jus-<br>qu'au 30<br>juin 1908 | Subventions<br>devenues ca-<br>duques, trans-<br>portées ou<br>abandonnées | Balances<br>à être payées<br>quand elles<br>seront dues. | Dates fixées<br>pour l'achèvement<br>des travaux. |
|-------------------------------|--|---|--|--|---|
| \$ cts.                       |  | \$ cts.   | \$ cts.  | \$ cts.  |   |
| 1,336,023 30                  | 529,293  | 2,989,830 34                                    | 1,342,625 77   | 3,567 19   |   |
| 319,982 00                    | 62.00  | 319,982 00                                      |  |  |   |
| 115,320 00                    | 1.00   | 115,320 00                                      | .....  | .....  | 31 décembre 1903                                  |
| 25,720 00                     | 6.87   | 25,720 00                                       |  |  |   |
| 570,000 00                    | 71   | 426,000 00                                      | 144,000 00   |  |   |
| 30,000 00                     | .....  | .....   | 30,000 00  |  |   |
| 110,000 00                    | 8.50   | 110,000 00                                      |  |  |   |
| 300,000 00                    | .....  | 7,500 00  | 292,500 00   |  |   |
| 400,000 00                    |  |   |  |  |   |
|                               | 99.964   | 473,750 70                                      | 143 96   |  |   |
| 73,894 75                     |  |   |  |  |   |
| 6,280,940 05                  | 778,927  | 4,468,103 13                                    | 1,809,209 73   | 3,567 19   |   |

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après  
restant à payer à

## SUBVENTIONS

| NOMS DES CHEMINS DE FER.  | ACTES ACCORDANT LA OU LES<br>SUBVENTIONS.  | Quantum<br>par<br>mille | Total du nombre<br>de milles subven-<br>tionnés. |
|---|--|-------------------------|--|
|   |  | \$ cts.                 |  |
| Reports...  |  |                         | 1,209 25   |
| Quebec Central (Lévis et Kennebec)...   | 37-38 Vict., ch. 3, sec. 1; 40<br>Vict., ch. 3, secs. 1 et 4; 41<br>Vict., ch. 2, sec. 1 et 54 Vict.<br>ch. 88, sec. 4.. | 4,000 00                | 90   |
| do (partie de la subvention ca-<br>duque du chemin de fer de<br>la Baie des Chaleurs).... | 40 Vict., ch. 8, sec. 4. . . . .   | 710 53                  |  |
| do (Jonction de Tring au Lac<br>Mégantic)...  | 52 Vict., ch. 86, sec. 1, et 53<br>Vict., ch. 101, sec. 8..  | 2,250 00                | 52   |
| do (partie de la subvention ca-<br>duque du Levis et Kenne-<br>bec...                     | 54 Vict., ch. 89, sec. 4..   |                         |  |
| Québec Frontière, (exploration)...  | 37-39 Vict., ch. 2..   |                         |  |
| Québec et Lac St-Jean..   | 37-38 Vict., ch. 2, sec. 1, et 45<br>Vict., ch. 23, sec. 1..   | 5,000 00                | 170  |
| do do   | O. C. No. 293 de 22 Avril 1897.  |                         |  |
| do do (Pointe-aux-Trembles à<br>Métabethouan...   | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par.<br>a. et 55-56 Vict., ch. 66..   | 5,000 00                | 14   |
| do do (Jeune Lorette) à Qué-<br>bec...  | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par..c  | 5,000 00                | 12   |
| do do (Métabetchouan à la<br>Baie des Ha ! Ha ! ...                                       | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. p.,<br>et 55-56 Vict., ch. 66..   | 5,000 00                | 66   |
| do do   | 55-56 Vict., ch. 66 ..   |                         |  |
| do do   | 57 Vict., ch. 5, s ..  |                         |  |
| A reporter...   |  |                         | 1,613 25   |

## B—Suite.

désignés ; 2, des sommes payées jusqu'au 30 juin 1908, et 3, des montants cette dernière date.

## EN ARGENT.

| Total<br>de la<br>Subvention. | Nombre de milles<br>actuellement<br>construits. | Montants<br>payés jus-<br>qu'au 30 juin<br>1908. | Subventions<br>devenues ca-<br>duques,<br>transportées<br>ou aban-<br>données. | Balances<br>à être payées<br>quand elles<br>seront dues. | Dates fixées<br>pour l'achèvement<br>des travaux. |
|-------------------------------|---|--|--|--|---|
| \$ cts.                       |   | \$ cts.  | \$ cts.  | \$ cts.  |   |
| 6,280,940 05                  | 778,927   | 4,468,103 13                                     | 1,809,269 73   | 3,567 19   |   |
| { 360,000 00 }                | 60.86   | 321,660 00                                       | 102,287 35   |  |   |
| { 63,947 35 }                 |   |  |  |  |   |
| { 117,000 00 }                | 40  | 219,287 35                                       |  |  |   |
| { 102,287 35 }                |   |  |  |  |   |
| 6,027 00                      |   | 6,027 00   |  |  |   |
| 850,000 00                    | 170   | 850,000 00                                       |  |  |   |
| 148,171 20                    | . . . . .                                       | 148,171 20                                       |  |  |   |
| 70,000 00                     | 7.71  | 38,550 00  | 31,450 00  |  |   |
| 60,000 00                     | 12  | 60,000 00  |  |  |   |
| { 330,000 00 }                |   |  |  |  |   |
| { 31,450 00 }                 | 46,347  | 456,408 43                                       | 5,041 57   |  |   |
| { 100,000 00 }                |   |  |  |  |   |
| 8,519,822 95                  | 1,115.844                                       | 6,568,207 11                                     | 1,948,048 65   | 3,567 19   |   |

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après  
restant à payer à

## SUBVENTIONS

| NOMS DES CHEMINS DE FER.  | ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.   | Quantum<br>par<br>mille. | Total du nombre<br>de milles subven-<br>tionnés. |
|---|--|--------------------------|--|
|   |  | \$ cts.                  |  |
| Reports.. . . .   |  |                          | 1,613 25   |
| Québec et Lac St-Jean (construction de<br>ponts sur les rivières Mé-<br>tabetchouan, Kouspigan-<br>che et Belle Rivière.. . . . | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. q. . . . .  | .                        |  |
| Québec, Montmorency et Charlevoix,<br>(Québec à Cap Tourmen-<br>te).. . . . .   | 51-52 Vict., ch. 91, sec. 6 . . . .  | 4,000 00                 | } 30   |
| do do (partie de subvention dé-<br>clinée, entre le Cap Tour-<br>mente et Murray Bay).. . . . .                                 | 58 Vict., ch. 2, sec. 1. . . . .   |                          |  |
| Québec, Montmorency et Charlevoix, (Cap<br>Tourmente à Murray<br>Bay).. . . . .   | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par.<br>k.k. 57 Vict., ch. 5, céd. A, et<br>58 Vict., ch. 2, sec. 1. . . . . | 4,000 00                 | 60   |
| do do (pour la construction d'un<br>pont sur la rivière St-<br>Charles, et d'une gare,<br>etc.).. . . .                         | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. s. . . . .  |                          |  |
| Sud-Est (primitif).. . . . .  | 37 Vict., ch. 2, sec. 1. . . . .   | 1,000 00                 | 43   |
| do (de Sorel à la Jonction de<br>Sutton).. . . . .  | 37 Vict., ch. 2, sec. 1, et 39<br>Vict., ch. 3, sec. 5. . . . .  | 3,932 30                 | } 96   |
| do do (partie de subven-<br>tion devenue cadra-<br>que du chemin de<br>la Baie des Cha-<br>leurs).. . . . .                     | 40 Vict., ch. 3, sec. 4. . . . .   | 592 10                   |  |
| A reporter.. . . .  |  |                          | 1,842 25   |

## B.—Suite.

désignés ; 2. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1908, et 3, des montants cette dernière date.

## EN ARGENT.

| Total<br>de la<br>Subvention. | Nombre de milles<br>actuellement<br>construits. | Montants<br>payés jus-<br>qu'au 30<br>juin 1908. | Subventions<br>devenues ca-<br>duques, trans-<br>portées ou<br>abandonnées. | Balances<br>à être payées<br>quand elles<br>seront dues. | Dates fixées<br>pour l'achèvement<br>des travaux. |
|-------------------------------|---|--|---|--|---|
| cts.                          |   | \$ cts.  | \$ cts.   | \$ cts.  |   |
| 8,519,822 95                  | 1,115.844                                       | 6,568,207 11                                     | 1,948,048 65  | 3,567 19   |   |
| 150,000 00                    | ...   | 150,000 00                                       |   |  |   |
| { 120,000 00 }                | 30  | 220,000 00                                       |   |  |   |
| { 100,000 00 }                |   |  |   |  |   |
| 240,000 00                    |   |  | 240,000 00  |  |   |
| 30,000 00                     | ...   | 30,000 00  |   |  |   |
| 43,000 00                     | 43  | 43,000 00  |   |  |   |
| { 377,500 00 }                | 96  | 434,342 10                                       |   |  |   |
| { 56,842 10 }                 |   |  |   |  |   |
| 9,637,165 05                  | 1,284.844                                       | 7,445,549 21                                     | 2,188,048 65  | 3,567 19   |   |

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après  
restant à payer à

| SUBVENTIONS  |   |                          |  |
|--|---|--------------------------|--|
| NOMS DES CHEMINS DE FER.   | ACTES ACCORDANT LA OU LES<br>SUBVENTIONS.                               | Quantum<br>par<br>mille. | Total du nombre<br>de milles subven-<br>tionnés. |
| Reports...   |   |                          | 1,842 25   |
| Sud-Est (primitif) Embranch. de l'Ave-<br>nir (abandonné) .. . . .   | 32 Vict., ch. 52.. . . .  | 1,710 00                 | 11.50  |
| De la rive sud (partie de subvention dé-<br>clinée par les compagnies de Q. M. et<br>C. et P. et P.).. . . . | 58 Vict., ch. 2, sec. 5.. . . .   |                          |  |
| Embranchement St-Jérôme du chemin de<br>colonisation de Montréal, au-delà de St-<br>Jérôme.. . . . .         | 37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.. . . .                                      | 4,000 00                 | 18   |
| St-Laurent et Adirondack.. . . . .   | 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par "a"<br>et 57 Vict., ch. 5, céd. A.. . . . | 3,200 00                 | 22   |
| St-Laurent et Lac Champlain.. . . . .  | 37-38 Vict., ch. 2, sec. 1, et 49-<br>50 Vict., ch. 77, sec. 5.. . . .  | 4,000 00                 | 69   |
| Waterloo et Magog.. . . . .  | 37-38 Vict., ch. 2, sec. 1, et 40<br>Vict., ch. 3.. . . . .             | 4,000 00                 | 43   |
| Compagnie du Pont de Québec.. . . . .  | 63 Vict., ch 2, sec. 1.. . . . .  |                          |  |
| Chemin de fer depuis Labelle au Lac No-<br>miningue.. . . . .  | 63 Vict., ch. 2, sec. 3 ; 2 Ed.<br>VII, ch. 2, sec. 3.. . . . .         |                          |  |
| Chemin de fer de la rive Sud.. . . . .   | 63 Vict., ch. 2, sec. 2 .. . . .  |                          |  |
| Chemin de fer de colonisation de Mont-<br>fort.. . . . .   | 60 Vict., ch. 4, sec. 3.. . . . .                                       |                          |  |
| A reporter.. . . . .   |   |                          | 2,005 75   |



## B.—Suite.

désignés ; 2. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1908, et 3, des montants cette dernière date.

## EN ARGENT.

| Total<br>de la<br>Subvention. | Nombre de milles<br>actuellement<br>construits. | Montants<br>payés jus-<br>qu'au 30 juin<br>1908. | Subventions<br>devenues ca-<br>duques,<br>transportées<br>ou abandon-<br>nées. | Balances<br>à être payées<br>quand elles<br>seront dues. | Dates fixées<br>pour l'achèvement<br>des travaux.   |
|-------------------------------|---|--|--|--|---|
| \$ cts.                       |   | \$ cts.  | \$ cts.  | \$ cts.  |   |
| 9,637,165 05                  | 1,284.844                                       | 7,445,549 21                                     | 2,188,048 65   | 3,567 19   |   |
| 19,665 05                     | 11.50   | 19,665 00  |  |  |   |
| 50,000 00                     | .. . . .  | 50,000 00  |  |  |   |
| 72,000 00                     | .. . . .  | 3,150 00   | 68,850 00  |  |   |
| 70,400 00                     | 20.38   | 65,216 00  | 5,184 00   |  |   |
| 276,000 00                    | 62.57   | 250,280 00                                       | 25,720 00  |  |   |
| 172,000 00                    | 43  | 172,000 00                                       |  |  |   |
| 250,000 00                    | .. . . .  | 240,000 00                                       | .....  | 10,000 00  |   |
| 96,000 00                     | .. . . .  | 40,000 00  | .....  | 56,000 00  | à être pris sur les som-<br>mées pour la coloni-<br>sation  |
| 89,000 00                     | .. . . .  | 4,450 00   |  | 84,550 00  | à être pris sur les som-<br>mes votées pour l'agri-<br>culture.   |
| 60,000 00                     | 12.00   | 55,000 00  | .....  | 5,000 00   | à être pris la moitié sur<br>les sommes votées pou-<br>la colonisation et l'au-<br>tre moitié sur les som-<br>mes votées pour l'agri-<br>culture. |
| 10,792,230 05                 | 1,434,294                                       | 8,345,310 21                                     | 2,287,802 65   | 159,117 19   |   |

## TABLEAU

ETAT :—1. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après  
restant à payer à

| SUBVENTIONS  |  |                          |  |
|--|--|--------------------------|--|
| NOMS DES CHEMINS DE FER                                | ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS. | Quantum<br>par<br>mille- | Total du nombre<br>de milles subven-<br>tionnés. |
|  |  | \$ cts.                  |  |
| Reports.. . . .  |  |                          | 2,005 75   |
| Chemin de fer de colonisation de Mont-<br>fort.. . . . |  |                          |  |
| Chemin de fer le Grand Nord.. . . .                    | 4 Ed. VII, ch. 2, par. n... .          |                          |  |
| Totaux .. . . .  |  |                          | 2,005 75   |

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL,

BUREAU DES CHEMINS DE FER,

Québec, 30 juin 1908.

**B.—Suite.**

désignés ; 2. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1908, et 3, des montants cette dernière date.

**EN ARGENT.**

| Total<br>de la<br>Subvention. | Nombre de milles<br>actuellement<br>construits. | Montants<br>payés jus-<br>qu'au 30 juin<br>1908 |      | Subventions<br>devenues ca-<br>duques, trans-<br>portées ou<br>abandonnées. |      | Balances<br>à être payées<br>quand elles<br>seront dues. | Dates fixées<br>pour l'achèvement<br>des travaux. |
|-------------------------------|---|---|------|---|------|--|---|
|                               |   | \$  | cts. | \$  | cts. |  |   |
| 10,792,230 05                 | 1,434.294                                       | 8,345,310 21                                    |      | 2,287,802 65  |      | 159,117 19   |   |
|                               |   | 5,000 00 (pour explora-<br>tion)                |      |   |      |  |   |
| 6,000 00                      |   | 6,000 00  |      |   |      |  |   |
| 10,798,230 05                 | 1,434.294                                       | 8,356,310 21                                    |      | 2,287,802 65  |      | 159,117 19   |   |

LOUIS-A. VALLÉE.

*Ingenieur et directeur des chemins de fer.*

TABLEAU C.

ETAT—1° des subventions accordées à certaines compagnies de chemins de fer ; 2° des sommes payées à ces compagnies jusqu'au 30 juin 1908 ; 3° des montants restant à payer à cette date ; 4° des subventions qui sont devenues caduques, etc.

SUBVENTIONS EN TERRES.

| NOM DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.                          | ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS  | Nombre de milles don-<br>nant droit à une sub-<br>vention. | Nombre d'acres par mille. | Subventions totales en<br>acres de terre. | Date de la conversion en<br>argent à 70 cts l'acre. | Montant des lers 35 cts<br>par acre. |                          | Nombre de milles actuel-<br>lement construits. | Montants payés sur les<br>lers 35 cts jusqu'au 30<br>juin 1908. |                        | Total des montants payés<br>jusqu'au 30 juin 1908. | Balances à payer quand<br>elles seront dues sur les<br>lers 35 cents. | Balances à payer quand<br>elles seront dues sur les<br>2ièmes 35cts réduits à<br>17½ cents. | Subventions qui sont de-<br>venues caduques par<br>laps de temps ou par<br>nombre de milles en<br>moins, etc. |            | Dates fixées pour l'achè-<br>vement des travaux. |             |   |
|--|--|--|---------------------------|---|---|--------------------------------------|--------------------------|--|---|------------------------|--|---|---|---|------------|--|-------------|---|
|  |  |  |                           |   |   | \$ cts.                              | \$ cts.                  |  | \$ cts.   | \$ cts.                |  |   |   | \$ cts.   | \$ cts.    |  | 1ers 35cts. | 2ièmes<br>35 cents<br>réduits à<br>17½ cts. |
|  |  |  |                           |   |   |                                      |                          |  |   |                        |  |   |   |   |            |  |             |   |
| Baie des Chaleurs...   | 45 Victoria, chap. 23, sec. 1, par. b...<br>51-52 Vict., ch. 91, sec. 12 et 3 Edouard VII, chap. 3, sec. 1...<br>54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. j... | 180  | 10,000                    | 1,800,000                                 | 14 août '86<br>23 avril '91                         | 630,000 00<br>280,000 00             | 315,000 00<br>140,000 00 | 100.   | 630,000 00<br>280,000 00  | 49,530 49<br>35,999 12 | 679,530 49<br>315,999 12                           |   | 265,469 51<br>104,000 88  |   |            | 31 déc. 1893<br>do                               |             |   |
| do do  |  |  | 10,000                    | 800,000                                   |   |                                      |                          |  |   |                        |  |   |   |   |            |  |             |   |
| Jonction de Beauharnois...                                     | 51-52 Vict., chap. 91, sec. 3...   | 20   | 5,000                     | 100,000                                   | 19 janv. '89  | 35,000 00                            | 17,500 00                | 19.13  | 33,464 00   | 16,731 25              | 50,195 25  |   |   | 1,536 50  | 768 25     |  |             |   |
| Comté de Drummond...   | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d...  | 27   | 10,000                    | 270,000                                   | 16 janv. '91  | 94,500 00                            | 47,250 00                | 27.  | 94,500 00   | 47,250 00              | 141,750 00   |   |   |   |            |  |             |   |
| do do  | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. e ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...   | 23   | 10,000                    | 230,000                                   |   | 80,500 00                            | 40,250 00                |  |   |                        |  |   |   | 80,500 00   | 40,250 00  |  |             |   |
| Vallée Est du Richelieu...                                     | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. ee ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...  | 25   | 10,000                    | 250,000                                   | 8 juillet '92<br>19 juin '88                        | 87,500 00                            | 43,750 00                | 22.16  | 77,560 00   | 38,780 00              | 116,340 00   |   |   | 9,940 00  | 4,970 00   |  |             |   |
| Grand Nord...  | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 1 ; et 56 Vict., chap. 3, secs 2 et 3...   | 33   | 10,000                    | 330,000                                   | 9 fév. '91<br>16 juillet '88<br>août 1893           | 115,500 00<br>40,250 00              | 57,750 00<br>20,125 00   | 33.<br>20.                                     | 115,500 00<br>40,250 00   | 57,750 00<br>20,125 00 | 173,250 00<br>60,375 00                            |   |   |   |            | 31 déc. 1900<br>do                               |             |   |
| Grand Nord (Section des Basses Laurentides)...                 | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. k ; et 56 Vict., chap. 3, secs. 2 et 3...   | 23   | 5,000                     | 115,000                                   |   | 17,500 00                            | 8,750 00                 |  | 17,500 00   | 8,750 00               | 26,250 00  |   |   |   |            |  |             |   |
| Pont sur le Saint-Maurice...                                   | 56 Vict., chap. 3, sec. 2 ; et 58 Vict., chap. 2, sec. 4, ss. 3...   |  |                           | 50,000                                    |   |                                      |                          |  |   |                        |  |   |   |   |            |  |             |   |
| Grand Nord (de Saint-André à Lachute)...                       | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 2 ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...  | 7  | 10,000                    | 70,000                                    | 9 fév. '91  | 24,500 00                            | 12,250 00                | 6.74   | 23,590 00   | 11,795 00              | 35,385 00  |   |   | 910 00  | 455 00     |  |             |   |
| Hereford...  | 45 Vict., chap. 23 sec. 1 ; et 51-52 Vict., chap. 91, secs 9 et 10...  | 35   | 4,000                     | 140,000                                   | 2 août '88  | 49,000 00                            | 24,500 00                | 35.  | 49,000 00   | 24,500 00              | 73,500 00  |   |   |   |            |  |             |   |
| Joliette et Saint-Jean de Matha...                             | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. n ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...   | 8  | 10,000                    | 80,000                                    | 27 juin '91   | 28,000 00                            | 14,000 00                |  | 600 00  |                        | 600 00   |   |   | 27,400 00   | 14,000 00  |  |             |   |
| L'Assomption...  | 49-50 Vict., chap. 77, sec. 9...   | 3½   | 3,000                     | 10,500                                    | 7 janv. '87   | 3,675 00                             | 1,837 50                 | 3½   | 3,675 00  | 1,837 50               | 5,512 50   |   |   |   |            |  |             |   |
| Lac Saint-François et Navigation...                            | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. u ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. a...   | 20   | 10,000                    | 200,000                                   | 8 juillet '92                                       | 70,000 00                            | 35,000 00                |  | 1,443 75  |                        | 1,443 75   |   |   | 68,556 25   | 35,000 00  |  |             |   |
| Colonisation du Lac Témiscamingue...                           | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. t ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...   | 50   | 5,000                     | 250,000                                   | 5 sept. '93   | 87,500 00                            | 43,750 00                | 44.88  | 78,548 00   | 39,270 00              | 117,810 00   |   |   | 8,960 00  | 4,480 00   |  |             |   |
| Lotbinière et Mégantic...                                      | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d.d...  | 25   | 10,000                    | 250,000                                   | 5 fév. '92  | 87,500 00                            | 43,750 00                | 25.  | 87,350 83   | 43,750 00              | 131,100 83   | 149.17  |   |   |            |  |             |   |
| Basses Laurentides...  | 45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 53 Vict., chap. 101, sec. 5...   | 38.84  | 12,358 3                  | 480,000                                   | 12 oct. '86   | 168,000 00                           | 84,000 00                | 38.84  | 168,000 00  | 84,000 00              | 252,000 00   |   |   |   |            |  |             |   |
| Matane...  | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. v ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...   | 30   | 10,000                    | 300,000                                   |   | 105,000 00                           | 52,500 00                |  |   |                        |  |   |   | 105,000 00  | 52,500 00  |  |             |   |
| Colonisation de Montfort...                                    | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g.g...  | 21   | 10,000                    | 210,000                                   | 6 juillet '91                                       | 73,500 00                            | 36,750 00                | 21.  | 73,500 00   | 36,395 80              | 109,895 80   |   | 354 20  |   |            |  |             |   |
| Montréal et Lac Maskinongé...                                  | 49-50 Vict., chap. 77, sec. 7 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 3, par. b...  | 13   | 5,000                     | 65,000                                    | 16 juillet '88                                      | 22,000 00                            | 11,375 00                | 13.  | 22,750 00   | 11,375 00              | 34,125 00  |   |   |   |            |  |             |   |
| Montréal et Ottawa...  | 51-52 Vict., chap. 91, sec. 9 ; et 53 Vict., chap. 101, sec. 6...  | 30   | 10,000                    | 300,000                                   | 29 janv. '89  | 105,000 00                           | 52,500 00                | 23.5   | 105,000 00  | 52,500 00              | 157,500 00   |   |   |   |            |  |             |   |
| Montréal et Occidental...                                      | 49-50 Vict., chap. 77, sec. 4 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 5...  | 70   | 5,000                     | 350,000                                   | 28 mai '92  | 122,500 00                           | 61,250 00                | 70.  | 122,500 00  | 61,250 00              | 183,750 00   |   |   |   |            |  |             |   |
| Jonction de Napierville...                                     | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. o ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...   | 15   | 10,000                    | 150,000                                   |   | 52,500 00                            | 26,250 00                |  |   |                        |  |   |   | 52,500 00   | 26,250 00  |  |             |   |
| Ottawa et Vallée de la Gatineau...                             | 45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 56 Vict., chap. 3, sec. 4...   | 52   | 4,000                     | 208,000                                   | 10 juillet '93                                      | 72,800 00                            | 36,400 00                |  | 72,800 00   | 36,400 00              | 109,200 00   |   |   |   |            |  |             |   |
| do do do   | 45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; 54 Vict., chap. 88, sec. 2 ; et 2 Ed. VII, chap. 2, sec. 1...   | 75   | 6,000                     | 450,000                                   | 3 1 déc. '91<br>5 sept. '93                         | 157,500 00<br>52,500 00              | 78,750 00<br>26,250 00   | 62.0   | 157,500 00  | 78,750 00              | 236,250 00   |   |   |   |            | 31 déc. 1903                                     |             |   |
| Embranchement du Portage du Fort et de Bristol...              | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. f.f. ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...  | 15   | 10,000                    | 150,000                                   | 8 juillet '92                                       | 52,500 00                            | 26,250 00                |  |   |                        |  |   |   | 52,500 00   | 26,250 00  |  |             |   |
| Pontiac et Renfrew...  | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. l.l...  | 5  | 10,000                    | 50,000                                    | 3 fév. '91  | 17,500 00                            | 8,750 00                 | 5.   | 17,500 00   | 8,750 00               | 26,250 00  |   |   |   |            |  |             |   |
| Québec Central, Jonction de Tring au au Lac Mégantic...        | 52 Vict., chap. 86, sec. 1 ; 53 Vict., chap. 101, sec. 9 ; et 54 Vict., chap. 88, sec. 4...  | 52   | 2,250                     | 117,000                                   | 5 sept. '93   | 40,950 00                            | 20,475 00                | 59.36  | 40,950 00   | 20,475 00              | 61,425 00  |   |   |   |            |  |             |   |
| Québec et Lac Saint-Jean...                                    | 37-38 Vict., chap. 2, sec. 1 ; et 45 Vict., chap. 23, sec. 1...  | 170  | 5,000                     | 850,000                                   | 14 août '86   | 297,500 00                           | 148,750 00               | 170.   | 297,500 00  | 148,750 00             | 446,250 00   |   |   |   |            |  |             |   |
| Québec et Lac Saint-Jean, de Pointe-aux-Trembles à Roberval... | 51-52 Vict., chap. 91, sec. 1...   | 14   | 10,000                    | 140,000                                   | 3 sept. '88   | 49,000 00                            | 24,500 00                | 13.86  | 48,510 00   | 24,255 00              | 72,765 00  |   |   | 490 00  | 245 00     |  |             |   |
| do do do à Métabetchouan...                                    | 51-52 Vict., chap. 91, sec. 1 ; et 55-56 Vict., chap. 66...  | 14   | 5,000                     | 70,000                                    | 3 sept. '88   | 24,500 00                            | 12,250 00                | 7.71   | 13,492 50   | 6,746 25               | 20,238 75  |   |   | 11,007 50   | 5,503 75   |  |             |   |
| do do de Métabetchouan à Baie des Ha ! Ha !...                 | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. p ; et 55-56 Vict., chap. 66...   | 66   | 5,000                     | 330,000                                   |   | 115,500 00                           | 57,750 00                |  |   |                        |  |   |   |   |            |  |             |   |
| do do do do do   | 55-56 chap. 66...  |  |                           | 31,450                                    | 13 mai '92  | 11,007 00                            | 5,503 75                 | 46.347   | 124,742 95  | 52,746 40              | 177,489 35   |   | 9,625 00  | 1,764 55  | 882 35     |  |             |   |
| do do Embran. entre Rivière à Pierre et la Tuque...            | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. r ; et 57 Vict., chap. 5, sec. 5, Céd. A...   | 45   | 10,000                    | 450,000                                   | 8 avril '91   | 157,500 00                           | 78,750 00                |  |   |                        |  |   |   | 157,500 00  | 78,750 00  |  |             |   |
| Québec, Montmorency et Charlevoix...                           | 45 Vict., chap. 23 ; 57 Vict., chap. 5 ; et 58 Vict., chap. 2...   | 90   | 4,000                     | 360,000                                   | 11 août '87   | 126,000 00                           | 63,000 00                | 30.  | 42,000 00   | 21,000 00              | 63,000 00  |   |   | 84,000 00   | 42,000 00  |  |             |   |
| Québec Oriental...   | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. n.n. ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...  | 100  | 10,000                    | 1,000,000                                 |   | 350,000 00                           | 175,000 00               |  |   |                        |  |   |   | 350,000 00  | 175,000 00 |  |             |   |
| St Chrysostome...  | 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. z ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...   | 30   | 10,000                    | 300,000                                   |   | 105,000 00                           | 52,500 00                |  |   |                        |  |   |   | 105,000 00  | 52,500 00  |  |             |   |
| St-Jacques d'Achigan...  | 49-50 Vict., chap. 77, sec. 8...   | 7  | 4,000                     | 28,000                                    |   | 9,800 00                             | 4,900 00                 |  |   |                        |  |   |   | 9,800 00  | 4,900 00   |  |             |   |
| Trois-Rivières et Nord-Ouest...                                | 51-52 Vict., chap. 91, sec. 1 ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A...  | 70   | 10,000                    | 700,000                                   | 4 août '88  | 245,000 00                           | 122,500 00               |  | 4,950 00  |                        | 4,950 00   |   |   | 240,050 00  | 122,500 00 |  |             |   |
| Témiscouata...   | 45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 8...   | 69   | 10,000                    | 690,000                                   | 13 oct. '86<br>4 août '88                           | 241,500 00                           | 120,750 00               | 69.  | 241,500 00  | 128,750 00             | 362,250 00   |   |   |   |            |  |             |   |
| Comtés-Unis...   | 51-52 Vict., chap. 91, sec. 6 ; et 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. c...   | 60   | 10,000                    | 600,000                                   | 10 juin '89<br>24 janv. '91                         | 210,000 00                           | 105,000 00               | 59.84  | 207,565 00  | 103,782 18             | 311,347 18   | 1,875 00  | 937 82  | 560 00  | 280 00     |  |             |   |
| Total...   |  | 1,631.34   |                           | 13,324,950                                |   | 1,663,732 50                         | 2,331,886 25             | 1025.867                                       | 3,293,734 03  | 1,263,993 99           | 4,557,728 02                                       | 2,024 17  | 380,387 41  | 1,367,974 80  | 687,484 35 |  |             |   |

TABLEAU "D."

Etat :—1° des subventions en terres non convertibles en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés, par les actes 4 Edouard VII, chap. 2, sect. 1, 6 Ed. VII chap. 4, sect. 1, et 8 Ed. VII, chap. 5, sect. 1.—2° des subventions gagnées par ces compagnies et 3° des subventions qui sont devenues caduques par laps de temps au 30 juin 1908.

| NOMS DES CHEMINS DE FER   | Nombre de milles<br>donnant droit à<br>une subvention | Nombre d'acres<br>par mille. | Contenance<br>totale en acres | Nombre de milles<br>construits. | Montant des sub-<br>ventions gagnées<br>en acres.<br><br>Subventions qui sont<br>devenues caduques par<br>laps de temps. |
|---|---|------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|--|
| Atlantique, Québec et Occidental : (d'un point à ou près du Bassin de Gaspé, allant dans la direction de Causapscal sur le chemin de fer Intercolonial, en passant à l'intérieur de la Péninsule de Gaspé).. . . . .                        | 50  | 4,000                        | 200,000                       |                                 |  |
| Atlantique, Québec et Occidental : (de Paspébiac à Gaspé) .. . . .  | 100   | 4,000                        | 400,000                       | 20                              | 80,000   |
| Canadian Northern Quebec Ry Co. : (depuis St-Jacques jusqu'au village de Rawdon et de là dans une direction nord vers le lac Archambault).. . . . .   | 20  | 3,000                        | 60,000                        |                                 |  |
| Canadian Northern Quebec Ry. Co. : (depuis Montréal jusqu'à Greenville)... . . . .  | 65  | 2,000                        | 130,000                       |                                 |  |
| Colonisation du Nord : (de Nominigüe jusqu'au Rapide de l'Original)... . . . .  | 32  | 3,000                        | 96,000                        |                                 |  |
| Grand Nord du Canada : (d'un point à ou près de la cité de Québec jusqu'à un point de Jonction sur le chemin de fer du Grand Nord à ou près de la Jonction Garneau ou de Grand'Mère)... . . . .   | 85  | 2,000                        | 170,000                       |                                 |  |
| Grand Nord du Canada : (depuis Saint-Sauveur jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne).. . . .   | 18  | 2,000                        | 36,000                        |                                 |  |
| Interprovincial et Baie James : (à partir du terminus actuel du chemin de fer Canadien du Pacifique, à Gordon Creek, jusqu'à Ville-Marie).. . . . .   | 50  | 4,000                        | 200,000                       |                                 |  |
| Little Nation River Ry Co. : (à partir d'un point entre Thurso et Montébello, sur la rive gauche de la rivière Ottawa, et de là jusqu'au village de Chênevert, et et au-delà vers le nord jusqu'à un point sur le lac Nominigüe)... . . . . | 30  | 3,000                        | 90,000                        |                                 |  |
| Lotbinière et Mégantic : (depuis la station de Lyster, dans le canton Nelson, comté Mégantic, allant dans la direction de Lime Ridge, comté de Wolfe.. . . .  | 60  | 2,000                        | 120,000                       |                                 |  |
| A Reporter.....   | 510   | 29,000                       | 1,502,000                     | 20                              | 80,000   |

TABLEAU "D."—*Suite*.

Etat :—1° des subventions en terres non convertibles en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés, par les actes 4 Edouard VII, chap. 2, sect. 1, 6 Ed. VII chap. 4, sect. 1, et 8 Ed. VII. chap. 5, sect. 1.—2° des subventions gagnées par ces compagnies et 3° des subventions qui sont devenues caduques par laps de temps au 30 juin 1908.

| NOMS DES CHEMINS DE FER  | Nombre de milles<br>donnant droit à<br>une subvention. | Nombre d'acres<br>par mille. | Contenance<br>totale en acres. | Nombre de milles<br>construits. | Montant des sub-<br>ventions gagnées<br>en acres. | subventions qui sont<br>devenues caduques par<br>laps de temps. |
|--|--|------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---|---|
| Report.....  | 510  | 29,000                       | 1,502,000                      | 20                              | 80,000  |   |
| Matane et Gaspé : (à partir de Ste-Flavie sur l'Inter-<br>colonial jusqu'à Matane).....  | 37   | 4,000                        | 148,000                        |                                 |   |   |
| Métabetchouan : à partir du lac Bouchette jusqu'à St-<br>André, sur la rivière Métabetchouan).....   | 13   | 1,00                         | 13,000                         |                                 |   |   |
| Montagne d'Orford : (depuis Eastman jusqu'à la ligne<br>de séparation entre le canton de Bolton, partie est<br>et le canton de Potton).....  | 12   | 1,500                        | 18,000                         | 12                              | 18,000  |   |
| Montagne d'Orford : Milles   |  |                              |                                |                                 |   |   |
| (de Mansonville à la frontière) 3.12   |  |                              |                                |                                 |   |   |
| (de Bolton à Mansonville) 7.54   |  |                              |                                |                                 |   |   |
| (de Windsor Mills à Brompton<br>Falls)..... 8.00   |  |                              |                                |                                 |   |   |
| (de la traverse du chemin de Mel-<br>bourne au village de Melbourne).. 3.50  |  |                              |                                |                                 |   |   |
| (d'un point sur la ligne principale<br>jusqu'au lac Bonallie côté sud) 5.00  | 27.16  | 2 000                        | 54,320                         |                                 |   |   |
| Pontiac et Interprovincial : (de la station de Waltham<br>jusqu'à Fergusson's Point, dans le comté de Pontiac)   | 20   | 4,000                        | 80,000                         |                                 |   |   |
| Québec Central : (depuis St-François jusqu'à St-George<br>de Beauce).....  | 9  | 4,000                        | 36,000                         | 9                               | 36,000  |   |
| Québec Central : (à partir de St-George de Beauce, al-<br>lant dans la direction de Cabano sur le chemin de<br>fer de Témiscouata).....  | 30   | 4 000                        | 120,000                        |                                 |   |   |
| Québec et Lac St-Jean : (à partir d'un point sur le che-<br>min de fer de Québec et Lac St-Jean, près de la<br>rivière Jeannotte, jusqu'à la Tuque, sur la rivière<br>St-Maurice)..... | 38   | 4 00                         | 152,000                        | 38                              | 152,000   |   |
| Québec et Lac St-Jean : (à partir du 38e mille, jusqu'à<br>la Tuque, sur la rivière St-Maurice).....   | 2  | 3 0 0                        | 6,000                          | 1 72                            | 5,160   |   |
| A Reporter.....  | 698 6  | 6 500                        | 2,129 20                       | 80.72                           | 291,160   |   |

TABLEAU D.—(Suite)

Etat :—1° des subventions en terres non convertibles en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés, par les actes 4 Edouard VII, chap. 2, sect. 1, 6 Ed. VII chap. 4, sect. 1, et 8 Ed. VII, chap. 5, sect. 1.—2° des subventions gagnées par ces compagnies et 3° des subventions qui sont devenues caduques par laps de temps au 30 juin 1908.

| NOMS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER  | Nombre de milles<br>donnant droit à<br>une subvention. | Nombre d'acres<br>par mille. | Contenance<br>totale en acres. | Nombre de mille<br>construits. | Montant des sub-<br>ventions gagnées<br>en acres. | Subventions qui sont<br>devenues caduques par<br>laps de temps. |
|--|--|------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---|---|
| Report.....  | 698.16   | 56,500                       | 2,129,320                      | 80.72                          | 291,160   |   |
| Québec et Lac St-Jean : (allant de Roberval jusqu'au<br>quai du gouvernement).....   | 1  | 4,000                        | 4,000                          | 1                              | 4,000   |   |
| Québec et Lac St-Jean : (de Valcartier à Ste-Catherine)  | 3.8  | 3,000                        | 11,400                         |                                |   |   |
| Québec et Lac St-Jean : (de la station de Valcartier al-<br>lant dans la direction du canton de Gosford)...  | 4½   | 3,000                        | 13,500                         |                                |   |   |
| Québec et Lac St-Jean : (prolongement de l'embranche-<br>ment de Valcartier jusqu'au canton de Gosford, y<br>compris un embranchement de 3½ milles à un point<br>sur la rivière aux Pins, dans la paroisse de St-Ga-<br>briel Ouest).....                                      | 12   | 3,000                        | 36,000                         |                                |   |   |
| Québec et Lac St-Jean : (à partir de la ligne principale<br>de Charlesbourg jusqu'à l'Etang sur la rivière Mont-<br>morency).....  | 6  | 2,000                        | 12,000                         |                                |   |   |
| Québec, Montréal et Southern : (de Yamaska à Lévis)  | 107  | 2,000                        | 214,000                        |                                |   |   |
| Rivière des Sauvages : (d'un point situé à ou près de<br>l'extrémité nord du lac Mégantic et vers le sud, le<br>long du dit lac, jusqu'à la frontière internationale)  | 19   | 4,000                        | 76,000                         |                                |   |   |
| The Joliette and Lake Manuan Colonization Ry Co. :<br>(de Joliette allant dans la direction du lac Manuan)   | 60   | 4,000                        | 240,000                        |                                |   |   |
| The St. Maurice Valley Railway Co. : (d'un endroit<br>dans la cité des Trois-Rivières jusqu'à un endroit<br>situé en ou près de la ville de Grand'Mère, et, de là,<br>dans une direction nord et nord-ouest jusqu'à un<br>point de jonction sur le National Transcontinental). | 30   | 2,000                        | 60,000                         | 20                             | 40,500  |   |
| A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à conti-<br>nuer une voie ferrée à partir d'un point dans le vil-<br>lage de Hébertville, comté du Lac St-Jean, dans la<br>direction de St-Joseph d'Alma.....  | 10   | 4,000                        | 40,000                         |                                |   |   |
| A Reporter.....  | 950.74   | 87,500                       | 2,836,220                      | 101.72                         | 335,660   |   |

TABLEAU " D. "— (Suite.)

Etat :—1° des subventions en terres non convertibles en argent accordées aux chemins de fer ci-après désignés, par les actes 4 Edouard VII, chap. 2, sect. 1, 6 Ed. VII chap. 4, sect. 1, et 8 Ed. VII, chap. 5, sect. 1.—2° des subventions gagnées par ces compagnies et 3° des subventions qui sont devenues caduques par laps de temps au 30 juin 1908.

| NOMS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.   | Nombre de milles<br>donnant droit à<br>une subvention. | Nombre d'acres<br>par mille. | Contenance<br>totale en acres. | Nombre de milles<br>construits. | Montant des sub-<br>ventions gagnées<br>en acres. | Subventions qui sont<br>devenues caduques par<br>laps de temps. |
|--|--|------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---|---|
| Report.....  | 950.74   | 87,500                       | 2,836,220                      | 101.72                          | 335,660   |   |
| A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à cons-<br>truire une voie ferrée de Roberval allant à l'ouest<br>dans la direction de la Baie James... .. | 30   | 4,000                        | 120,000                        |                                 |   |   |
| A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à cons-<br>truire une voie ferrée allant de Jonquières dans la<br>direction de la Baie des Ha ! Ha !... .. | 20   | 4,000                        | 80,000                         |                                 |   |   |
| Totaux... ..   | 951.24   | .....                        | 3,036,220                      | 101.72                          | 335,660   |   |

Département des Travaux  
publics et du Travail.  
Québec, 30 juin 1908.

LOUIS-A. VALLEE,  
Ingénieur et directeur des chemins de fer



## TABLEAU "E".

TABLEAU indiquant la longueur des chemins de fer construits ou en exploitation, ou prêts à être livrés à l'exploitation, dans la province de Québec, le 30 juin 1908.

Milles.

## CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL

|   |              |
|---|--------------|
| De la rivière Restigouche—(frontière du Nouveau-Brunswick jusqu'à la jonction de la "Chaudière" . . . . . | 300.07       |
| Embranchement de la Rivière-du-Loup . . . . .   | 4.00         |
| " de la Chaudière . . . . .   | 16.38        |
| " de Rimouski . . . . .   | 2.00         |
| " de la Rivière Ouelle . . . . .  | 6.30         |
|   | <hr/> 328.75 |

## CHEMIN DE FER "LE QUEBEC CENTRAL"

|   |              |
|---|--------------|
| De la jonction, à Harlaka, avec l'Intercolonial, jusqu'à Sherbrooke . . . . . | 138.00       |
| De la jonction de Beauce jusqu'à St-George . . . . .                          | 24.15        |
| Embranchement de Tring . . . . .  | 59.36        |
|   | <hr/> 221.51 |

## CHEMIN DE FER INTERNATIONAL

(Maintenant un chaînon de la ligne courte de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien.)

|   |       |
|---|-------|
| De la jonction avec le Grand-Tronc, à Lennoxville, jusqu'à la frontière du Maine, E.-U. . . . . | 81.25 |
|---|-------|

## CHEMIN DE FER "LE GRAND-TRONC"

|   |              |
|---|--------------|
| De la frontière du New-Hampshire jusqu'à Montréal . . .   | 131.00       |
| De Lévis à Richmond . . . . .   | 96.50        |
| Embranchement d'Arthabaska jusqu'à "Doucet's Landing".  | 34.71        |
| De la jonction à St-Lambert jusqu'à "Rouse's Point" . .   | 43.68        |
| Embranchement de Ste-Martine:—de St-Isidore à Hemmingford . . . . .   | 24.15        |
| De Brosseau à Dundee . . . . .  | 62.20        |
| De Montréal à Lachine . . . . .   | 8.00         |
| De Montréal à la frontière d'Ontario . . . . .  | 44.00        |
| De la jonction avec le chemin de fer canadien du Pacifique, au Sault-au-Récollet, jusqu'à Lachine . . . . . | 6.50         |
|   | <hr/> 450.74 |

## De la frontière d'Ontario à la jonction de Lacolle.. . . . 53.00

|   |              |
|---|--------------|
| Depuis la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, à 4 milles de Québec, à l'Ancienne-Lorette, jusqu'à la jonction de Chambord... .. | 172.84       |
| Depuis la jonction de Chambord jusqu'à Roberval... ..   | 13.86        |
| Chicoutimi... ..  | 51.22        |
| Section terminale entre St-Ambroise et la Jeune-Lorette et la nouvelle station sur la propriété "Drum" au "Palais" à Québec... ..                 | 12.00        |
| Embranchement, La Tuque... ..   | 39.72        |
| " Roberval jusqu'au quai du gouvernement.   | 1.00         |
|   | <hr/> 290.64 |

|   |       |
|---|-------|
| Depuis la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, près de St-Félix de Valois, jusqu'à St-Gabriel-de Brandon . . . . . | 13.00 |
|---|-------|

|   |        |        |
|---|--------|--------|
| De la jonction avec le Grand-Tronc, à Ste-Rosalie, jusqu'à la<br>jonction de la Chaudière... .. | 115.98 |        |
| Depuis St-Léonard jusqu'à Nicolet... ..   | 14.68  |        |
|   | <hr/>  | 130.66 |

## CHEMIN DE FER DE L'ASSOMPTION

Milles.

(Exploité par le Canadian Northern)

|   |      |
|---|------|
| De la jonction avec le Pacifique Canadien, à l'Epiphanie,<br>jusqu'au village de l'Assomption... .. | 3.50 |
|---|------|

## RESEAU DU VERMONT CENTRAL

|  |              |
|--|--------------|
| Chemin de fer du Vermont Central—de St-Jean à la fron-<br>tière du Vermont... ..   | 26.00        |
| Chemin de fer de Standstead, Shefford et Chambly ;—de la<br>jonction avec le Vermont Central, à deux milles de St-<br>Jean, jusqu'à Waterloo... .. | 41.00        |
| Chemin de fer Montréal, Portland et Boston :—de St-Lam-<br>bert à la frontière, près de Frelighsburg... ..   | 54.00        |
|  | <hr/> 121.00 |

CHEMIN DE FER DE BOSTON ET MAINE—(RESEAU DE LOWELL).  
DIVISION DE PASSUMPSIC.

|  |             |
|--|-------------|
| Chemin de fer du Massawippi :—de la jonction avec le Grand<br>Tronc, à Lennoxville, jusqu'à "North Derby", sur la<br>frontière de New-Hamshire... .. | 34.75       |
| Embranchement de Standstead.....   | 5.00        |
|  | <hr/> 39.75 |

## CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

|   |              |
|---|--------------|
| De Montréal à Ottawa... ..  | 120.00       |
| De Hull à Aylmer... ..  | 7.50         |
| Embranchement de St-Jérôme... ..  | 13.30        |
| “ “ Buckingham : depuis la station de<br>“ “ Buckingham jusqu'au village de<br>Buckingham... .. | 3.20         |
| “ “ St-Lin... ..  | 15.10        |
| “ “ St-Eustache... ..   | 6.00         |
| “ “ Joliette :—de la jonction de Joliette à<br>St-Félix de Valois.....                          | 16.60        |
| “ “ Berthier :—... ..   | 2.10         |
| “ “ des Piles ... ..  | 26.90        |
| De la jonction à St-Martin jusqu'à Québec... ..   | 159.10       |
| Extension à l'eau profonde, Québec... ..  | 0.86         |
| Chemin de ceinture, aux Trois-Rivières ... ..   | 3.00         |
| de la jonction de Montréal à la frontière Ontario... ..   | 42.00        |
| De la jonction de Montréal jusqu'au "North Troy", comté<br>Brome... ..                          | 89.00        |
| De Waterloo à Sherbrooke... ..  | 39.00        |
| De la station de Windsor à la jonction de Montréal... ..  | 4.80         |
| De Mile-End à la jonction Adirondack... ..  | 10.00        |
| De la jonction St-Iuc à la jonction ouest.....  | 1.70         |
|   | <hr/> 560.16 |

---

CHEMIN DE FER DE TEMISCOUATA

Milles.

Depuis Fraserville jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick. 69.28

## CHEMIN DE FER DE VAUDREUIL ET PRESCOTT

(Maintenant le chemin de fer Montréal et Ottawa—exploité par le  
Pacifique Canadien..)

De Vaudreuil à la Pointe-Fortune..... 23.50

## CHEMIN DE FER DU ST-LAURENT ET DES ADIRONDACKS.

(Exploité par le New-York Central.)

De la jonction avec le Canada-Atlantique, près Valleyfield,  
jusqu'à la ligne frontière, dans la direction de Malone,  
E. U..... 20.38  
De Valleyfield à Adirondack Junction..... 16.10

---

36.48

## CHEMIN DE FER D'HEREFORD

(Maintenant exploité par le "Maine Central.")

De Cookshire jusqu'à la frontière du Vermont, à "Hall's  
Stream"... 35.00  
Embranchement de Cookshire jusqu'à "Lime Ridge", aux  
carrières de chaux et de marbre... 18.52

---

53.52

## CHEMIN DE FER DE LA MONTAGNE D'ORFORD.

Depuis Windsor Mills jusqu'à Bolton Springs.. 48.38

## CHEMIN DE FER DE PONTIAC ET RENFREW.

Depuis la station Wiman, sur le chemin de fer de jonction de  
Pontiac au Pacifique, jusqu'aux mines de la compagnie  
de Bristol... 5.00

## CHEMIN DE FER DES COMTES-UNIS.

(Exploité par le "Québec, Montréal & Southern.")

De la jonction avec le Grand-Tronc, à St-Hyacinthe, jusqu'à  
Iberville... 28.70  
De St-Hyacinthe à la jonction du Pacifique à St-Norbert.. 31.14

---

59.84

## CHEMIN DE FER DE COLONISATION DE MONTFORT

(Exploité par le Canadian Northern.)

Milles.

|   |       |
|---|-------|
| De la jonction avec le chemin de fer Montréal et Occidental,<br>à St-Sauveur, jusqu'à Arundel, comté d'Argenteuil.... | 32.27 |
|---|-------|

## CHEMIN DE FER DE LOTBINIERE ET MEGANTIC.

|   |       |
|---|-------|
| De Lyster à St-Jean-Deschaillons ... .. | 28.00 |
|---|-------|

## CHEMIN DE FER DE JONCTION ET DES CARRIERES.

DE PHILIPSBURG.

|  |      |
|--|------|
| De la jonction avec le Vermont Central, à Stanbridge, jus-<br>qu'à Philipsburg... .. | 5.87 |
|--|------|

CHEMIN DE FER DE LA NOUVELLE COMPAGNIE D'ARDOISE  
DE "NEW ROCKLAND."

|  |      |
|--|------|
| De la jonction avec le Grand-Tronc, jusqu'aux Carrieres de<br>New Rockland... .. | 4.12 |
|--|------|

## CHEMIN DE FER D'OTTAWA ET DE LA VALLEE DE LA GATINEAU

(Maintenant Ottawa Northern and Western—exploité par le Pacifique Cana-  
dien.)

|  |       |
|--|-------|
| Depuis Hull jusqu'au village de Maniwaki. ... .. | 80.10 |
|--|-------|

## CHEMIN DE FER "MONTREAL ET OCCIDENTAL.."

(Exploité par le Pacifique Canadien)

|  |       |
|--|-------|
| Depuis St-Jérôme jusqu'à la Chute aux Iroquois... .. | 70.00 |
|--|-------|

## CHEMIN DE FER "LE GRAND NORD."

(Maintenant le "Canadian Northern.")

|  |              |
|--|--------------|
| De la jonction avec les Basses-Laurentides, à St-Tite jusqu'à<br>la rivière Ottawa, vis-à-vis Hawkesbury... .. | 129.16       |
| De Montréal à Joliette ... ..  | 36.00        |
| Embranchement de l'Epiphanie à St-Jacques... ..  | 11.00        |
|  | <hr/> 176.16 |

## CHEMIN DE FER JONCTION DE NAPIERVILLE.

|   |       |
|---|-------|
| De la ligne frontière à Rouse's Point, N.-Y., jusqu'à St-<br>Constant... .. | 27.16 |
|---|-------|

---



---

CHEMIN DE FER DE LA VALLEE D'OTTAWA.

Milles.

De Lachute à St-André... .. 6.74

## CHEMIN DE FER DE LA JONCTION DE PONTIAC AU PACIFIQUE

(Maintenant Ottawa, Northern and Western.—Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis Aylmer jusqu'à Waltham... .. 71.00  
De Aylmer à Hull ... .. 8.50  
79.50

## CHEMIN DE FER DES BASSES LAURENTIDES.

(Maintenant exploité par le "Canadian Northern.")

Du point de jonction avec le chemin de fer des Piles, à la station de St-Tite, à 3 milles au sud du terminus du chemin des Piles, à aller jusqu'à la station de la Rivière-à-Pierre, sur la ligne de Québec et du Lac St-Jean... .. 38.84

## CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS.

(Maintenant partie de l'Atlantique et Lac Supérieur.)

De la jonction avec l'Intercolonial, à Matapédia, jusqu'à Paspébiac ... .. 100.00

## CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS

(Maintenant partie du "Quebec, Montreal and Southern.")

De St-Grégoire, à la jonction avec le Grand-Tronc—(embranchement d'Arthabaska), jusqu'à la ville de Nicolet, près de la jonction avec le chemin de fer du comté de Drummond ... .. 6.75

## CHEMIN DE FER QUEBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX.

(Maintenant Quebec Railway, Light &amp; Power, mu par la vapeur et l'électricité.)

De Québec au Cap Tourmente, à St-Joachim... .. 30.00

---

**CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU LAC TEMISCAMINGUE.**

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Milles.

De Mattawa au Lac Kippewa... .. 45.88

**CHEMIN DE FER DU CAP DE LA MADELEINE.**

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De la jonction avec le Pacifique, à la jonction des Piles,  
jusqu'au village du Cap de la Madeleine... .. 2.66**CHEMIN DE FER DE LA COLONISATION DU NORD.**

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De Labelle au Lac Nomingue... .. 20.90

**CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD.**

(Exploité par le Quebec, Montreal &amp; Southern.)

De St-Lambert à Pierreville... .. 61 .50

**CHEMIN DE FER CARILLON ET GREENVILLE.**

De Carillon à Greenville... .. 12.75

**CHEMIN DE FER DE JONCTION DE BEAUHARNOIS**

(Exploitée par la Cie du chemin de fer le Grand-Tronc)

De Ste-Martine à Vellyfield... .. 19.13

**CHEMIN DE FER VALLEE EST DU RICHELIEU**

(Exploitée par le "Québec, Montréal et Southern..")

De Iberville à la jonction de Noyan... .. 22.16

**CHEMIN DE FER ATLANTIQUE, QUEBEC ET OCCIDENTAL.**

De Pasbébiac à Port-Daniel ... .. 20.00

**CHEMIN DE FER "THE SAINT-AURICE VALLEY."**

De Trois-Rivières à Shawinigan Falls... .. 22.00

LOUIS A. VALLEE,  
Ingénieur et directeur des chemins de fer  
Département des Travaux publics et du Travail,  
Bureau des chemins de fer.  
Québec, 30 juin 1908.

Ingénieur et directeur des chemins de fer.

Bureau des chemins de fer.

Québec, 30 juin 1908.



## V

## CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES DE LA PROVINCE DE QUEBEC

### RAPPORT ANNUEL POUR L'ANNEE 1907-1908.

A l'honorable L.-A. TASCHEREAU,

Ministre des Travaux Publics et du Travail,

Québec.

Monsieur le ministre,

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport suivant des opérations des différentes écoles contrôlées par cette institution pour l'année 1907-1908.

Durant l'année, onze écoles ont été ouvertes dans la province, aux endroits suivants :

| ECOLE.                   | Nombre de<br>classes. | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|--------------------------|-----------------------|---------------------|----------------------|
| Montréal . . . . .       | 17                    | 1617                | 912                  |
| St-Hyacinthe . . . . .   | 7                     | 226                 | 101                  |
| Québec . . . . .         | 8                     | 173                 | 93                   |
| Lévis . . . . .          | 5                     | 141                 | 62                   |
| Sherbrooke . . . . .     | 2                     | 98                  | 55                   |
| Trois-Rivières . . . . . | 3                     | 57                  | 52                   |
| St-Jean . . . . .        | 1                     | 53                  | 26                   |
| Lachine . . . . .        | 2                     | 51                  | 31                   |
| Valleyfield . . . . .    | 3                     | 43                  | 32                   |
| Sorel . . . . .          | 1                     | 27                  | 25                   |
| Fraserville . . . . .    | 1                     | 16                  | 10                   |
|                          | 50                    | 2502                | 1399                 |

Le nombre d'écoles ouvertes a été de onze contre neuf l'année dernière, et, si l'on compare le nombre d'élèves de cette année avec celui de la saison précédente, on constatera l'augmentation considérable de 244 au bénéfice du présent terme.

Il a été établi des écoles nouvelles à St-Jean et à Lachine sous des auspices favorables. Un rapport de leurs opérations est inclus dans le présent rapport général.

Des efforts ont été faits pour ouvrir des écoles à Victoriaville et à Huntingdon, mais vu la difficulté de se procurer les services de professeurs compétents et d'obtenir des salles convenables, on a cru bon de différer l'ouverture de ces écoles jusqu'à l'année prochaine.

La plupart des écoles ont été inspectées, durant la présente saison, par des officiers et des membres du Conseil. Le président, afin de stimuler les élèves dans leurs études, a généreusement offert au plus méritant d'entre eux des prix les mieux appropriés à leur genre d'études.

Comme de coutume, les travaux exécutés dans les différentes écoles ont été exposés dans les endroits où ces écoles sont établies, et des spécimens ont été recueillis et expédiés à Montréal pour l'exposition annuelle générale qui s'ouvrira ce soir, 11 juin 1908, dans l'édifice du Monument National, où les classes de Montréal sont installées. L'ouverture de cette exposition donnera lieu à une grande séance publique où les élèves de Montréal recevront leurs récompenses. Le comité a jugé que ce qui convenait le mieux comme prix à distribuer aux élèves, c'étaient des médailles d'argent et de bronze ainsi que des livres traitant des différentes matières de l'enseignement.

L'entrée à la séance de distribution de prix et à l'exposition est gratuite. Si on en juge par le passé, cette exposition sera visitée par un grand nombre de personnes.

Les dessins et autres travaux sont plus nombreux que l'année dernière, et en général ils font honneur tant aux professeurs qu'aux élèves. Ils se comparent avec avantage aux travaux des années précédentes et prouvent que l'enseignement donné est plus uniforme. Ces expositions de fin d'année ont un bon effet; elles servent à montrer l'objet des cours et ne peuvent que profiter largement au bien de l'institution. En outre, elles montrent ce que le gouvernement provincial fait dans le but d'aider les ouvriers et ceux qui ont le goût des beaux arts, et pour améliorer leur position.

Ce nous est une grande satisfaction de dire qu'un grand nombre de citoyens et d'institutions importantes des différentes villes où il y a des écoles ont apprécié l'importance de la valeur de l'œuvre accomplie par le Conseil des Arts et Manufactures en contribuant généreusement à la distribution de prix.

Ces personnes et ces institutions ont droit aux meilleurs remerciements pour la cordiale sympathie dont ils ont fait preuve.

On peut dire sans hésitation que le Conseil accomplit son travail avec des résultats hautement satisfaisants, et il y a des preuves du bien qu'il a fait et qu'il fait actuellement. Cependant, l'éducation s'étend de tous côtés et toujours dans le but de lui donner une direction plus pratique; aussi il incombe à ce Conseil de se tenir à la hauteur de la situation, de développer et d'étendre son œuvre de manière à ce qu'elle se tienne en rapport avec les besoins croissants de la province.

Voici maintenant des détails sur chaque école :

### ECOLE DE MONTREAL.

Le nombre total d'élèves, comparé avec celui de 1906-07, montre une augmentation de 142.

Comme nous l'avons dit dans la première partie de ce rapport, la distribution des prix aux élèves les plus méritants de cette école aura lieu ce soir, 11 juin 1908. Des invitations ont été adressées à un grand nombre de corps publics, et nous ne doutons pas que le public en général ne réponde à cet appel.

Nous sommes heureux de faire ici une mention spéciale du grand intérêt dont ont fait preuve les autorités du Pacifique Canadien en fournissant gratuitement au Conseil une salle confortable et une installation complète pour la classe de dessin mécanique ouverte aux usines ANGUS. Les élèves employés à cette usine ont eu leur souper gratuitement tous les soirs de cours. Les autorités du Pacifique Canadien ont, pour l'année prochaine, un projet qui sera étudié attentivement par cette institution et au sujet duquel un mémoire sera adressé au gouvernement provincial avant la prochaine session.

Le Conseil a reçu des demandes d'établissement d'autres classes pratiques, mais a dû les refuser vu l'insuffisance de l'octroi à payer les dépenses des classes actuelles.

Le nombre d'élèves a tellement augmenté que, dans la plupart des classes, on a dû en refuser, faute d'espace. Il est certainement temps que nous ayons des quartiers plus spacieux, et, en votre qualité de ministre de qui relève notre institution, nous attirons respectueusement votre attention sur ce fait et nous vous prions de le soumettre au gouvernement. Il faut beaucoup de place pour les différentes classes car, dans plusieurs cas, chaque classe demande une salle spéciale. De fréquentes représentations ont été faites dans le même sens, et il est à espérer que vous mettrez à l'étude cette importante question de l'érection à Montréal d'un édifice convenable pour l'installation des différentes branches d'instruction qui sont sous la direction du Conseil des Arts et Manufactures.

Il nous fait plaisir de dire que l'association des maîtres plombiers s'intéresse vivement aux travaux de la classe de plomberie et qu'elle y a fait de fréquentes visites. Monsieur J. W. Hughes, l'un de ses principaux membres,

a fait une très intéressante conférence sur l'histoire ancienne de l'art du plombier, sur les pompes et leurs développements, ainsi que sur l'hydrologie de la plomberie.

Nous devons les remerciements les plus profonds à l'association des maîtres plombiers de Montréal ainsi qu'à M. J. B. Gratton, entrepreneur, qui ont offert généreusement des prix aux classes de plomberie, de menuiserie et de construction d'escaliers.

### ECOLE DE QUEBEC.

Le président, le vice-président et l'assistant-secrétaire ont visité cette école le 24 mars dernier.

Les travaux des classes de peinture décorative et de lettrage méritent une attention spéciale.

Nous sommes d'opinion que comme l'édifice de l'école n'est pas situé dans un endroit central, une grande partie de ceux pour qui les cours ont été institués ne peuvent pas facilement les suivre. Nous croyons que l'établissement de certaines classes dans la partie basse de la ville pourraient être maintenues avec succès et que la présence serait plus considérable. C'est la raison qu'on donne pour la diminution de présence chaque année. Nous conseillons fortement un essai : le comité pourrait s'arranger avec les autorités municipales pour obtenir des salles, sans qu'il en coûte beaucoup au Conseil des Arts et Manufactures.

### ECOLE DE ST-HYACINTHE.

La visite de l'école a été faite le 9 mars 1908 par des officiers du Conseil, accompagnés du membre du Conseil résidant, M. S. Casavant.

Cette année on a ajouté une nouvelle classe de menuiserie et de construction d'escaliers, et on a obtenu de bons résultats.

Cette école progresse chaque année. Les salles de classe installées dans un édifice confortable qui appartient au Conseil de Ville, sont fournies gratuitement. Le Conseil de Ville contribue au succès de l'école en fournissant généreusement le chauffage et l'éclairage des salles.

Une séance publique très enthousiaste a eu lieu le 13 avril dernier. Des prix généreusement offerts par des citoyens qui s'intéressent à l'œuvre ont été présentés aux heureux élèves. En même temps a eu lieu une exposition des travaux de l'année, qui a été visitée par la population de la ville. On peut dire que l'installation de l'école est entièrement suffisante pour les classes actuelles et que le personnel des professeurs est composé d'hommes compétents.

---

## ECOLE DE LEVIS

Le nombre d'élèves accuse une diminution sur la saison précédente. D'après les renseignements que nous avons reçus, cela est dû à la fermeture de l'un des grands établissements manufacturiers de l'endroit, qui envoyait des élèves en grand nombre. La chose est regrettable, car nous pouvons dire sans hésitation que cette école a été comptée un moment comme l'une des meilleures que nous ayons sous notre direction, tant par l'assiduité des élèves que pour la qualité des travaux exécutés par eux.

Les ouvrages que nous en avons reçus pour l'exposition sont certainement au-dessous de ceux des années précédentes, et la question se pose de savoir si le Conseil serait justifiable d'y maintenir quelques-unes des classes l'automne prochain.

La corporation de Lévis fournit gratuitement les salles de classes, qui se trouvent dans la partie supérieure de l'Hôtel de Ville.

## ECOLE DE SHERBROOKE

Cette école a été inspectée le 16 mars 1908 par des membres du Conseil.

Le nombre d'élèves accuse une augmentation sur celui de la dernière saison.

Le 3 avril dernier, les citoyens ont été invités à la distribution publique des récompenses et à visiter l'exposition des travaux des élèves, auxquels ont été présentés des prix généreusement offerts par certains citoyens. On a pris un grand intérêt aux nombreux dessins qui marquaient un grand progrès sur la saison précédente.

L'école reçoit l'appui des citoyens; des manufacturiers donnent aux apprentis qui suivent les classes l'exemption d'un jour par leçon, pourvu que ces apprentis présentent un certificat signé par les officiers de l'institution. Cette innovation devrait être suivie par les manufacturiers des autres endroits où il y a des écoles.

Les professeurs qui ont charge des classes sont connus pour leur compétence; ils se font un point d'honneur du succès des travaux de l'école.

On a l'intention d'y établir, l'année prochaine, une classe de dessin à main levée.

## ECOLE DES TROIS-RIVIERES

Les officiers du Conseil sont allés visiter cette école le 11 mars 1908.

La municipalité fournit des salles ainsi que le chauffage et l'éclairage, sans frais pour le Conseil.

Les résultats obtenus à cette école durant ces quelques dernières années étaient au-dessous de la moyenne et les élèves n'en tiraient pas d'avantage, mais cette année M. J. B. M. Barthe, le membre résidant du Conseil, a pris très à cœur le succès de l'école et il a réussi à en changer le personnel d'enseignement. Les Frères des Ecoles Chrétiennes en ont pris charge et ont donné des leçons très pratiques en dessin à main levée, d'architecture, linéaire et mécanique, s'attachant à faire dessiner les élèves d'après la bosse.

Le nombre des élèves inscrits n'a pas été aussi considérable que l'année précédente, mais la présence moyenne a été très bonne et les élèves vont entièrement profiter des leçons qui leur ont été données. Les dessins qu'ils ont envoyés à l'exposition leur font beaucoup d'honneur.

Cette école est maintenant établie sur des bases solides et, d'après les rapports reçus, les cours seront donnés l'automne prochain dans une grande et spacieuse salle du nouvel édifice du collège de l'endroit.

#### ECOLE DE ST-JEAN

Cette école est organisée de l'automne dernier. Pour la première année, on a cru bon de donner des leçons de dessin mécanique et de machinerie, afin de voir si la population apprécierait les avantages d'une école de dessin. Le nombre des élèves inscrits a démontré que la ville désirait y voir une telle école.

Une visite officielle de cette école a eu lieu le 10 février 1908.

Le Conseil de Ville a nommé un comité local, ayant à sa tête le maire de l'endroit. Aidé du surintendant de la Compagnie des machines à coudre Singer, ce comité a largement contribué à mettre les classes sur un bon pied.

Nous devons des remerciements à la Compagnie des machines à coudre Singer pour le grand intérêt dont elle a fait preuve en fournissant des modèles et des pièces de machinerie et en permettant au comité de retenir les services de ses principaux dessinateurs. L'année prochaine est pleine de promesses brillantes et on fera des efforts pour instituer un cours de dessin d'architecture.

Une exposition de dessins et une distribution de prix aura lieu prochainement. Le public y sera invité.

#### ECOLE DE LACHINE

Le gouvernement provincial ayant accordé une somme supplémentaire pour payer les dépenses d'établissement de nouvelles écoles, des classes de dessin mécanique et d'architecture ont été ouvertes dans cette ville, sous les auspices les plus favorables.

Le comité local, composé du curé, le Rév. M. Savariat, et des commissaires de l'école catholique s'occupe sérieusement des classes. Cette commission a mis à la disposition de notre institution des salles convenables et des tables, en outre du chauffage et de l'éclairage. Le choix des professeurs a été fait avec soin et, pour une première année, les résultats obtenus sont au-delà de toutes espérances.

Les membres du Conseil ont été reçus par le comité local lors de leur visite officielle et ils ont exprimé leur grande satisfaction de voir l'école si bien établie.

Le comité local, avec le concours du professeur en chef, a tenu une séance très intéressante le 14 mai 1908. On y a distribué des récompenses aux élèves devant un public très nombreux, qui a montré beaucoup d'enthousiasme pour les travaux de l'école. D'après les résultats obtenus cette année on peut en espérer de plus grands l'année prochaine.

#### ECOLE DE VALLEYFIELD

Une visite officielle a été faite à cette école le 20 février 1908.

Comme les années précédentes, les autorités municipales ont généreusement fourni, sans frais, une grande et confortable salle, éclairée et chauffée.

Nous ne pouvons dire que cette école soit dans un état florissant, d'après l'inspection qui en a été faite. Le professeur de dessin mécanique ne semble pas avoir toute la compétence désirée, bien qu'il soit connu comme un bon ouvrier mécanicien. On fera des efforts, avant l'ouverture de l'école l'automne prochain, pour renforcer le personnel d'enseignement afin que les élèves puissent recevoir une meilleure instruction.

#### ECOLE DE SOREL

Cette école a été visitée le 30 mars dernier.

D'après ce qu'on y a appris, le professeur fait des efforts pour rendre la présence aussi considérable que possible, mais le public ne répond pas à son appel. On ne prend aucun intérêt à l'école. Même le conseil municipal qui, par l'entremise du maire, a demandé au Conseil des Arts et Manufactures d'établir l'école et s'est engagé à fournir gratuitement des salles, n'a contribué que l'année dernière pour une certaine partie du loyer, et cette année il n'a pas répondu aux communications du Conseil. Le Conseil de Ville a ignoré les demandes qu'on lui a faites et le loyer a été payé par le Conseil.

Il y aura une entente bien définie sur cette question avant l'ouverture des classes l'automne prochain; nous considérons qu'il n'est que juste et équitable que la ville contribue au succès de l'école en fournissant au moins les salles nécessaires.

## ECOLE DE FRASERVILLE

Comme le Conseil n'est pas représenté dans cette ville, le Conseil Municipal y a nommé un comité local composé de manufacturiers et d'autres citoyens qui s'intéressent à l'avancement des ouvriers de l'endroit. Ce comité visite souvent l'école.

Il n'y a qu'un professeur, qui donne à 16 élèves des leçons de dessin linéaire, mécanique et d'architecture.

On s'attend à ce que, lors de l'ouverture de l'école l'automne prochain, il y ait une séance publique pour la distribution des prix aux élèves.

L'état suivant montre les différents sujets enseignés dans les écoles, le nombre d'élèves et leur présence moyenne, le tout comparé aux dix dernières années.

TABLEAU MONTRANT LE NOMBRE DES ELEVES ET LEUR PRESENCE MOYENNE DANS LES DIFFERENTES ECOLES  
EN 1907-08.

*Ecole de Montréal, ouverte le 14 octobre 1907, fermée le 20 mars 1908.*

| CLASSES.   | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|--|---------------------|----------------------|
| Dessin à main levée, 1ère classe . . . . .               | 126                 | 69                   |
| Dessin à main levée, dernière classe . . . . .           | 106                 | 61                   |
| Dessin d'architecture . . . . .                          | 113                 | 51                   |
| Peinturage et lettrage d'enseignes . . . . .             | 53                  | 27                   |
| Modelage . . . . .                                       | 64                  | 35                   |
| Lithographie . . . . .                                   | 20                  | 11                   |
| Dessin mécanique (Monument National) . . . . .           | 112                 | 58                   |
| “ “ (Pointe St-Charles) . . . . .                        | 46                  | 36                   |
| “ “ (C. P. R., usines Angus) . . . . .                   | 92                  | 63                   |
| Confection des patrons de bottines et souliers . . . . . | 21                  | 12                   |
| Menuiserie et construction d'escaliers . . . . .         | 85                  | 41                   |
| Plomberie . . . . .                                      | 134                 | 90                   |
| Solphège . . . . .                                       | 180                 | 118                  |
| Coupe, confection et modes . . . . .                     | 465                 | 240                  |
|  | 1617                | 912                  |



*Ecole de St-Hyacinthe, ouverte le 7 octobre 1907, fermée le 16 mars 1908.*

| CLASSES.  | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|---|---------------------|----------------------|
| Dessin à main levée.. . . . .                     | 42                  | 13                   |
| Peinture... . . . .                               | 32                  | 19                   |
| Dessin à main levée (classe du jour)... . . . .   | 11                  | 5                    |
| Peinture (classe du jour)... . . . .              | 41                  | 25                   |
| Dessin d'architecture . . . . .                   | 44                  | 20                   |
| Dessin mécanique... . . . .                       | 8                   | 5                    |
| Menuiserie et construction d'escaliers... . . . . | 48                  | 14                   |
|   | 226                 | 101                  |

*Ecole de Québec, ouverte le 14 octobre 1907, fermée le 12 mars 1908.*

| CLASSES.  | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|---|---------------------|----------------------|
| Dessin à main levée.. . . . .                     | 33                  | 19                   |
| Dessin d'architecture... . . . .                  | 15                  | 6                    |
| Dessin mécanique... . . . .                       | 18                  | 11                   |
| Modelage... . . . .                               | 6                   | 5                    |
| Menuiserie et construction d'escaliers... . . . . | 24                  | 7                    |
| Plomberie... . . . .                              | 28                  | 14                   |
| Peinture... . . . .                               | 13                  | 8                    |
| Peinture (classe du jour)... . . . .              | 36                  | 23                   |
|   | 173                 | 93                   |

*Ecole de Lévis, ouverte le 14 octobre 1907, fermée le 28 février 1908.*

| CLASSES.                                      | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|---|---------------------|----------------------|
| Dessin à main levée.. . . . .                 | 80                  | 27                   |
| Dessin mécanique et d'architecture... . . . . | 35                  | 19                   |
| Menuiserie... . . . .                         | 18                  | 14                   |
| Plomberie... . . . .                          | 8                   | 4                    |
|   | 141                 | 64                   |

*Ecole de Sherbrooke, ouverte le 14 octobre 1907, fermée le 30 mars 1908.*

| CLASSES.                        | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|---------------------------------|---------------------|----------------------|
| Dessin d'architecture.. . . . . | 28                  | 13                   |
| Dessin mécanique.. . . . .      | 70                  | 42                   |
|                                 | 98                  | 55                   |

*Ecole des Trois-Rivières, ouverte le 15 octobre 1907, fermée le 16 mars 1908.*

| CLASSES.  | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|---|---------------------|----------------------|
| Dessin à main levée, linéaire, d'architecture et mécanique. . . . . | 57                  | 52                   |

*Ecole de St-Jean, ouverte le 12 décembre 1907, fermée le 30 mars 1908.*

| CLASSES.                   | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|----------------------------|---------------------|----------------------|
| Dessin mécanique.. . . . . | 53                  | 26                   |

*Ecole de Lachine, ouverte le 25 novembre 1907, fermée le 2 avril 1908.*

| CLASSES.                                   | Nombre<br>d'élèves. | Présence<br>moyenne. |
|--|---------------------|----------------------|
| Dessin linéaire et d'architecture. . . . . | 27                  | 18                   |
| Dessin mécanique . . . . .                 | 24                  | 13                   |
|  | 51                  | 31                   |

*Ecole de Valleyfield, ouverte le 5 octobre 1907, fermée le 16 avril 1908.*

| CLASSES.                      | Nombre<br>d'élèves | Présence<br>moyenne. |
|-------------------------------|--------------------|----------------------|
| Dessin à main levée.. . . . . | 7                  | 5                    |
| “ d'architecture.. . . . .    | 21                 | 16                   |
| “ mécanique.. . . . .         | 15                 | 11                   |
|                               | 43                 | 32                   |

*Ecole de Sorel, ouverte le 21 octobre 1907, fermée le 30 mars 1908.*

| CLASSES.   | Nombre<br>d'élèves | Présence<br>moyenne. |
|--|--------------------|----------------------|
| Dessin mécanique et d'architecture navale... . . . . | 27                 | 25                   |

*Ecole de Fraserville, ouverte le 18 novembre 1907, fermée le 4 avril 1908.*

| CLASSES.                                | Nombre<br>d'élèves | Présence<br>moyenne. |
|---|--------------------|----------------------|
| Dessin linéaire et mécanique... . . . . | 16                 | 10                   |

| ANNÉE           | Nombre<br>d'écoles. | Nombre<br>d'élèves | Présence<br>moyenne. |
|-----------------|---------------------|--------------------|----------------------|
| 1907-08.. . . . | 11                  | 2502               | 1399                 |
| 1906-07.. . . . | 9                   | 2258               | 1228                 |
| 1905-06.. . . . | 7                   | 2221               | 1338                 |
| 1904-05.. . . . | 8                   | 2194               | 1361                 |
| 1903-04.. . . . | 8                   | 2133               | 1211                 |
| 1902-03.. . . . | 9                   | 2217               | 1240                 |
| 1901-02.. . . . | 8                   | 1783               | 1041                 |
| 1900-01.. . . . | 7                   | 1410               | 835                  |
| 1899-00.. . . . | 7                   | 1466               | 791                  |
| 1898-99.. . . . | 7                   | 1167               | 612                  |
| 1897-98.. . . . | 7                   | 821                | 582                  |

Le tout respectueusement soumis,

THOS. GAUTHIER,

Président.

S. SYLVESTRE,

Secrétaire.

Montréal, 11 juin 1908.

---

## VI

### LES DIFFERENDS INDUSTRIELS

---

Loi concernant les Conseils de Conciliation et d'Arbitrage pour régler les différends industriels dans la province de Québec.

---

#### RAPPORT DU GREFFIER POUR 1907-1908.

Québec, 1er juillet 1908.

L'honorable Ministre des Travaux Publics  
et du Travail.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport pour l'année finissant le 30 juin 1908.

La conciliation et l'arbitrage est une question qui a occupé l'attention du monde industriel depuis plusieurs années, chaque fois que des troubles sont survenus entre le capital et le travail, et toujours le besoin d'une méthode avantageuse, par laquelle les parties contestantes pourraient se rencontrer, et régler leurs difficultés d'une manière pacifique, s'est fait sentir.

Durant ces temps critiques l'esprit public s'agite, la sympathie et les conseils se donnent librement, et de tous côtés il y a un sentiment d'espérance que les questions en litige seront promptement et paisiblement réglées.

S'il y a un fait que l'histoire des conflits industriels a mis en évidence, c'est le peu d'attention que les patrons et les employés ont apporté à la considération de la mutualité de leurs intérêts et le besoin d'établir une méthode quelconque pour arranger les détails nécessaires à leur avancement. Dans la majorité des cas, ils ne s'arrêtent à la considération de ce sujet qu'après avoir été parties à un des conflits qui menacent de ruiner les affaires du patron et de jeter l'employé dans un état de chômage forcé. Ils attendent jusqu'à ce que les conditions deviennent telles, qu'il leur est presque impossible de se rencontrer et de discuter ensemble, d'une manière calme et sans passion, les mérites de la cause en litige.

C'est alors que surgit la sage idée d'avoir recours à la conciliation et à l'arbitrage, et si une personne bien disposée intervient et suggère de soumettre la dispute au jugement d'un tiers parti désintéressé, tous, règle générale, sont trop heureux d'accepter cette suggestion.

A cette indifférence, tant de la part des patrons que des employés, peuvent être attribuées la plupart des grèves qui ont eu lieu ces dernières années.

Il est un fait encourageant, cependant, c'est que j'ai pu constater le grand changement qui s'est opéré graduellement jusqu'à aujourd'hui. L'opinion générale désire et favorise des relations de paix entre patrons et ouvriers, et il est parfaitement visible, pour tout observateur intelligent, que les deux parties ont enfin réalisé la folie d'être constamment en lutte. L'esprit d'animosité, de même que certains préjugés qui les empêchaient de se rencontrer amicalement disparaissent peu à peu pour faire place à des sentiments plus humains les uns envers les autres.

Dans le cours de l'année qui vient de finir, il y a eu un certain nombre de difficultés entre patrons et ouvriers. Mais, tenant compte du grand nombre d'industries qui ont été en pleine activité, et où des milliers d'ouvriers ont été constamment employés, je considère que la présente année accuse une amélioration sur les années passées.

Voici un compte-rendu des difficultés dans lesquelles je suis intervenu :

#### DIFFICULTES A LA FILATURE STE-ANNE, MONTREAL.

Le 18 septembre 1907, j'ai reçu la communication suivante, avec prière d'intervenir et d'empêcher une déclaration de grève, si possible :

"Les ouvriers et ouvrières, tous employés dans la filature de Ste-Anne, à Montréal, désirent porter à la connaissance de qui de droit, les plaintes et griefs qui suivent :

"Ils représentent respectueusement :

"1°. Qu'en général, ils perdent un temps considérable et précieux, par suite du manque des matériaux nécessaires à leur travail; que la production est, de ce fait, considérablement réduite, et leurs salaires, en proportion, réduits également; que ce défaut grave est dû, en grande partie à la négligence, à l'inexpérience ou à l'inaptitude de certains maîtres ou contremaîtres employés dans la dite filature.

"2°. Qu'ils sont trop souvent l'objet d'invectives injustifiées de la part des dits maîtres et contremaîtres; en conséquence, les ouvriers se dégoûtent du travail et la main-d'œuvre fait défaut.

"3°. Que dans la chambre à carder, notamment, le rendement est insuffisant.

"4°. Que dans le département des tisserands, des métiers sont arrêtés, non pas parce que les mains manquent, mais parce que la négligence ou l'insuffisance de certains départements les tient arrêtés.

“5°. Que l’ouvrage est encore entravé par la méthode employée pour empeser les chaînes, par l’emploi de mauvaises lames et de détestable remplissage.

“6°. Que le mouvement ne s’arrête que quand les ouvriers sont requis de nettoyer les machines, ce qui les expose à des accidents, et est formellement contraire aux règlements.

“7°. Que les chambres de travail sont tenues dans un état de malpropreté repoussante, et que les conduites d’eau potable ne sont pas placées dans les conditions exigées par les lois de l’hygiène, et qu’il n’existe nulle salle à la disposition des ouvriers qui sont obligés de prendre leurs repas dans la manufacture.

“8°. Que, contrairement à la loi et aux plus élémentaires règles de la prudence, les châssis donnant sur les échelles de sauvetage en cas d’incendie, sont solidement cloués et vissés.

“9°. Que les portes de la manufacture restent fermées alors que les ouvriers sont exposés à toutes les intempéries, au froid, à la pluie, etc.

“10°. Que les heures de rentrée et de sortie ne sont pas régulières, mais que la cloche n’obéit qu’à l’arbitraire, et, qu’ainsi, l’ouvrier se trouve lésé dans ses heures de travail; que sans respect et sans raisons apparentes, le salaire des ouvriers leur est remis dans des enveloppes préalablement déchirées et ouvertes.

“11e. Que le paie-maître, sans la moindre autorisation des ouvriers, a retenu sur une de leur paie, la somme de 10 cents, soi-disant pour une souscription aux hôpitaux.

“12°. Que l’entretien des chaudières et autres machines servant à produire la vapeur n’est pas suffisamment surveillé.

“Pour ces motifs et autres, les ouvriers et ouvrières employés dans la filature de Ste-Anne demandent aux autorités de la Dominion Textile Company de vouloir bien ordonner ou faire une enquête sur les accusations ci-dessus portées, et ils expriment leur confiance que, mieux instruits, ces messieurs rendront justice aux travailleurs dont les intérêts sont intimement liés aux intérêts bien entendus de la Compagnie.”

Après avoir pris connaissance de ces plaintes, je partis le même jour pour Montréal.

Le lendemain, j’eus une longue conférence avec le surintendant de la filature de Ste-Anne, M. A. H. McManus, au sujet de ces plaintes. Ce monsieur me donna des explications satisfaisantes pour la plupart des griefs des ouvriers, et promit de faire droit aux autres demandes au fur et à mesure que les circonstances le permettraient.

Après cette entrevue avec M. McManus, je me rendis au bureau du Conseil Exécutif de la Fédération Textile, où je rencontrai M. L.A. Girard, secrétaire général de la Fédération, et M. Napoléon Thérien, président de l'Union No 3.

Je les informai que je venais de faire une enquête à la filature de Sainte-Anne, au sujet des plaintes portées par les employés de cette fabrique. Je leur fis part des explications très satisfaisantes que m'avaient données M. McManus sur la plupart des plaintes, et de la promesse qu'il m'avait faite de donner satisfaction aux employés, quant aux autres plaintes, aussitôt que possible. Ils se déclarèrent satisfaits des résultats de mon enquête, et promirent d'en donner communication aux membres de l'Union, et de les engager à ne pas déclarer la grève à présent, afin d'attendre la réalisation des promesses faites par M. McManus.

Quelques jours plus tard, la plupart des griefs étaient redressés, à la satisfaction des employés. Le mécontentement qui régnait parmi eux s'est apaisé, et la grève fut évitée.

#### GREVE DES OUVRIERS BISEAUTIERS EN VERRE, MONTREAL

Le 19 octobre 1907, j'ai reçu un télégramme de M. Alphonse Verville, député de Maisonneuve à la Chambre des Communes, réclamant mes services pour tenter un règlement de la grève des travailleurs en verre à Montréal.

Je partis le 20 pour Montréal, et le 21 au matin j'ai eu une longue conférence avec les ouvriers, à leur salle de réunion, bâtisse du Temple du Travail, rue St-Dominique.

Ils étaient quarante en grève, et tous membres de l'Association Internationale des travailleurs en verre de l'Amérique.

Les établissements affectés par cette grève étaient ceux de Pilkington Bros. Ltd, de J. P. O'Shea & Cie., et de la Consolidated Plate Glass Co. of Canada, Ltd.

Après avoir étudié la nature de leurs réclamations, au nombre de dix, je leur déclarai que, d'après mon expérience, il serait impossible de les obtenir toutes.

Je leur conseillai de les limiter à deux et de ne s'occuper que de l'augmentation des salaires et de réduction des heures de travail, m'engageant à exercer toute mon influence auprès des patrons pour obtenir un arrangement qui leur permettrait de retourner au travail.

Cette suggestion fut acceptée, et les ouvriers m'autorisèrent à informer les patrons que tous les autres articles de leur ultimatum avaient été retranchés.

Muni de cette autorisation, j'allai voir à leur bureau chacun des patrons où je discutai avec eux sur les moyens à prendre pour arriver à une entente à l'amiable. Le premier résultat que j'obtins de ces entretiens avec les patrons, fut la promesse que chacun d'eux consentait à recevoir, le lendemain, deux

de leurs employés respectifs, et de discuter ensemble le projet de règlement que je leur avais proposé, c'est-à-dire, réduire les heures de travail à neuf heures par jour au lieu de dix, et promesse d'un remaniement prochain de l'échelle des salaires.

C'est ce qui fut fait. Le lendemain, les ouvriers se rendirent chez leurs patrons, où ils s'entretenirent amicalement avec eux, et à leur retour à la salle, où les autres ouvriers attendaient, ils firent rapport que deux des patrons consentaient à les reprendre aux conditions proposées par le représentant du gouvernement de Québec, le troisième demandant quelques jours de réflexion avant de donner son adhésion à cette proposition. Ils ajoutèrent que, dans les circonstances, ils étaient convaincus que c'était le meilleur règlement possible, et ils recommandèrent à leurs camarades de retourner au travail le lendemain.

Cette recommandation fut acceptée par l'assemblée à l'unanimité des membres.

Le lendemain matin, trente-deux ouvriers reprenaient le travail chez Pilkington Bros. Ltd., et chez J. P. O'Shea & Cie, avec l'entente que les heures de travail seraient réduites à neuf heures par jour, et une révision des salaires mise immédiatement à l'étude.

Cette grève a duré cinq jours.

### GREVE DES CARRIERS DE ST-FRANCOIS DE SALES, COMTE DE LAVAL

Le 29 octobre 1907, je me suis rendu à Terrebonne faire une enquête sur les causes de la grève des employés de M. J. A. Berthiaume, dans les carrières de St-François de Sales, comté de Laval, au nombre de vingt-et-un.

Les salaires variaient de \$1.50 à \$2.50 par journée de neuf heures de travail.

Les ouvriers ont déclaré être satisfaits de ces conditions.

La grève a été déclarée le 19 octobre 1907, à cause du refus par M. Berthiaume d'accepter la demande de ses employés, qui exigeaient de lui la reconnaissance de leur Union et l'emploi exclusif, dans les carrières, des membres de la dite Union.

Je n'ai pas eu de succès lors de ma première tentative d'un règlement par la conciliation, M. Berthiaume refusant absolument de reprendre aucun de ses anciens employés, préférant réorganiser un personnel entièrement nouveau.

Sur la demande des ouvriers, je retournai une deuxième fois et j'obtins plus de succès, M. Berthiaume consentant à reprendre douze de ses employés, en les choisissant parmi les plus habiles, et les laissant libres de faire partie de l'Union s'ils le désiraient.



Cette proposition fut soumise aux ouvriers. Ils décidèrent d'accepter ce compromis, mais à la condition, toutefois, que M. Berthiaume ne défende pas aux autres employés, qui ne font pas partie de l'Union, d'en devenir membres, s'ils en font la demande.

Cette dernière condition ne put être soumise à M. Berthiaume, vu qu'il venait de s'absenter de Terrebonne pour ne revenir que le lendemain.

Ayant des inspections à faire le lendemain, à Québec, je quittai Terrebonne sans avoir vu M. Berthiaume, mais avec la conviction qu'il accepterait cette dernière condition.

En effet, mes prévisions furent confirmées par la lettre suivante, que m'adressèrent les officiers de l'Union :

“Terrebonne, 9 décembre 1907.

“Monsieur,

“Nous vous remercions bien cordialement d'être venu nous prêter main-forte, et d'avoir été notre interprète auprès de notre bourgeois. C'est grâce à vous si nous avons obtenu ce que nous demandions.

“Nos associés sont à l'ouvrage, et tout va bien.

“Encore une fois merci.

“ALPHONSE LEGRIS,

“Président.

“M. DESROSIERS,

“Sec.-trésorier.”

---

## GREVE DES EMPLOYES A LA FABRIQUE DE CORSETS DE ST-HYACINTHE

Le 17 décembre 1907, je suis allé à St-Hyacinthe, afin de faire enquête sur les causes du différend survenu entre la “Eastern Townships Manufacturing Co Ltd” et ses employés.

Le soir de mon arrivée à St-Hyacinthe, j'ai assisté à une assemblée des employés. Les informations qui me furent données sont les suivantes :

La compagnie obligeait ses employés à signer un marché d'engagement, par lequel ils convenaient de laisser dix pour cent de leurs salaires jusqu'à concurrence de \$80, ce qui les rendait actionnaires et porteurs d'une part de \$100 chacun, dans le capital de la compagnie, cette dernière s'engageant de payer alors la somme de \$20 pour compléter l'acquittement de la dite action.

Les employés refusèrent de signer cet engagement, alléguant que les salaires qu'ils recevaient n'étaient pas assez élevés pour leur permettre de laisser en dépôt, dans la caisse de la compagnie, le montant qu'elle voulait leur retenir.

Le lendemain matin, j'eus un long entretien avec le gérant de la compagnie, M. J.-N. Dubrule. Il me confirma les informations que j'avais obtenues des employés, et déclara que les directeurs avaient décidé d'introduire ce nouveau système afin d'habituer les ouvriers à l'économie, et à intéresser chacun d'eux au succès de la fabrique de corsets de St-Hyacinthe. Les employés sont libres de signer ou ne pas signer, mais ceux-là seuls qui signeront auront du travail. Et il ajouta que cette décision de la compagnie était irrévocable.

Je me rendis ensuite à la salle où les employés étaient réunis, et je leur fis part de l'entrevue que je venais d'avoir avec M. Dubrule. Je leur proposai de nommer un comité pour aller rencontrer le gérant afin de discuter avec lui quelque moyen pour régler ce différend. Ils refusèrent cette proposition, disant que si la compagnie avait besoin d'eux, elle pouvait les rencontrer à leur salle.

Je retournai au bureau de la Compagnie, et je demandai à M. Dubrule s'il voulait venir avec moi rencontrer ses employés à leur salle, et tâcher de régler ensemble leur difficulté. Il refusa, et m'informa de nouveau que toute démarche de ma part était inutile, vu que la compagnie était bien résolue de maintenir sa décision.

Alors, prévoyant qu'il me serait impossible de faire consentir les parties à revenir sur leurs décisions, en vue d'un arrangement à l'amiable, je décidai de ne pas entreprendre d'autres négociations et de retourner à Québec.

Le nombre des employés qui refusèrent d'accepter les conditions de la compagnie est de 80, dont 65 filles.

Quelques jours après mon départ, un certain nombre de grévistes, voyant que la compagnie était bien décidée à tenir la fabrique fermée, si les employés ne consentaient à accepter les conditions d'engagement qu'elle leur proposait, allèrent informer le gérant qu'ils consentaient à signer le nouvel engagement et à reprendre le travail.

Cet exemple fut suivi, le lendemain, par une quarantaine d'employés, ce qui permit à la compagnie de reprendre les opérations de sa fabrique qui était fermée depuis trois semaines.

J'ai eu l'occasion de retourner à St-Hyacinthe, et je suis allé visiter la fabrique de corsets que j'ai trouvée en pleine activité. J'ai demandé à plusieurs employés s'ils étaient satisfaits de leur nouvel engagement. Tous m'ont déclaré que le nouveau système introduit par la compagnie était bon et leur donnait satisfaction.

Voici le marché d'engagement que ces employés ont signé avant de reprendre le travail :

---

MARCHE D'ENGAGEMENT ET CONVENTIONS ENTRE "THE EAST-ERN TOWNSHIPS MANUFACTURING Co. Ltd" ET SES EMPLOYES

Les soussignés :

"THE EASTERN TOWNSHIPS MANUFACTURING Co. Ltd", corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité de St-Hyacinthe, et agissant aux présentes par son gérant-général, Monsieur J.-N. Dubrulle, dûment autorisé par résolution à cette fin.

*Partie de première part;*

et

LES DIVERSES PERSONNES qui auront inscrit leurs noms au bas de ce document,

*Parties de seconde part ;*

ont en ce jour, fait et arrêté entre elles les conditions d'engagement et conventions suivantes, savoir :

10. Les parties de seconde part, chacune pour son compte personnel, ont consenti, à partir de ce jour et aussi longtemps qu'elles resteront à l'emploi et au service de la partie de première part, à laisser entre ses mains le dixième de chaque versement de salaire qui leur sera dû, la dite partie de première part étant autorisée, par les présentes, à retenir et garder d'elle-même telle portion de salaire ;

20. Il est de convention expresse que, faute par les parties de seconde part ou d'aucune d'elles, de vouloir se soumettre à ces conditions et à cet engagement, la partie de première part pourra les renvoyer du service, sans autre cause ni raison, et sans aucun avis préalable, les dites parties de seconde part renonçant, ici, par avance à tout grief et à toute revendication à tel sujet ;

30. Il est également convenu entre les parties contractantes, que les portions de salaire retenues et abandonnées, en conséquence de la présente convention, seront destinées à l'achat et à l'acquittement, pour le compte de chacune des parties de seconde part, d'au moins une action du capital social de la partie de première part, et qu'à cette fin la partie de première part agira comme dépositaire de ces retenues jusqu'à acquittement des dites actions par les parties de seconde part : un livret devant être remis à chacune d'elles pour l'inscription des retenues à porter à son crédit :

40. En considération de l'acceptation de la présente convention par les parties de seconde part, et pour les intéresser davantage à cette acquisition d'actions, la partie de première part leur accorde une augmentation ou prime de deux et demi pour cent sur le salaire actuel de chacune d'elle ou de tout salaire ultérieur qui pourrait être convenu ; laquelle augmentation sera ajoutée

aux retenues de 10 p. c. et portée au crédit individuel des parties de seconde part, c'est-à-dire que lorsque les retenues auront atteint la somme de quatre-vingts piastres (\$80.00) cette prime de deux et demi pour cent, représentant vingt piastres (\$20.00) leur sera accordée par la partie de première part pour compléter par là la somme de cent piastres (\$100.00) prix d'une action qui leur sera alors émise; de plus, jusqu'à l'acquittement d'une action, la partie de première part accordera et paiera aux déposants, en argent, sur les retenues faites (mais non sur l'augmentation de deux et demi pour cent) un intérêt de cinq pour cent par an, payable semi-annuellement;

50. Il est également de convention expresse, que jusqu'à l'acquittement final des actions (par les retenues et intérêts non retirés) les parties de seconde part ne doivent être considérées que comme déposantes et créancières ordinaires du montant de leurs retenues et intérêts, aux conditions des présentes et non pas comme souscripteurs d'actions responsables d'une action quelconque non versée d'une souscription;

60. Il est également de convention expresse et absolue que les dites parties de seconde part ou aucune d'elles, ne pourront transporter et céder leurs retenues ou action dans le capital social de la partie de première part, qu'au cas d'abandon du service de cette dernière, et cette éventualité se présentant, elles devront donner une option à leurs co-actionnaires ou à aucun d'eux, aux mêmes prix et conditions de bonne foi que ceux offerts par un tiers, au moyen d'un avis déposé entre les mains du Secrétaire-Trésorier de la partie de première part, au moins dix jours d'avance, et contenant l'offre faite, le nom, la qualité et la résidence de la ou des parties qui la font; toute disposition contraire des dites actions sera radicalement nulle, sans valeur et de nul effet, et la partie de première part pourra refuser d'en opérer le transfert;

70. Au cas de mise de fin à l'engagement de part ou d'autre avant l'acquittement entier d'une action, toute partie de seconde part pourra disposer du montant des retenues portées à son crédit, dans les mêmes conditions que pour les actions acquittées et pas autrement, ou encore en demeurer propriétaire avec droits aux intérêts;

80. Que la mise fin à l'engagement de part ou d'autre, avant l'acquittement d'une action, libérera la partie de première part au sujet du bonus individuel qui serait autrement dû;

90. Il est aussi convenu que l'engagement présent ne lie la partie de seconde part ou aucune d'elle à rester au service de la partie de première part pour aucun temps déterminé; les dites parties de seconde part ayant tout simplement à se conformer aux règlements de la partie de première part, laquelle exige par ces derniers que toute partie de seconde part laissant le service, donne au préalable, un avis de QUINZE jours;

100. Chacune des parties soussignées déclare donner son plein, entier et libre consentement à toutes et chacune des conditions et conventions qui précèdent, reconnaissant qu'elles comportent toute la mesure de leurs droits respectifs.

---

## GREVE DES EMPLOYES DE "THE A. GRAVEL LUMBER CO., LTD ETCHEMIN P. Q.

Cette grève a été déclarée le 16 janvier 1908. Deux cents employés y ont pris part, et voici la cause de cette difficulté :

En temps ordinaire, la compagnie Gravel requérait les services de quatre trieurs de bois, mais à cause de la crise qui sévit dans le commerce, les patrons crurent qu'un seul employé suffirait à la besogne. En conséquence, ils offrirent aux trois autres de travailler pour le salaire des ouvriers ordinaires, au pelletage de la neige.

Durant une couple de jours, les choses semblèrent marcher comme d'habitude, mais le 16 Janvier, après avoir donné deux heures d'avis, les ouvriers abandonnèrent l'ouvrage.

Après deux jours de négociations, j'ai réussi à opérer un rapprochement entre les deux parties, et voici l'arrangement qui a été adopté :

"Conditions de l'arrangement à l'amiable, convenu entre M. A. S. Gravel, directeur-gérant de "The A. Gravel Lumber Co., Ltd." et ses employés, par l'intermédiaire de Félix Marois, greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage pour la province de Québec.

1o. L'usine sera administrée d'après le principe de l'atelier ouvert (open shop), c'est-à-dire que tout ouvrier sera libre d'appartenir à une Union ouvrière ou non, et il aura droit au travail et ne sera molesté en aucune façon par ses compagnons de travail, ni dans l'établissement ni au dehors.

2o. Il est entendu que l'Union n'est aucunement reconnue par les patrons, et qu'il n'est pas permis aux contremaîtres d'en faire partie. Il n'en sera pas, non plus, parlé ouvertement dans l'établissement, et la présentation des cartes est complètement défendue.

3o. Les règlements de la manufacture, tels qu'affichés à différents endroits de l'établissement, feront loi, et pour toute infraction volontaire à ces règlements, un ouvrier pourra être renvoyé sans enquête.

4o. Advenant une plainte raisonnable et justifiée, de la part des patrons ou des ouvriers, le plaignant aura le droit de la soumettre à un comité de conciliation composé de sept ouvriers de l'usine, dont trois seront nommés par le plaignant, trois nommés par l'autre partie, et le septième par les six premiers.

5o. Les gages qui seront payés aux ouvriers, à partir de ce jour et jusqu'au 1er mai 1909, seront sur la base de 14 centins par heure.

6o. Les trieurs de bois (cullers) seront payés 16 centins de l'heure, mais quand ils seront employés à d'autres travaux, ils ne recevront que 14 centins de l'heure.

Lecture de ces conditions ayant été faite par moi, à chacune des parties, elles déclarent les accepter et promettent de les observer sans restriction.

(Signé) **FELIX MAROIS,**

“Greffier des conseils de conciliation et d’arbitrage.

“Signé ce 22e jour de janvier 1908.”

### GREVE DES EMPLOYES AUX FILATURES DE HOCHELAGA ET STE-ANNE, A MONTREAL

Les employés aux filatures de Hochelaga et de Ste-Anne, à Montréal, à une assemblée générale tenue le 2 mars 1908, décidèrent de se mettre en grève le lendemain, à cause du refus, par la Dominion Textile Co., de renvoyer un sous-contremaître qu’ils accusaient de les maltraiter et de les soumettre à toutes sortes d’injustices. Ils réclamaient de plus un changement dans les heures de travail, c’est-à-dire de ne commencer le travail qu’à sept heures le matin, au lieu de six heures et un quart, et de le finir à cinq heures du soir au lieu de quatre heures.

Aussitôt que je fus informé de cette grève, je partis immédiatement pour Montréal, et après quelques jours de négociations, je réussis à faire accepter aux deux parties en dispute, un règlement qui a paru alors donner satisfaction aux patrons comme aux employés.

Durant les premiers jours je me suis d’abord appliqué à prendre les meilleurs moyens pour faire reprendre le travail le plus tôt possible et éviter ainsi une trop grande perte de temps pour les employés. C’est pourquoi je n’ai pas cherché à trouver les causes de la grève tant que ces derniers ne furent pas retournés au travail.

Les ouvriers et ouvrières employés à la filature à Hochelaga, au nombre de 1200, et ceux employés à la filature Ste-Anne, au nombre de 300, ont abandonné le travail le 3 mars, et ne l’ont repris que le 9, sur la promesse de M. A. B. Mole, gérant général de la Dominion Textile Company, qu’une enquête serait faite sur la conduite de l’un des contremaîtres envers les employés.

Le lendemain j’eus une entrevue avec M. Chs. B. Gordon, vice-président de la Dominion Textile Company, A. B. Mole, gérant général et Wilfrid Paquette, président général de la Fédération des Ouvriers Textiles, afin de régler la procédure à suivre dans cette enquête.

Voici ce qui fut agréé par les deux parties :

Les accusateurs et les témoins feront leur déposition sous serment, devant un juge de paix. Ces témoignages ainsi attestés seront remis au gérant-général qui, s’il y a lieu, fera vérifier leur véracité; puis le contremaître sera mis

en demeure de se défendre, et le vice-président de la compagnie, M. Gordon, et le gérant-général, M. Mole, seront les juges.

Durant le cours des négociations que j'avais eues jusqu'à ce moment, aucune des plaintes que les employés pouvaient avoir contre le contremaître en cause n'avait été précisée de manière à me convaincre qu'elles étaient fondées, et qu'elles pouvaient justifier une grève aussi considérable.

Afin de bien me renseigner sur les causes véritables de cette grève, je décidai d'interroger les principaux officiers de la Dominion Textile Co., les principaux officiers de la Fédération des Ouvriers Textiles, ainsi que quelques contremaîtres et employés dans ces deux filatures.

C'est ce que je fis le 11 du mois de mars, après avoir consulté M. Gordon et M. Mole, de la Dominion Textile Co., et MM. Paquette et Girard, officiers généraux de la Fédération, et avoir reçu leur approbation.

Ayant interrogé tous les personnages plus haut mentionnés, aucun d'eux ne put me donner une bonne raison pour justifier cette grève.

Le vice-président et le gérant-général de la Compagnie ont déclaré qu'ils n'avaient jamais reçu de plaintes contre leur contremaître.

De leur côté, les officiers de la Fédération ont admis qu'ils n'avaient jamais porté à la connaissance de l'autorité compétente, les plaintes qu'ils avaient contre un certain contremaître.

Après avoir fait cette petite enquête, j'en suis venu à la conclusion suivante :

1o. Que la Fédération des Ouvriers Textiles aurait pu, si elle l'avait voulu, soumettre tous les griefs et plaintes de ses membres à M. Gordon ou à M. Mole, avant de déclarer la grève, et obtenir justice entière ;

2o. Que la Fédération des Ouvriers Textiles aurait dû s'adresser aux représentants du gouvernement, avant d'engager dans une grève un nombre aussi considérable d'employés ;

3o. Que cette grève aurait pu être évitée, si la Fédération des Ouvriers Textiles avait épuisé tous les moyens à sa disposition avant de sanctionner la déclaration de la grève.

Je dois ajouter qu'au moment où j'écris ce rapport, aucune déposition n'a été faite par les employés contre le sous-contremaître en question.

## GREVE A LA NATIONAL SKIRT MANUFACTURING CO., MONTREAL

Je suis intervenu dans une grève qui s'est déclarée le 9 mars 1908, à la National Skirt Manufacturing Co., Montréal.

Une vingtaine de filles et quatre hommes ont abandonné le travail, parce que le patron avait décidé de changer le mode de faire exécuter le travail, qui

---

consiste à mettre les ouvriers à la journée au lieu de les faire travailler à la pièce. Les patrons refusaient aussi de reconnaître l'Union à laquelle les grévistes, hommes et femmes, appartenaient, la "Industrial Workers of the World."

Le 12 mars, je me rendis au bureau de la Compagnie et après une conférence assez prolongée avec le patron, où la situation fut sérieusement considérée, ce dernier consentit à reprendre les filles aux conditions suivantes :

1°. Toutes les filles seront réintégrées au travail sans tenir aucune d'elles responsable de la grève.

2°. Elles auront le droit de continuer à appartenir à leur Union, mais ne devront pas intervenir dans la manière de diriger les différentes opérations de l'atelier.

3°. Les employés travailleront à la pièce au lieu de travailler à la semaine.

4°. La compagnie ayant décidé de ne plus employer d'hommes, ne peut pas reprendre ceux qui se sont mis en grève.

Le patron m'informa, de plus, que si les filles n'acceptaient pas ces conditions, il n'en avait aucune autre à leur proposer, attendu qu'il était satisfait de la situation actuelle, ayant encore trente-quatre employés à son emploi, ce qui était plus que suffisant pour les besoins actuels.

Le lendemain, j'eus une entrevue avec la présidente de l'union, et je lui fis connaître les conditions que j'avais obtenues de la compagnie pour le règlement de la grève, et je la priai de soumettre cette proposition à la considération de ses compagnes aussitôt qu'elle le pourrait, et de m'informer de la décision qu'elles prendraient.

Les employées ayant refusé d'accepter les conditions que j'avais obtenues de la compagnie, le personnel fut complété par des ouvrières ne faisant pas partie de l'Union.

Les salaires, dans cette manufacture varient de \$6.00 à \$14.00 par semaine pour les filles. Celles qui sont restées au travail m'ont déclaré être satisfaites de leur position, les conditions de travail et les salaires étant les meilleurs dans cette industrie.

---



## LES DEBARDEURS DE QUEBEC.

Le 23 mars 1908, vous m'avez adressé, Monsieur le Ministre, la lettre suivante :

"Québec, 23 mars 1908.

"Monsieur Félix Marois,

"Greffier des Conseils de Conciliation et d'Arbitrage  
de la province de Québec,

"Québec.

"Monsieur,

"Par la loi 1 Edouard VII, chap. 31 et ses amendements, la législature de la province de Québec a créé des conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels dans la province. Ces diverses lois relèvent du Département des Travaux Publics et du Travail, auquel je préside, et il est de mon devoir de voir à leur application.

"Il existe dans le port de Québec, depuis plusieurs années, des difficultés sérieuses entre les compagnies maritimes et les débardeurs. A ces derniers se rattachent plusieurs branches du Travail organisé, celles des *longshoremen*, bateliers, etc., qui se trouvent mêlées aux mêmes difficultés.

"Tous déplorent l'état de choses qui a été amené par ces troubles, et les résultats désastreux qui en sont la conséquence deviennent depuis quelques jours plus évidents par la menace de la Compagnie du Pacifique de ne plus faire de Québec le terminus d'été de ses steamers *Empress*.

"L'opinion publique s'émeut, à bon droit, d'une semblable perspective, dont la conséquence peut être la ruine du port maritime de la capitale de notre province.

"Mes prédécesseurs au département des Travaux Publics et du Travail ont constaté, comme je l'ai fait moi-même, avec satisfaction, les heureux résultats qui ont été obtenus en vertu de notre loi dans le règlement des différends industriels, et le succès que vous venez de remporter ces jours derniers à Montréal, en mettant fin à la grève à la filature de coton d'Hochelaga, me fait espérer qu'une entente est encore possible, par votre entremise, entre les intéressés.

"Je vous prie donc de vous mettre en rapport immédiatement avec la compagnie du Pacifique et les ouvriers.

"Demandez à la première quels sont exactement ses griefs, assurez-vous de ce qu'elle est prête à offrir aux ouvriers, puis, soumettez toutes ces conditions à ces derniers et apprenez d'eux quelles concessions ils ont disposés à faire soit relativement au montant des gages, soit aux heures du travail ou à certains rè-

glements de la société auxquels on paraît s'objecter. Je suis convaincu que les braves ouvriers de Québec seront contents de vous rencontrer pour essayer de mettre fin à un état de choses qui, tout en leur étant préjudiciable à eux-mêmes, cause un tort immense à Québec.

“Vous voudrez bien me faire un rapport comp'tet de vos procédés et dire aux intéressés que le gouvernement est à leur plus entière disposition pour amener une solution de cette question si difficile.

“Votre tout dévoué,

(Signé) “L.-A. TASCHEREAU.”

Conformément aux instructions contenues dans cette lettre, je me suis mis en rapport avec la Compagnie du Pacifique Canadien, afin de connaître la nature des difficultés qu'elle pouvait avoir avec les débardeurs de Québec.

En conséquence, je me rendis immédiatement à Montréal, et le 24 mars j'avais une longue conférence avec M. D. McNicoll, vice-président de la Compagnie du Pacifique.

Voici un résumé de l'entretien que j'ai eu avec M. McNicoll :

M. McNicoll n'a pas de plaintes particulières à porter contre les débardeurs, mais il croit que les conditions générales de travail devraient être les mêmes dans le port de Québec qu'à Montréal.

Ainsi, à Montréal, la journée de travail est de dix heures pour tous les ouvriers du port, tandis qu'à Québec la journée de travail est de huit heures pour les débardeurs, et dix heures pour les longshoremen.

A Montréal, le tarif des débardeurs et des longshoremen est le même, tandis qu'à Québec les débardeurs sont payés plus cher que les longshoremen.

Enfin, la Compagnie du Pacifique ne voit pas pourquoi elle serait obligée de payer des salaires plus élevés pour les débardeurs de Québec, que pour ceux qu'elle peut obtenir aux Trois-Rivières ou à Montréal.

D'après M. McNicoll, la Compagnie du Pacifique a fait tout ce qu'elle a pu en faveur de la route du St-Laurent avec terminus à Québec. Mais si les exigences du travail empêchent la Compagnie d'y faire arrêter ses vaisseaux, elle leur fera faire quelques milles de plus sur le fleuve et les enverra à Trois-Rivières ou à Montréal.

La Compagnie du Pacifique, dit M. McNicoll, a fait tout ce qu'elle pouvait pour faire de Québec une ville importante. Elle a construit un grand hôtel, elle va en construire un autre. Elle a fait de Québec son terminus pour les deux vaisseaux de grandes dimensions qu'elle a fait faire pour le transport des passagers; elle en fera construire d'autres plus grands si la main d'œuvre à Québec ne lui coûte pas plus cher qu'à Montréal. Elle est à faire renouveler tous les ponts sur sa voie de Montréal à Québec, afin de donner un meilleur

service pour cette dernière ville. Enfin, M. McNicoll prétend que la Compagnie du Pacifique a fait tout ce qu'elle devait faire, et si les choses tournent au détriment de Québec, cela ne dépendra pas de lui.

En terminant cette entrevue, M. McNicoll me déclara que probablement il consentirait à payer 30 cents de l'heure pour le travail de jour, et 35 pour le travail de nuit. Mais vu que le tarif pour le port de Montréal n'était pas encore définitivement adopté par la Fédération des Expéditeurs, il me demanda de revenir le voir le vendredi suivant, alors qu'il pourrait me dire ce que la compagnie serait en position de payer aux débardeurs de Québec.

Tel que convenu, je retournai à Montréal, le 28 mars; et j'eus une deuxième conférence avec M. McNicoll. Il me déclara que la réunion des directeurs de la Fédération des Expéditeurs avait eu lieu la veille, et qu'aucune décision n'avait été prise au sujet des salaires qui seront payés aux ouvriers du port de Montréal. Cependant, vu que la Compagnie du Pacifique n'est pas affiliée à la Fédération, il se croit parfaitement libre de décider la question lui-même, en faisant une proposition aux débardeurs de Québec. En conséquence, il offre de payer 30 cents de l'heure pour le travail de jour, et 35 cents pour le travail de nuit, à tous les ouvriers employés au chargement ou au déchargement des vaisseaux "Empress", la journée de travail devant être de dix heures, comme à Montréal.

M. McNicoll me chargea de soumettre cette proposition aux débardeurs de Québec, et, si elle est acceptée, il se déclare prêt à signer un engagement à cet effet. Il attendra jusqu'au mercredi, 1er avril 1908, pour une réponse. Si elle n'est pas acceptée, il ordonnera immédiatement la construction de grands hangars (sheds) à Trois-Rivières, en vue d'y envoyer les "Empress".

A mon retour à Québec, j'eus une entrevue avec M. Michael Kenny, président de la Société des débardeurs de Québec. Je lui fis connaître le résultat de ma mission auprès de M. McNicoll, et lui exposai les raisons que ce dernier m'avait données pour justifier l'offre qu'il faisait aux débardeurs. Je lui fis comprendre que, jusqu'à présent, les débardeurs avaient peut-être eu raison de ne pas répondre à tout ce qui leur avait été proposé au sujet des conditions de travail, dans le port de Québec, pour la prochaine saison, attendu qu'aucune proposition émanait directement de la Compagnie du Pacifique ou d'autres compagnies transatlantiques. Mais à présent une communication officielle de la Compagnie du Pacifique leur est donnée, et les débardeurs doivent dire quelles seront les concessions qu'ils sont en mesure de faire en vue de diminuer les différences qui existent entre les conditions du travail dans le port de Québec et celles du port de Montréal. L'opinion publique étant inquiète à ce sujet, elle a droit de savoir le plus tôt possible ce que vont faire les débardeurs.

Le président des débardeurs m'informa alors que, d'après les règlements de la Société, la prochaine assemblée régulière n'aurait lieu qu'au commencement du mois de mai prochain, et qu'il n'avait pas l'autorité de convoquer une assemblée spéciale. Mais il me promit de faire tout en son pouvoir pour réunir le comité exécutif, et me faire parvenir une réponse aussitôt que possible.

Afin de donner à M. Kenny l'occasion de porter officiellement à la connaissance de la Société des débardeurs la proposition de la Compagnie du Pacifique, je lui adressai la lettre suivante :

“Québec, 30 mars 1908.

“M. Michael Kenny,

“Président,

“Société des débardeurs de Québec.

“Monsieur,

“J'ai l'honneur de vous informer qu'à une dernière conférence que j'ai eue avec M. McNicoll, vice-président de la Compagnie du Pacifique Canadien, le 28 du courant, à son bureau à Montréal, il m'a déclaré qu'il était prêt à entrer en arrangement avec les ouvriers aux conditions suivantes, pour la saison 1908 :

“La Compagnie du Pacifique paiera 30 cents de l'heure, le jour, aux ouvriers employés au chargement ou au déchargement des vaisseaux, et pour le travail de nuit, elle paiera 35 cents par heure.

“La journée de travail devra être de dix heures, comme à Montréal.

“Si les débardeurs acceptent ces conditions, M. McNicoll est prêt à signer un arrangement à cet effet, et il attendra jusqu'à mercredi pour une réponse. Si ces conditions ne sont pas acceptées, il va ordonner immédiatement la construction de grands hangars (sheds), aux Trois-Rivières, en vue d'y envoyer les “Empress”.

“Je suis informé qu'une assemblée des débardeurs doit avoir lieu demain soir (mardi). Voulez-vous avoir la bonté de soumettre cette proposition à leur considération et me faire connaître leur décision mercredi matin, le 1er avril 1908, si possible.

“Je recevrai aussi toute proposition que les débardeurs décideront de faire à la Compagnie du Pacifique, et je me chargerai de la transmettre immédiatement à M. McNicoll.

“J'ai l'honneur d'être,

“Monsieur,

“Votre obéissant serviteur,

(Signé) “FELIX MAROIS.”

Ce n'est que le 13 avril que le président des débardeurs m'adressa la lettre suivante :

“Québec, 13 avril 1908.

‘M. Félix Marois, Ecr.,

“Secrétaire du Conseil d’Arbitrage et de Conciliation.

‘Monsieur,

“Nous avons reçu votre communication, en date du 30 courant, et l’avons prise en sérieuse considération. L’offre faite par M. McNicoll, vice-président du Pacifique Canadien, est trop radicale pour être prise en considération, et nous sommes d’avis que le travail accompli à Québec, par les membres de notre fédération, mérite le salaire que ces derniers ont reçu.

“Comme il n’y a pas de plaintes portées par d’autres compagnies de navigation, nous ne voyons pas pourquoi le Pacifique serait seul à se plaindre.

“Votre tout dévoué,

(Signé) “M. J. KENNY,

“Président.”

Je dois aussi vous faire rapport que le 15 avril, profitant de la présence à Québec du capitaine Walsh, surintendant maritime de la Compagnie du Pacifique, j’ai essayé de réunir les parties intéressées afin d’avoir une conférence entre la Compagnie et les ouvriers du port, en vue de régler leurs difficultés, si possible.

J’avais confiance qu’en mettant les parties en présence l’une de l’autre, et après explications de part et d’autre, il serait possible de s’entendre sur un règlement qui donnerait satisfaction à la Compagnie et aux ouvriers.

Le capitaine Walsh, représentant de la Compagnie du Pacifique, le président de la Chambre de Commerce de Québec, le président des Longshoremen ainsi qu’un des membres du comité conjoint des travailleurs du bord de l’eau, se sont rendus à mon invitation.

Malheureusement, je regrette de le dire, cette conférence n’a pu avoir lieu, le président des débardeurs refusant absolument de rencontrer le représentant de la Compagnie du Pacifique, malgré les sollicitations répétées de ma part pour l’y faire consentir.

En face de cette obstination, je dois vous déclarer, M. le ministre, qu’il me parut inutile de poursuivre plus loin les négociations que vous m’aviez demandé de faire, afin d’obtenir une entente à l’amiable entre la Compagnie du Pacifique et les ouvriers du port.

Je regrette beaucoup que mes efforts n’aient pu atteindre le but que vous vous proposiez, en me confiant la mission d’obtenir une entente à l’amiable entre la Compagnie du Pacifique et les débardeurs. Cependant, j’ai la satisfaction de pouvoir dire que j’ai fait mon devoir, et tout mon devoir.

---

DIFFICULTE ENTRE PATRONS ET OUVRIERS A LA MANUFACTURE PENMANS Ltd., ST-HYACINTHE.

---

Le 14 avril 1908, vous m'avez transmis la lettre suivante, avec instruction de me rendre à St-Hyacinthe et tâcher d'effectuer un règlement :

“Magog, 11 avril 1908.

“M. L. A. Taschereau,

“Ministre des Travaux Publics et du Travail,

“Québec, P. Q.

“Monsieur le ministre,

“Connaissant vos bonnes intentions à l'égard des ouvriers, je me permets d'attirer votre attention sur les faits suivants et de demander votre assistance, afin que justice nous soit rendue :

“Samedi dernier, cinq employés de la manufacture Penmans, de St-Hyacinthe, étaient avertis d'avoir à apporter à leur contremaître, lundi matin, leur démission comme membres de la Fédération des Ouvriers Textiles du Canada, sous peine de renvoi de leur ouvrage. Ces ouvriers, qui sont tous employés dans cette manufacture depuis plusieurs années, et à qui on ne peut faire aucun reproche, ne s'étant pas conformés à cette injonction, furent mis à la porte. Depuis, trois autres ont été congédiés.

“Devant cette attitude injustifiable de la part de la Compagnie, qui a agi sans provocation aucune, les esprits sont surexcités et une grève semble inévitable.

“Connaissant les grands services que les officiers de votre département ont rendus aux ouvriers, en maintes circonstances, nous vous prions respectueusement de vouloir bien prendre notre cause en main, et de nous protéger contre cette injustice criante.

“Et croyez, M. le ministre, aux meilleurs sentiments de vos dévoués serviteurs.

---

“LA FEDERATION DES OUVRIERS TEXTILES DU CANADA,

“Antonio Gignac,

“Président général,

“B. P. 603, Magog, P. Q.”

Conformément aux instructions reçues, je suis allé à St-Hyacinthe, porter à la connaissance de la Compagnie de tricots et lainage Penmans Limited, la plainte de certains employés qui disaient avoir été renvoyés de leur ouvrage à

cause qu'ils avaient refusé de donner leur démission comme membres de l'Union.

J'ai eu plusieurs conférences avec les deux surintendants, durant lesquelles la situation a été considérée et expliquée. J'ai alors fait certaines suggestions aux surintendants, afin de concilier les deux parties en ce qui regarde la question d'Union. Mais elles ne furent pas acceptées par les surintendants.

Voici les raisons qu'ils me donnèrent en réponse à la plainte contenue dans la lettre du président de la Fédération des Ouvriers Textiles :

"Réponse de la Compagnie Penmans Ltd., à la plainte portée par le président général de la Fédération des Ouvriers Textiles du Canada.

"Cinq employés ont été renvoyés le 4 avril 1908, deux parce qu'étant contremaîtres ou assistants, ou agissant comme tels, ils ne pouvaient raisonnablement pas servir les intérêts de la Compagnie et continuer à rester membres de l'Union. Deux autres ont été congédiés à cause de leur parenté avec l'un des contremaîtres ou l'assistant surintendant. Le cinquième a été renvoyé après avoir été requis de démissionner comme officier de l'Union, et cela d'après une entente intervenue entre l'un des contremaîtres et l'ex-président de l'Union locale.

"Depuis cette date, d'autres employés ont été congédiés à cause de leur intervention dans les affaires de la Compagnie, soit en permettant à un certain nombre de filles de se mettre en grève, et ce contrairement aux règlements de l'Union, ce qui a été la cause d'une perte considérable pour la Compagnie ; soit en aidant financièrement les filles qui, sans aucune autorité de l'Union, s'étaient mises en grève ; soit en intimidant, par des menaces, certains contremaîtres ou autres employés, mettant ceux-ci dans l'impossibilité de remplir convenablement les ordres reçus des surintendants ; soit en faisant et travaillant aux affaires de l'Union, dans les moulins, plutôt que de travailler et s'intéresser aux affaires de la Compagnie ; soit en tournant en ridicule ceux ou celles des employés qui n'appartenaient pas à l'Union.

"Un certain nombre d'autres ont été renvoyés parce que l'ouvrage étant beaucoup diminué, leurs services n'étaient plus requis.

"D'autres seront renvoyés au fur et à mesure que l'ouvrage diminuera.

"Les surintendants se croient en droit d'avoir agi comme ils l'ont fait, c'est-à-dire d'avoir pris les moyens de maintenir la discipline juste et raisonnable des employés, sous la direction immédiate des officiers de la Compagnie, et non sous celle des officiers de l'Union, et ils sont disposés à en porter toute la responsabilité et à en subir toutes les conséquences.

"M. Thompson, gérant général de la Compagnie, sera à St-Hyacinthe la semaine prochaine, et ils lui feront rapport de leur conduite envers certains employés. Si elle n'est pas approuvée, ils sont prêts à abandonner leurs positions.

“Jusqu’à ce qu’une décision soit prise par M. Thompson, ils ne changeront rien à l’état de choses actuel, et, partant ne voient pas l’utilité de l’intervention du représentant du gouvernement.”

A mon retour à Québec, j’ai adressé la lettre suivante au président général de la Fédération des Ouvriers Textiles, ainsi que copie de la réponse des surintendants de la Compagnie Penmans :

“Québec, 24 avril 1908.

“M. A. Gignac,

“Président général,

“Fédération des Ouvriers Textiles

du Canada.

“Monsieur,

“Conformément à votre désir, et suivant les instructions reçues de l’honorable M. Taschereau, ministre du Travail, j’ai porté personnellement à la connaissance des surintendants de la Compagnie Penmans, dans leur bureau à St-Hyacinthe, les plaintes contenues dans votre lettre du 11 avril courant.

“J’ai eu plusieurs conférences avec ces deux messieurs les 22 et 23 avril, et j’annexe à la présente les raisons qu’ils m’ont données pour justifier le renvoi des employés dont vous vous plaignez dans votre lettre.

“Des explications plus complètes vous seront données par MM. Ouellette et Rouleau, de St-Hyacinthe, avec qui j’ai eu de longs entretiens, durant lesquels la situation a été longuement considérée.

“En terminant, je dois vous dire que si mes services sont de nouveau requis, vous n’aurez qu’à m’appeler.

“J’ai l’honneur d’être,

“Monsieur,

“Votre obéissant serviteur,

“FELIX MAROIS.”

Depuis cette date, je n’ai reçu aucune communication de la Compagnie Penmans, ni du président de la Fédération des Ouvriers Textiles.

#### DIFFICULTES A MAGOG, P. Q.

Pour terminer ce rapport, permettez-moi d’y insérer la correspondance suivante. Elle vous expliquera pourquoi je ne suis pas intervenu dans la grève de Magog :



---

“Magog, P. Q., 14 mai 1908.

“Monsieur Félix Marois,

Bâtisse du Parlement,

“Québec, P. Q.

“Cher monsieur,

“Permettez-moi d’attirer votre attention sur le fait qu’un certain nombre d’ouvriers de Magog sont actuellement en grève. Vous connaissez déjà la chose par les journaux, sans doute, mais je crois de mon devoir de vous en dire un mot quand même. Je suis convaincu que le règlement de la grève de l’an dernier a été dû, en grande partie du moins, à votre intervention, et je ne doute pas que cette même intervention cette année serait encore efficace. Il n’y a qu’un très petit nombre d’ouvriers ici en faveur de la grève et encore s’ils étaient laissés à eux-mêmes ils seraient au travail aujourd’hui. Mais, comme vous le savez, il y a toujours des meneurs plus bruyants que sages, et ce sont eux bien souvent qui conduisent, et c’est le cas ici. Dans l’intérêt général de Magog aussi bien que dans l’intérêt des ouvriers, je crois que vous devriez venir nous faire une visite, visite qui, je n’en doute pas, fera retourner nos ouvriers au travail.

“Veuillez me croire,

“Votre tout dévoué,

“ALF. TOURIGNY.”

---

“Québec, 16 mai 1908.

“Alfred Tourigny, Ecr.,

“Magog, P. Q.

“Monsieur,

“J’ai reçu, ce matin, votre lettre du 14 courant, attirant mon attention sur la grève d’un certain nombre d’ouvriers textiles de Magog.

“En effet, j’avais appris par les journaux, il y a déjà quelques jours, qu’il y avait cessation de travail à la filature de Magog. Je n’ai pas cru devoir intervenir, attendu qu’il s’agit d’une réduction générale de salaire applicable à toutes les filatures contrôlées par la Dominion Textile Co., et que les employés eux-mêmes ne s’entendent pas sur le refus ou l’acceptation de cette diminution de leurs gages.

“Cependant, si vous croyez que je puis être utile aux ouvriers de Magog, je suis à leur disposition, et ferai tout en mon pouvoir pour leur rendre les services dont ils ont besoin dans les circonstances.

“Veuillez en conférer avec M. Antonio Gignac, et informez-moi par télé-

graphe de bonne heure lundi matin, afin que je puisse prendre le convoi du Québec Central dans l'après-midi, et arriver à Magog dans la matinée de mardi.

“J’ai l’honneur d’être,

“Monsieur,

“Votre obéissant serviteur,

“FELIX MAROIS.”

---

“Magog, P. Q., 18 mai 1908.

“Monsieur Félix Marois,

“Québec, P. Q.

“Cher monsieur,

“Votre lettre du 16 courant reçue ce matin. Je suis heureux de vous dire que les choses ont pris une autre tournure ce matin. Un très grand nombre d’ouvriers ont demandé leur rentrée à la manufacture et je ne doute pas que d’ici à quelques jours le travail sera recommencé dans Magog.

“Je vous remercie tout de même et vous prie de me pardonner si je vous ai dérangé inutilement. Je n’ai agi que dans l’intérêt public, comme vous le savez.

“Veuillez me croire,

“Votre tout dévoué,

“ALF. TOURIGNY.”

Le tout humblement soumis,

FELIX MAROIS,

Greffier,

Conseils de Conciliation et d’Arbitrage.

---

## VII

### INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES ÉDIFICES PUBLICS.

Par ordre-en-Conseil du 27 juin 1893, la province de Québec a été partagée en trois divisions pour les fins de l'inspection des établissements industriels, savoir :

La division de Québec—Comprenant les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Chicoutimi, Saguenay, Rimouski et Gaspé.

La division des Cantons de l'Est—Comprenant les districts judiciaires de Bedford, Saint-François et Arthabaska ;

La division de Montréal—Comprenant les districts judiciaires de Montréal, Ottawa, Pontiac, Terrebonne, Joliette, Saint-Hyacinthe, Beauharnois, Iberville et Richelieu.

#### PERSONNEL DU SERVICE.

Inspecteurs : M. Louis Guyon inspecteur-en chef, 9 rue St-Jacques, Montréal ; MM. James Mitchell et O.-J. Monday, 9 rue St-Jacques, Montréal ; MM. P.-J. Jobin et Félix Marois, Hôtel du Gouvernement, Québec ; R.-H. Gooley, Coaticooke.

Inspectrices : Madame Louisa King et Mademoiselle Robertine Barry, 9 rue St-Jacques, Montréal.

#### BUREAU DES EXAMINATEURS DES INSPECTEURS DE CHAUDIERES A VAPEUR.

MM. William Laurie, E.-O. Champagne et Louis Arpin, de Montréal ; M. Joseph Samson, de Lévis, et M. F.-X. Drolet, de Québec.

## RAPPORT DE M. GUYON, INSPECTEUR-EN-CHEF.

Montréal, le 30 juin, 1908.

A l'honorable L.-A. Taschereau,

Ministre des Travaux Publics et du Travail.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon dix-neuvième rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics, ainsi qu'un court aperçu sur le fonctionnement général du service.

### OBSERVATIONS GENERALES.

L'année qui vient de finir aura été l'une des plus fécondes, au point de vue de l'inspection du travail et du développement si considérable de nos opérations d'inspection et par l'introduction, surtout, dans nos statuts, d'importantes mesures destinées à protéger les ouvriers dans les fabriques comme dans les édifices publics où sont quelquefois installés des départements de confection.

A peine les règlements nouveaux concernant l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels avaient-ils été mis en vigueur en 1907, que d'autres réformes non moins importantes venaient attirer votre attention dès votre entrée au ministère. Je veux parler de la refonte complète de notre loi des Edifices Publics que vous avez bien voulu surveiller personnellement et mener à bonne fin.

Pour compléter la nouvelle loi et rendre justice aux ouvriers du bâtiment qui réclamaient depuis assez longtemps un règlement visant la construction des échafaudages, une nouvelle loi a été introduite et des pouvoirs plus étendus ont été donnés aux inspecteurs; de sorte qu'une surveillance plus grande pourra désormais être exercée de ce côté pour la protection des ouvriers obligés de se servir d'échafaudages.

L'augmentation si considérable de travail d'inspection dans la division de Québec justifiait pleinement la nomination d'un aide à M. Jobin, inspecteur de Québec, et je suis heureux de pouvoir vous assurer que la collaboration de M. F. Marois durant le service écoulé, a été des plus efficaces dans l'application surtout des nouveaux règlements concernant l'âge d'admission des enfants dans les fabriques.

Il est presque indispensable que l'examen d'un grand nombre d'enfants et la vérification de nombreux certificats d'âge soient faits à deux; autrement, la tâche devient interminable et, en dépit de l'active surveillance de l'inspecteur, il se commettra nécessairement des infractions à la loi.

Afin de tenir votre département renseigné sur les différentes réformes suggérées par la classe ouvrière, ces inspecteurs désignés par votre prédécesseur, l'honorable M. Weir, ont suivi les débats des congrès ouvriers tenus à Winnipeg, ainsi qu'à Glace Bay.

L'Association Internationale des inspecteurs de fabriques ayant décidé de tenir sa convention annuelle à Toronto, vous avez voulu qu'une délégation importante représentant cette province à ce congrès en suivit les débats. De nombreux délégués venus des extrémités des Etats-Unis et du Canada se sont réunis pour étudier et discuter les lois en vigueur dans chaque pays, au grand avantage de vos inspecteurs et à l'avancement des réformes sociales revendiquées par la classe ouvrière.

## INSPECTION

Les inspections pour l'année finie se chiffrent de la manière suivante :

|  |     |
|--|-----|
| Etablissements industriels... ..       | 200 |
| Enquêtes et contre-visites... ..       | 154 |
| Inspections des édifices publics... .. | 260 |
| Total ... ..                           | 614 |

J'ai assisté à sept enquêtes du coroner et servi de témoin expert dans onze causes d'accidents.

## TRAVAIL DES GARCONS ET DES FILLES DANS LES FABRIQUES.

L'application des nouveaux règlements adoptés en 1907 fixant désormais l'admission au travail dans les fabriques des jeunes garçons et filles à 14 ans n'a pas rencontré d'opposition de la part des patrons. Le nombre des enfants qui ont été rencontrés au-dessous de l'âge voulu n'était pas aussi élevé que lors du premier changement à la loi en 1902 lorsque la loi ne mettait aux enfants de travailler à l'âge de douze ans, l'âge des garçons fut alors fixé à 13 ans, mais depuis la mise en force de notre loi, c'est-à-dire, en 1888, l'âge d'admission des jeunes filles est resté ce qu'il était, c'est-à-dire 14 ans. Nous avons donc progressivement élevé l'âge d'admission des petits garçons de 12 à 14 ans. Ces changements annuels ont nécessité de longues et patientes enquêtes de la part des inspecteurs. Il a fallu éliminer des fabrique ou de l'usine les enfants trouvés au-dessous de l'âge prescrit.

L'obligation pour les enfants employés dans les fabriques entre les âges de 14 et 16 ans de savoir lire ou écrire ou de fréquenter une école du soir est très difficile à satisfaire pour les enfants d'abord, parce que dans bien des cas, il n'existe pas d'écoles du soir, ou tout au plus, en existe-t-il pour les garçons. D'un autre côté, il est presque impossible pour les patrons de contrôler efficacement la fréquentation assidue des classes par les jeunes employés visés par le règlement.

Cette surveillance déléguée aux inspecteurs constitue une charge bien lourde pour eux si l'on tient compte des fortes agglomérations de jeunes ouvriers et ouvrières dans les grandes fabriques de la métropole.

La campagne entreprise contre l'admission des enfants illettrés dans les fabriques a eu un effet considérable parmi la classe des parents indifférents ou peu soucieux de l'avenir de leurs enfants. On commence à réaliser de part et d'autre que le passe-port indispensable pour entrer à la fabrique, c'est l'instruction.

Si j'ai bien saisi l'idée du législateur, l'obligation pour les enfants de fréquenter une école du soir ne pouvait être que préparatoire à un règlement général obligeant les enfants de 14 à 16 ans d'avoir à satisfaire aux exigences scolaires élémentaires avant d'être inscrits dans les livres d'aucune industrie. En d'autres termes, l'école du soir devait permettre aux enfants déjà employés dans l'industrie d'obtenir un certificat d'aptitudes tout en conservant leur place à la fabrique.

Ces écoles, j'en suis certain, ont rendu et rendent encore de grands services, mais je suis persuadé, cependant, qu'elles ne sauraient donner entière satisfaction dans le cas actuel.

La loi, en prescrivant les écoles du soir aux enfants illettrés, n'a pas tenu compte que ces écoles n'existaient pas dans bien des endroits et qu'elles n'existaient nulle part pour l'instruction des filles. D'un autre côté, est-il bien pratique de forcer un enfant fatigué par dix heures de travail assidu d'aller passer ne serait-ce qu'une heure et demie dans une école, et cela, durant la saison la plus rigoureuse de l'année ? Je ne le crois pas.

Au point de vue de l'inspection et en ce qui concerne les patrons, ce système constitue une charge. Il ne faut pas oublier que l'inspecteur est obligé en premier lieu, de vérifier le certificat d'âge qui reste toujours obligatoire. Que de recherches, de démarches pour arriver à la certitude que la loi n'a pas été violée par les parents ou traitée d'une manière indifférente par les patrons ! Pour les enfants qui sont nés au pays, la chose est encore possible ; mais pour les nombreux enfants d'émigrants, la déclaration assermentée des parents est la seule garantie sérieuse que nous possédons.

Un grand nombre de patrons m'ont assuré qu'ils seraient en faveur d'un règlement qui forcerait les parents à tenir les enfants aux écoles assez longtemps pour pourvoir, en sortant, être munis d'un certificat scolaire leur permettant d'entrer à la fabrique. Puisque la loi a fixé l'âge d'admission des enfants des deux sexes à 14 ans, pourquoi ne pas exiger en même temps, comme condition indispensable de leur entrée à la fabrique, que ces enfants sachent lire et écrire ? Ce serait une double garantie contre bon nombre de parents criminellement indifférents à l'avenir intellectuel et physique de leurs enfants.

### INSPECTION DES CHAUDIERES.

La création de districts d'inspection prévue dans les derniers amendements du règlement concernant l'inspection des chaudières à vapeur a eu un excellent effet.

A l'avenir, l'inspection des Cantons de l'Est et de la rive sud sera faite annuellement par les mêmes inspecteurs. Ce territoire est divisé entre M. Ovide Lamothe, de Saint-Guillaume ; M. A.-L. Moulton, de Coaticooke ; M. G.-A. Poirier, de Waterloo et M. A.-J. Loiselle, de Farnham. Pour l'île de Mont-real, M. William Leclair ; pour la rive nord, jusqu'à Québec, M.D.-L. Morin.

La division de Québec n'a pas été aussi favorisée sous le rapport du nombre des inspecteurs. Malgré cela, cependant, il y a eu augmentation dans le chiffre des inspecteurs durant le dernier exercice.

Comme j'en ai déjà fait la remarque dans d'autres rapports précédents, le service de l'inspection est très onéreux. Les compagnies d'assurance et d'inspection ayant absorbé la totalité presque du travail d'inspection dans la grande industrie, il ne reste que peu à gagner pour nos inspecteurs. L'augmentation dans les prix de pension et de transport et la difficulté de pouvoir faire la collection de l'honoraire convenu après le travail fait, est très peu encourageant pour la formation d'un corps d'inspecteurs assez nombreux pour couvrir toute la province annuellement.

La remise en vigueur du règlement obligeant les propriétaires de beureries et de fromageries à faire faire l'inspection de leurs chaudières tous les deux ans et fixant l'honoraire à deux piastres est destinée, je crains, à rester lettre morte.

Les inspecteurs ont trouvé les chaudières de cette industrie en si mauvais état et ont reçu un accueil tellement hostile de la part des propriétaires, qu'ils ne se soucient pas de continuer ce travail. Un de nos inspecteurs les plus actifs, après avoir inspecté sept chaudières de beureries et de fromageries, m'a informé n'avoir gagné plus de \$3.00 une fois les dépenses indispensables payées.

J'étais sous l'impression que l'inspection des chaudières de beureries seraient bien vue des propriétaires de l'industrie laitière, non seulement au point de vue des accidents possibles, mais en même temps comme mesure économique destinée à protéger un matériel placé dans la plupart des cas sous la surveillance de personnes inexpérimentées. J'avoue, cependant, avoir changé d'opinion depuis. Depuis la mise en opération des amendements nouveaux, ça n'a été que protestations et critiques hostiles contre nos inspecteurs qui font cependant tout leur possible pour arriver à satisfaire les patrons.

Après de longues années d'application, notre loi pour l'inspection des chaudières se heurte encore aujourd'hui à des difficultés sans cesse renouvelées. Les manufacturiers considèrent toujours que le gouvernement devrait assumer la charge de l'inspection des chaudières et du paiement des inspecteurs.

### INSPECTION DES CHAUDIERES.

|  |       |
|--|-------|
| La quantité de chaudières inspectées dans la division ouest se chiffre au nombre de... | 368   |
| Division Est...  | 502   |
| Ville de Montréal...   | 810   |
| Division de Québec...  | 719   |
| Division des Cantons de l'Est...   | 378   |
| Total des chaudières inspectées. . . . .   | 2,777 |
| Augmentation sur l'année dernière . . . . .  | 94    |

### ACCIDENTS

Des avis d'accidents au nombre de 192 m'ont été transmis durant l'année. Ce chiffre se décompose comme suit :

|                        |     |
|------------------------|-----|
| Accidents fatals... .. | 17  |
| “ sérieux ... ..       | 16  |
| “ légers... ..         | 159 |
| Total... ..            | 192 |

Tableau général de la province, par divisions d'inspection :

|                          |     |        |    |
|--------------------------|-----|--------|----|
| Montréal-Ouest... ..     | 175 | fatals | 17 |
| “ Est... ..              | 142 | “      | 3  |
| Québec... ..             | 70  | “      | 4  |
| Cantons de l'Est. ... .. | 55  | “      | 5  |

Ces chiffres représentent-ils bien le nombre total des accidents survenus dans l'industrie de notre province ? Je suis persuadé que non. Nous sommes encore loin d'une statistique juste des accidents du travail. Bon nombre de patrons négligent ou ne veulent pas notifier l'inspecteur, à moins que l'accident survenu soit très sérieux et pour lequel ils craignent une action en dommages.

La terrible explosion survenue à l'Île Perrot, le 11 février dernier, et dans laquelle neuf vies humaines furent fauchées en un instant, a été un des désastres les plus déplorables qui soient arrivés dans une fabrique depuis 20 ans. Cette catastrophe épouvantable fut suivie de près par deux autres morts dans la même industrie, au mois de juin dernier.

Appelé aux enquêtes qui furent tenues dans le temps, je n'ai pu découvrir aucun indice certain pouvant expliquer ces accidents, et les témoignages entendus à l'enquête ne purent, en aucun cas, établir qu'il y avait eu négligence de la part des industriels.

La Législature, en votant, à votre demande, la somme de \$1,000.00 pour la création d'un musée d'appareils destiné à faire connaître les meilleurs moyens de protéger les ouvriers contre les accidents du travail, vient de remplir une promesse qui date de 1902, lors de l'inauguration de notre première exposition présidée par l'hon. M. Gouin. Cette exposition avait été tenue, si on se le rappelle, dans l'ancienne chapelle de la rue St-Gabriel.

L'établissement de ce musée sera, j'en suis persuadé, compris et apprécié des patrons et des ouvriers.

Comme la commission chargée d'étudier la nouvelle loi de compensation des ouvriers victimes des accidents du travail fera, sans aucun doute, son rapport à la prochaine session, il se pourrait alors que deux des plus importantes réformes : la prévention des accidents et la compensation des ouvriers, entrent simultanément en vigueur.

Nous espérons que le gouvernement voudra bien maintenir l'octroi pour le musée jusqu'à ce que nous ayons un nombre suffisant de modèles pour en faire une entreprise sérieuse.



Ce musée nous permettra de vulgariser les moyens préventifs, et, au besoin, vos inspecteurs pourraient faire quelques conférences avec démonstrations pratiques, sur les méthodes en usage dans les autres pays pour prévenir les accidents.

## RAPPORT SUR L'EXPLOSION SURVENUE A L'ILE PERROT.

Monsieur le Ministre,

La catastrophe survenue le 11 février dernier, dans la fabrique de la Standard devait fortement émouvoir l'opinion publique et faire appel, en même temps, à toute l'énergie et à tout le zèle des officiers de votre département de l'inspection.

L'accident étant arrivé pendant mon absence de la ville, ce n'est que le surlendemain que j'ai pu commencer mon enquête, en compagnie des officiers de l'établissement. Après une journée de recherches et d'inspection des différentes parties des bâtiments de la compagnie et l'interrogation de nombreux témoins, nous en sommes venus à la conclusion que les causes de l'explosion resteraient à jamais inexplicables.

L'hypothèse la plus probable est qu'une fausse manoeuvre ou une désobéissance aux ordres donnés à ceux chargés du mélange des substances a causé la catastrophe.

La terrible force de l'explosion dans la première bâtisse explique sans aucun doute que la deuxième explosion n'était que le contre-coup de la première.

Au point de vue de l'application de notre loi dans un établissement de ce genre, je dois vous dire, Monsieur le ministre, qu'il n'existe aucune prescription dans nos règlements au sujet des précautions à prendre dans la manipulation et le mélange des substances dont on se sert dans cette industrie.

A proprement parler, certaines bâtisses servant à la préparation des explosifs ne sont autres choses que de véritables laboratoires qui demanderaient une réglementation toute spéciale et une surveillance par des experts dans la confection des explosifs.

Comme la loi des licences, section VII, prévoit l'inspection des poudrières ou dépôts d'explosifs, nous nous sommes plus occupés, durant nos visites, de la surveillance des appareils sous pression, aux transmissions, etc., que de l'inspection des bâtiments où se mélangent les explosifs.

Comme vous le verrez par le certificat ci-inclus, la compagnie Standard avait été inspectée trois fois durant l'année 1907, et tout y avait été trouvé en ordre.

Outre la visite de l'inspecteur des poudrières de la province qui, aux dires du surintendant, Mr. Johnston, avait fait une inspection soignée des travaux, j'avais pu moi-même constater, au commencement de 1907, l'importance et la perfection de l'installation sur l'île Perrot.

En terminant, je me plais à vous signaler la courtoisie et les bonnes dispositions des propriétaires de cette importante industrie à se conformer aux demandes de vos officiers.

Veillez me croire,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) LOUIS GUYON,

Inspecteur en chef.

### EDIFICES PUBLICS

Notre loi des édifices publics, entièrement changée, nous sera bientôt remise pour être distribuée aux intéressés.

Les catastrophes récentes survenues dans nos pensionnats et nos écoles, l'augmentation énorme dans le nombre et la dimension des édifices de tous genres, exigeaient une loi plus en rapport avec nos nouvelles méthodes de construction et d'une portée assez étendue pour couvrir bon nombre de bâtisses que l'ancienne loi n'atteignait pas.

Familiarisé depuis longtemps avec les différentes lois en force chez nos voisins aux Etats-Unis, je ne crains pas de dire que notre loi visant la sécurité dans les édifices publics est une des meilleures que je connaisse.

Il ne s'agit pas ici, bien entendu, d'une loi sur la construction (building ordinance, comme disent les Anglais) mais d'une série d'articles et de règlements couvrant d'une façon sérieuse et efficace tous les points dangereux d'une bâtisse par rapport aux dangers du feu, de la ventilation, des moyens de sauvetage, en un mot, de la sécurité en général dans les édifices publics.

L'inspection des édifices publics de notre ville, entreprise par M. l'inspecteur municipal, Alcide Chaussée, depuis plus d'un an, a donné des résultats satisfaisants. Des améliorations très considérables ont été faites dans presque toutes nos écoles, couvents et maisons d'amusements publics.

Nos visites dans nos écoles surtout, dont un certain nombre n'ont pas encore tout fait ce que nous leur avons demandé, se continuent incessamment. Il ne serait peut-être pas inutile de placer devant vos yeux les méthodes employées par vos inspecteurs pour faire faire les changements dans les écoles que nous visitons journellement.

En ce qui concerne les écoles anglaises de la ville placées sous le contrôle des Commissaires protestants, la communication suivante fut adressée à ces messieurs, l'année dernière, dans le mois d'avril, et, depuis cette époque, toutes les écoles mentionnées dans cette communication ont été réinspectées une ou deux fois.

AU BUREAU DES COMMISSAIRES PROTESTANTS, HIGH SCHOOL,  
RUE PEEL, MONTREAL.

Messieurs,

Nous avons terminé l'inspection de toutes vos écoles sous le contrôle de votre bureau, et nous avons l'honneur de faire les recommandations suivantes :

Dans chaque école et à chaque étage, en comprenant le sous-sol, on devrait placer des extincteurs automatiques d'incendie (Babcock).

Les exercices de sortie des élèves en cas d'incendie devraient être continués et l'on trouve qu'il serait à propos de donner de l'uniformité à cet exercice dans chaque école.

La personne chargée du soin des écoles devrait être un homme, et l'on ne devrait jamais lui permettre de s'absenter durant les heures de classe.

Toutes les portes de l'extérieur devraient s'ouvrir au dehors et celles des salles de classe s'ouvrir dans les corridors.

Nous recommandons de mettre une porte de communication entre les salles de classe adjacentes, et ces portes devraient s'ouvrir sur la chambre où se trouvent les escaliers de sauvetage.

Nous recommandons que dans toutes les écoles où cela n'existe pas encore, que le plafond au-dessus des tuyaux de fournaise ou des tuyaux de cheminée, soit protégé contre le feu au moyen de tôle ou de toute autre matière incombustible.

**Ecole Aberdeen :** Voir recommandations spéciales envoyées il y a quelques jours.

**Ecole de la rue Ste-Anne :**—On devrait donner plus de lumière dans les escaliers en arrière. L'étage au-dessus du rez-de-chaussée devrait être muni d'escaliers de sauvetage sur deux côtés, au nord et au sud.

**Ecole du baron de Hirsch :**—Dans les chambres des fournaises, ôter le fil électrique qui se trouve actuellement au-dessus des fournaises. Poser un nouveau câblage de sauvetage pour les deux étages supérieurs en avant. Réparer et renforcer l'escalier de sauvetage actuel sujet à l'approbation des inspecteurs. Dans cette école, le corridor du premier étage près de l'entrée en avant était obstrué par des jeunes gens qui n'ont pas d'affaires à l'école, ce qui indique obstruction en cas d'incendie ou de panique. Nous suggérons de ménager une entrée spéciale pour les gens qui vont au bureau d'immigration qui se trouve, nous a-t-on dit, dans la bâtisse.

**Ecole de la rue Berri :**—Les recommandations pour cette école ont été envoyées à votre bureau il y a quelques semaines.

**Ecole de la rue Berthelet :**—Un écran en fil métallique autour du petit poêle dans le cabinet de toilette des filles au sous-sol. Mettre des escaliers de

saufetage pour les étages au-dessus du premier plancher aux côtés est, ouest et sud de la bâtisse.

**Ecole du Boulevard :**—Placer une feuille de zinc sous l'un des poêles, semblable à l'autre dans la chambre du nord.

**Ecole Britannia :**—Mettre un escalier de saufetage à l'habitation du gardien. Il faut plus de lumière dans l'escalier qui conduit dans le sous-sol et l'on devrait poser une cloison incombustible au côté nord de cet escalier, pour séparer ainsi le corridor des enfants d'avec la chambre au bois et au charbon. On devrait mettre une porte dans la salle de récréation, dans le sous-sol conduisant au dehors.

**Ecole Commerciale et Technique :**—C'est une nouvelle bâtisse moderne, à l'épreuve du feu, bien pourvue d'escaliers de saufetage, et nous considérons qu'elle est sûre.

**Ecole Dufferin :**—Mettre des portes en treillis de fil métallique devant toutes les fournaies qui font face aux corridors et aux salles de récréation. Il devrait y avoir des portes ouvrant des deux côtés à chaque palier de la cage d'escalier communiquant avec la nouvelle annexe, pour empêcher le feu ou la fumée de s'y engager ; il faudrait des escaliers de saufetage à tous les étages au-dessus du rez-de-chaussée aux côtés sud et nord de l'ancienne partie de l'école et une pour l'annexe au côté nord.

**High School :**—Un rapport spécial a été fait contenant des suggestions au sujet de cette école et a été envoyé au Bureau, avec un rapport sur l'école de la rue Berri.

**Ecole Lansdowne :**—Des escaliers de saufetage sont nécessaires à tous les étages au-dessus du rez-de-chaussée tant au côté est qu'au côté ouest de l'ancienne bâtisse et de la nouvelle annexe.

**Ecole Lorne :**—Il faut nécessairement des escaliers de saufetage aux côtés nord et sud de la bâtisse pour protéger les deux étages supérieurs.

**Ecole Mont Royal :**—Un rapport spécial des besoins et des recommandations touchant cette école a été envoyé à votre Bureau la semaine dernière.

**Ecole Riverside :**—On devrait établir des escaliers de saufetage aux deux côtés nord et sud de la bâtisse à tous les étages au-dessus du rez-de-chaussée.

**Ecole Royale Arthur :**—Les issues donnant accès aux fournaies dans les corridors et les cabinets de toilette, au sous-sol, devraient être munies de portes en treillis de fil métallique.

**Ecole Victoria :**—A mettre des escaliers de saufetage aux étages au-dessus du rez-de-chaussée au nord, à l'est et à l'ouest de la bâtisse.

En terminant, nous désirons féliciter le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes sur l'état de propreté dans lequel nous avons trouvé toutes les

écoles, et après avoir fait des essais de sortie en cas d'incendie, nous avons constaté avec plaisir que les élèves, dans toutes les écoles susmentionnées, pouvaient sortir de leurs salles de classe dans la rue, dans le très court espace de 70 à 90 secondes.

Comme votre bureau a l'intention de construire de nouvelles écoles prochainement, nous suggérerions l'adoption d'escaliers ou de sorties de sauvetage consistant en une tour en brique avec un escalier en tire-bouchon de course peu prolongée et avec des paliers en matériaux à l'épreuve du feu. Cette tour ne devrait avoir aucune communication directe avec l'intérieur de l'école, mais on pourrait l'atteindre au moyen de galeries à chaque étage, disposées de manière que les gens cherchant à s'échapper de la bâtisse auraient à sortir sur les galeries avant de pouvoir atteindre la tour de sauvetage.

Avant que l'on ne commence aucun ouvrage se rattachant à l'installation d'appareils de sauvetage dans les écoles sous le contrôle de votre Bureau, nous aimerions être informés du système ou de l'espèce que le Bureau adoptera pour chaque école, et le plan de ces appareils de sauvetage devrait être approuvé par nous avant leur installation.

Votre très dévoué,

(Signé) LOUIS GUYON,

Inspecteur en chef des édifices publics de la province de Québec.

Le 13 mars précédent, la lettre suivante avait été adressée aux commissaires des écoles catholiques de Montréal:

Montréal, 13 mars, 1907.

## ÉCOLES DE LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTREAL.

### RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES.

Le système actuel d'éclairage dans les salles placées aux étages supérieurs dans chaque école devra être changé en un système d'éclairage électrique approuvé par les "Underwriters".

Dans chaque école, et à chaque étage l'on placera un extincteur automatique (Babcock).

Il est spécialement recommandé de faire pratiquer la manœuvre en cas d'incendie (fire-drill) par les élèves de toutes les écoles, et il serait préférable que la manœuvre soit uniforme pour toutes les écoles.

Le gardien devrait ne jamais s'absenter durant les heures des classes.

Toutes les portes extérieures devront s'ouvrir en dehors et celles des classes s'ouvriront sur les passages.

Il serait désirable que dans toutes les écoles, où cela n'existe pas, de faire communiquer les classes se touchant par des portes de communication.

1<sup>o</sup> Ecole St-Gabriel.—Recouvrir le plafond et le mur en bois dans la chambre aux fournaies avec des matériaux incombustibles ; poser un appareil de sauvetage tubulaire au rez-de-chaussée, sur la façade du côté ouest ; percer une porte dans le bras et grillage de la galerie du côté est au rez-de-chaussée.

2<sup>o</sup> Ecole Chauveau.—Placer des petites échelles dans les vestiaires afin que l'on puisse communiquer d'une classe à l'autre ; placer un appareil de sauvetage tubulaire aux trois étages supérieurs ; poser des boyaux et une clef à chaque embouchure du tuyau à incendie à chaque étage.

3<sup>o</sup> Ecole Sarsfield.—Recouvrir le plafond de la cave aux fournaies avec matériaux incombustibles ; placer deux appareils de sauvetage tubulaire au premier étage.

4<sup>o</sup> Ecole Belmont.—Mêmes recommandations que pour l'école Sarsfield, de plus, il est nécessaire pour l'évacuation de la salle et d'une des classes, que le petit escalier du côté nord ait une sortie au dehors avec perron convenable.

5<sup>o</sup> Ecole du Plateau.—Poser deux appareils de sauvetage au premier étage, et un dans la salle.

6<sup>o</sup> Ecole Olier.—Poser un appareil de sauvetage au premier étage, du côté de la rue St-Christophe. Une nouvelle inspection sera nécessaire quand les travaux d'agrandissement seront terminés.

7<sup>o</sup> Ecole Montcalm.—Poser deux appareils de sauvetage au premier étage.

8<sup>o</sup> Ecole Plessis, No 1.—Poser un appareil de sauvetage pour les classes et un pour le dortoir des Frères.

9<sup>o</sup> Ecole Plessis, No 2.—Poser deux appareils de sauvetage à chacun des deux étages supérieurs.

10<sup>o</sup> Ecole St-Eusèbe.—Bâtiment neuf très moderne, très bien protégé en cas d'incendie.

11<sup>o</sup> Ecole Meilleur.—Un appareil de sauvetage est nécessaire à l'étage supérieur.

12<sup>o</sup> Ecole Champlain.—Dans la nouvelle partie, il faudra des portes à chaque étage dans les corridors près de l'escalier. Dans l'ancienne partie, il faudra, dans la cave, recouvrir le plafond et une cloison en bois de matériaux incombustibles ; un appareil de sauvetage en fer sera placé dans l'angle formé par les deux parties de l'école, avec galerie à chaque étage et escalier communiquant avec chaque étage jusqu'au sol, les galeries seront placées pour servir au sauvetage dans les deux parties de l'école ; la scène qui bloque l'entrée sur le corridor au dernier étage devra être enlevée.

13°. Ecole Ste-Brigide.—Protéger avec des matériaux incombustibles le plafond au-dessus des fournaies, dans la cave de l'école et dans celle de la maison des Frères ; poser entre les caves un porte en bois recouverte en fer-blanc ; placer un appareil de sauvetage tubulaire dans le dernier étage de la maison des Frères ; construire vers le milieu de l'école, du côté de l'église, un appareil de sauvetage en fer, consistant en galerie à chaque étage et escalier pour se rendre jusque dans la cour ; il devrait y avoir une toiture au-dessus de l'appareil ainsi qu'au-dessus de celui de l'école Champlain.

14°. Ecole Edward Murphy.—Protéger le plafond de la cave avec des matériaux incombustibles au-dessus des fournaies et des tuyaux à fumée ; poser un réceptacle en métal au-dessous du tuyau à balayures dans la cave ; placer un appareil de sauvetage tubulaire au premier étage dans la chambre de toilette.

Avant de terminer ce rapport, que l'on nous permette de féliciter les Commissaires des écoles catholiques de Montréal sur l'état de propreté dans lequel nous avons trouvé toutes leurs écoles, et après avoir fait faire la manoeuvre en cas d'incendie (fire-drill), nous avons été heureux de constater que l'évacuation des élèves dans toutes les écoles, faisant l'objet de ce rapport, se fait dans le court espace de temps d'une minute à une minute et demie.

Comme votre commission a l'intention de construire prochainement de nouvelles maisons d'éducation, nous vous suggérons de faire placer dans chaque école un appareil de sauvetage en cas d'incendie du genre de celui adopté dans les manufactures, consistant en une tour carrée en briques avec escalier (sans marches d'angle) en matériaux incombustibles ; laquelle tour n'aura aucune communication directe avec l'intérieur de l'école, mais sera reliée par des galeries desservant des sorties à chaque étage ; ces galeries seront placées de manière à ce que les personnes qui fuiront l'incendie, devront sortir sur ces galeries avant de pouvoir entrer dans la tour de sauvetage.

(Signé) LOUIS GUYON,

Inspecteur en chef des édifices publics pour la province de Québec.

Des listes contenant le nombre et la nature des accidents, le nombre des chaudières inspectées dans la division de Montréal, ainsi que des tableaux contenant des renseignements au sujet de la location des établissements industriels, le nombre des employés, la force motrice en usage, etc., etc., peuvent être consultées dans nos bureaux à Montréal.

### VOEUX DIVERS

Les récents amendements faits à la loi des Etablissements industriels concernant l'âge d'admission des enfants dans les fabriques, et la portée considérable donnée à notre nouvelle loi des Edifices publics, rendent indispensable l'augmentation de notre personnel dans la division de Montréal.

Il ne faut pas oublier que le succès de notre département dépend presque entièrement de l'inspection fréquente des édifices publics, et une surveillance soutenue dans nos grandes fabriques.

La somme mise à notre disposition pour le musée d'appareils de prévention d'accidents, ne permettra guère plus qu'une installation bien modeste. Je vous demanderais de vouloir bien continuer l'octroi voté à la dernière session, jusqu'à ce que nous ayons réuni un nombre suffisant de modèles pour en faire un musée utile aux fabricants ainsi qu'aux ouvriers.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre dévoué serviteur,

LOUIS GUYON,

Inspecteur en chef.

#### RAPPORT DE M. JAMES MITCHELL

Montréal, 30 juin 1908.

L'honorable L.-A. Taschereau,

Ministre des Travaux Publics et du Travail,

Monsieur,

Le rapport que j'ai l'honneur de présenter est le vingtième depuis ma nomination en 1888. Durant ces deux décades, plusieurs changements et additions ont été faits aux statuts et règlements, afin d'améliorer les conditions du travail dans notre province ; mais il n'est aucun sujet de législation ou d'administration qui ait eu autant de retentissement et ait provoqué autant de commentaires que celui de l'emploi des enfants.

#### TRAVAIL DES ENFANTS

L'emploi des enfants dans les fabriques et les ateliers est chose inévitable ; c'est une véritable nécessité, non seulement à cause des exigences de plusieurs industries, mais encore parce que autrement il serait impossible d'exercer et de développer l'ouvrier à ce point d'efficacité qui est si nécessaire pour la production d'un travail suffisant en quantité et en qualité pour soutenir la concurrence étrangère. Il est essentiel d'acquérir et de conserver la réputation de produire d'excellents articles ; ainsi des artisans habiles et des ouvriers parfaitement experts sont des éléments absolument nécessaires au succès, en dépit des avantages que peut offrir un tarif.

Les parents devraient reconnaître l'importance de faire apprendre à leurs enfants—surtout aux garçons—des métiers réguliers, qui leur fourniront un moyen de vivre à l'aise quand ils auront atteint l'âge de maturité. Mais il y en a plusieurs, qui, pressés par la pauvreté, sont obligés d'envoyer leurs enfants prendre n'importe quel emploi temporaire qui peut se présenter et offrir un



salaires raisonnables; ainsi les rangs des commissionnaires et des occupations diverses où il faut des enfants sont généralement bien remplis. Néanmoins, trop souvent, l'emploi se continue jusqu'à un âge où le jeune homme ne trouvera plus à se placer comme apprenti, et l'on ne l'acceptera pas non plus pour un travail auquel une espèce d'apprentissage préliminaire à des gages peu élevés est regardé comme essentiel; voilà pourquoi plus d'une chance que la vie peut réserver à l'enfant se trouve diminuée parce qu'il tient trop longtemps à un emploi fortuit. Quand il est devenu trop vieux pour faire le travail d'un enfant, il n'a plus rien à faire que de devenir simple journalier, classe qui encombre ordinairement le marché.

Le fait d'élever l'âge réglementaire à quatorze ans, tant pour les garçons que pour les filles, aura un bon résultat là où l'on a régulièrement fréquenté l'école jusqu'à cet âge; mais je ne sais pas si cela constituera un bienfait pour les ignorants ayant peut-être à fréquenter l'école du soir, après avoir travaillé durant dix ou onze heures dans une filature de coton. Cela dépasse presque l'endurance physique d'un enfant de quatorze ans. Si les garçons et les filles étaient exclus du travail jusqu'à l'âge de seize ans, à moins qu'ils ne sachent lire et écrire, les parents et les intéressés commenceraient à comprendre leurs responsabilités.

On devrait recevoir avec prudence et discernement les rapports concernant les conditions dans lesquelles les enfants travaillent dans les fabriques des tissus. Plusieurs s'y trouvent plus confortablement, surtout en hiver, que chez eux: le travail n'est pas lourd, et les dispositions hygiéniques sont bonnes et suffisantes. La température est nécessairement assez élevée, mais l'air n'est pas vicié. Il est bien vrai que les heures de travail sont longues, ordinairement environ dix heures et trois quarts les cinq premiers jours de la semaine, et cinq et demie les samedis. Cela constitue une très grande réclusion, et peut-être, le seul grief réel auquel les ouvriers eux-mêmes n'ont pas de remède à apporter. Une très légère réduction des soixante heures réglementaires actuelles par semaine donnerait à ces enfants une demi-heure de plus au lit le matin, et cela n'affecterait pas la coutume ou la pratique dans les autres industries où des enfants sont employés; car il n'y en a pas qui excèdent cinquante-six heures par semaine et la moyenne ne dépasse pas cinquante heures.

Avant qu'aucun enfant ne puisse commencer à travailler, il faut que la formule suivante soit remplie et signée :

“LOI DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE QUEBEC, 1894, 57  
VICT. CHAP. 30

#### CERTIFICAT D'AGE

Art. 3023. Par. 3. Le patron de l'enfant ou de la jeune fille doit, s'il en est requis, présenter à l'inspecteur un certificat d'âge signé des parents, du tuteur ou des autres personnes ayant la garde ou la surveillance de cet enfant ou de cette jeune fille, ou l'opinion écrite d'un médecin à ce sujet.

3024. Un nouvel examen des enfants ou filles déjà admis dans l'établissement peut être fait, à la demande de l'inspecteur, par un des médecins hygiénistes ou par tout autre médecin, et sur l'avis de tel médecin, l'employé examiné peut être renvoyé du service pour défaut d'âge ou même de forces physiques.

## QUESTIONS

## REPONSES

Nom du père... ..  
 Nom de la mère... ..  
 Nom du gardien ou du tuteur... ..  
 Nom au long (garçon ou jeune fille)... ..  
 Date de naissance... ..  
 Age... ..  
 Où né... ..  
 Résidence... ..  
 Pour être employé comme... ..  
 Nom et adresse du patron... ..  
 Déclaration.

**JE CERTIFIE PAR LES PRESENTES** que les réponses aux questions ci-dessus sont vraies en tout point.

Signature... ..

Adresse... ..

Date... ..

3043

Amende contre celui qui fait une fausse entrée dans un registre.

“Quiconque, de propos délibéré, fait une fausse entrée dans un registre, un avis, un certificat ou un document que la présente loi prescrit, ou fait ou signe une déclaration fausse, ou fait usage de toute telle fausse entrée ou déclaration, sachant qu'elle est fausse, est passible, sur conviction du fait, d'une amende n'excédant pas cent piastres et les frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement.”

Il y a des gens qui n'ont pas honte de faire une fausse déclaration, même quand les pénalités que fait encourir cette offense sont imprimées au dos du certificat lui-même. Dans une action prise contre un délinquant de ce genre, il n'a été imposé qu'une légère amende avec les frais, vu la pauvreté de l'individu. L'expérience m'a appris que l'on ne peut pas se fier aux certificats censés signés par les parents ou les gardiens, même lorsqu'ils sont appuyés par un affidavit comme on peut l'exiger maintenant en vertu de la loi. Ainsi donc, je demanderais bien respectueusement que l'on amendât la loi en exigeant un certificat de naissance des autorités constituées, savoir : l'Eglise ou le registraire. Ce certificat pourrait remplacer le certificat actuel, ou en être une confirmation.

Des révélations de fraude ou de tromperie, ainsi que les difficultés qu'il y a à vérifier les signatures et à faire la preuve légale en cas de poursuite, me justifient de suggérer cette amélioration, qui établi ait sur une base tout à fait fiable les certificats concernant les enfants, et déjà ue ait les parents affectés à la fois de paresse et de rapacité qui voudraient délibérément frustrer la loi.

## L'INDUSTRIE ET LES HEURES DE TRAVAIL

La grande d'pression qui a surpris si soudainement le développement industriel, l'automne de n'ér, s'est fait cruellement sentir, surtout chez ceux qui sont employés dans nos très grands établissements ; en conséquence, au lieu d'avoir à signaler un progrès, comme je f i ais depuis plusieurs années, je dois dire que les choses ont été comparativement tranquilles. On n'a pas eu beaucoup besoin d'heures de travail supplémentaires ; de fait, d'une manière générale, la réduction des heures de travail a plutôt fait la règle dans la plupart de nos grands établissements.

## PLAINTES

Pusieurs sujets de plaintes ont été portés à ma connaissance durant l'année ; on les a tous examinés, et quand cela a été possible, on y a porté remède. On ne doit pas supposer, cependant, que le remède s'applique immédiatement, qu'une visite à la fabrique suffit. Cette supposition serait erronée : il faut souvent faire quatre ou cinq visites pour obtenir entière satisfaction et surtout quand il s'agit d'une dépense d'argent.

## ACCIDENTS

On a rapporté cent-cinquante accidents dans mon district l'année dernière, dont trois fatals, d'autres très sérieux, exigeant en plusieurs cas, une enquête minutieuse. Ces enquêtes, j'aime à le dire, ont justifié la prétention que les conseils et les ordres donnés par ce service, depuis vingt ans, ont eu pour effet une diminution marquée dans le nombre de ce que l'on peut appeler les accidents évitables, c'est-à-dire ceux qui sont causés parce qu'on laisse sans protection les parties mobiles des machines, par des défauts dans la transmission de la force mécanique, les embrayages, etc., les monte-charge dangereux. Il est bon de savoir que l'installation des appareils protecteurs, dans la rue St-Gabriel, sera bientôt un fait accompli, ce qui permettra de faire une exhibition pratique de l'utilité de ces inventions qui laissent encore très sceptiques plusieurs manufacturiers.

## INSPECTION DES CHAUDIERES A VAPEUR

Cinq cent deux chaudières à vapeur ont été inspectées dans mon district, soit cent douze de plus que l'année dernière. L'importance de cette oeuvre est, je le crains bien, très peu appréciée par les petits manufacturiers de la campagne. C'est avec difficulté que l'on réussit à en amener quelques-uns d'entre eux à se conformer à la loi. Cependant, j'espère que le système adopté, l'année dernière, d'assigner à un inspecteur tout l'ouvrage dans un certain nombre de comtés groupés ensemble, le familiarisera avec ceux qui ont à se servir de la vapeur et déterminera une bien meilleure entente et une soumission de meilleure grâce.

---

## MOYENS DE SAUVETAGE EN CAS D'INCENDIE

Les désastres qui ont coûté un si grand nombre de vies depuis quelques années, ont tellement agité l'esprit public, que des moyens rigoureux sont presque partout mis en vigueur, non seulement pour éteindre, mais aussi pour prévenir les incendies et leur propagation. A ce propos, je dois dire que j'ai fait installer l'année dernière, plusieurs appareils de sauvetage en fer et autres et que l'oeuvre en général progresse d'une manière satisfaisante.

### EDIFICES PUBLICS

Outre quatre cent trente inspections de fabriques et d'ateliers, j'ai visité plusieurs institutions d'éducation et autres du pays. A ma deuxième inspection, j'ai trouvé bien des choses que j'avais ordonnées exécutées à ma satisfaction, de sorte qu'il en résultera du bien tant sous le rapport de la sûreté contre les incendies que sous le rapport des conditions hygiéniques améliorées.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur.

JAMES MITCHELL,

---

### RAPPORT DE M. O.-J. MONDAY.

Montréal, 30 juin 1908.

A l'honorable L. A. Taschereau,

Ministre des Travaux Publics et du Travail,

Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics pendant l'année finissant le 30 juin 1908.

J'ai fait l'inspection de 465 établissements industriels, tant dans la ville que dans la banlieue, et, au cours de ces visites, j'ai surtout remarqué que le nombre des enfants au-dessous de l'âge réglementaire était considérablement diminué.

Dans toutes les inspections de l'année, je n'ai trouvé que six garçons et cinq filles à renvoyer, et, dans presque tous les cas, les patrons m'ont dit avoir été trompés par les enfants eux-mêmes, qui ne donnaient pas leur âge exact.

Je dois dire, à ce sujet, que, de la part des patrons, j'ai toujours rencontré la meilleure volonté du monde; ce qui démontre clairement que les nouveaux amendements à la loi industrielle, à propos de l'âge des enfants, ont produit les plus heureux résultats.

J'ai aussi constaté que dans presque tous les établissements ou ateliers que j'ai visités, de grandes améliorations ont été faites pour le confort des ouvriers, tant sous le rapport de l'hygiène que de celui de la propreté, ce qui est la preuve que les avis des inspecteurs sont plus respectés et suivis qu'auparavant.

J'ai aussi remarqué, avec plaisir, monsieur le ministre, que le nombre des accidents survenus dans les différentes manufactures que j'ai visitées, a été moindre de beaucoup cette année que les années précédentes; et même qu'aucun accident de nature grave ne s'est produit. Un fait digne d'être remarqué c'est que le plus grand nombre des accidents sont dus surtout et la plus grande partie du temps à la négligence des victimes elles-mêmes, car en général, les employés des manufactures deviennent tellement familiers avec le danger qu'ils n'en font aucun cas et que la prudence leur est inconnue. C'est pour quoi, je m'efforce autant que possible de faire comprendre aux patrons, et aux contremaîtres plus particulièrement, qu'ils doivent rappeler aux ouvriers le plus souvent possible les dangers auxquels ils sont exposés continuellement.

### ESCALIERS DE SAUVETAGE

Durant cette dernière année, j'ai donné l'ordre de faire poser neuf escaliers de sauvetage. Tous les intéressés se sont conformés à ces ordres, mais ce n'est, il faut le dire, qu'après leur avoir écrit plusieurs lettres et fait nombre de visites qu'ils se sont enfin exécutés, et même l'un d'entre eux était si récalcitrant que j'ai été forcé de le traduire devant le magistrat.

### ASCENSEURS

J'ai trouvé 15 ascenseurs qui fonctionnaient mal ou qui ne fermaient pas. Tous les propriétaires se sont conformés aux ordres que je leur ai donnés à ce sujet; mais de même que pour les escaliers de sauvetage ce n'est qu'après des visites réitérées que j'ai eu enfin satisfaction.

Le tout respectueusement soumis,

O. J. MONDAY,

Inspecteur,

Montréal.

---

## RAPPORT DE MADAME KING

Montréal, 30 juin 1908.

L'honorable L. A. Taschereau,

Ministre des Travaux Publics et du Travail.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics dans mon district pendant l'année finissant le 30 juin 1908.

Pendant l'année qui finit, j'ai inspecté 410 établissements dont un bon nombre ont reçu deux ou trois visites. Au point de vue de l'hygiène, les grandes fabriques ne laissent presque rien à désirer; c'est plutôt relativement à la sécurité qu'il m'a fallu y recommander des changements. Ces recommandations sont à peu près toujours les mêmes; telles que la protection des arbres de transmission, des courroies, des roues d'engrenage, des moteurs électriques; réparations d'escaliers dangereux et sans rampes, moyens d'extinction, escaliers de sauvetage, etc.

Les puits d'ascenseurs et des monte-charge, étant une source constante de dangers, j'ai insisté à ce qu'ils soient protégés par des portes ou par des bras automatiques.

Dans les nouvelles installations, j'ai constaté avec plaisir que les patrons anxieux de se conformer à la loi, prennent de suite des mesures pour éviter les accidents, et n'attendent pas que les inspecteurs viennent les ordonner.

### DE L'ÂGE D'ADMISSION

Je n'ai trouvé dans mon district que six petites filles et trois garçons qui n'avaient pas l'âge requis par la loi. Aussi, ai-je été surprise de lire dans certains journaux des articles déplorant le fait que beaucoup d'enfants au-dessous de l'âge travaillaient dans les fabriques de cette ville et échappaient à la surveillance des inspecteurs et des inspectrices.

Comme je l'ai déjà fait observer dans un rapport précédent, si ceux qui s'occupent de ces questions jugent de l'âge des enfants par leur apparence, soit en visitant les ateliers, soit en observant les enfants à la sortie des fabriques, ils se tromperont souvent sur ce point, tellement les enfants qui ont l'âge d'admission sont parfois chétifs en apparence et petits en stature. Voilà pourquoi, monsieur le Ministre, j'ai toujours recommandé d'élever l'âge d'admission de garçons à quatorze ans, et je me suis réjouie lorsque le gouvernement a amendé la loi à cet effet.

---

## DES HEURES DE TRAVAIL

En général les heures de travail sont bien observées. Le nombre d'établissements où la journée de travail ne commence qu'à huit heures ou à sept heures et demie, augmente d'année en année. Malheureusement, il se trouve encore certaines fabriques où la journée commence à six heures et demie du matin, ce que je considère nuisible à la santé des femmes et des enfants, et ceci pour des raisons que j'ai énumérées dans des rapports précédents et qui d'ailleurs, sont très évidentes. Je me permettrai donc de recommander de nouveau, monsieur le Ministre, que la loi soit amendée de manière à interdire dans les fabriques le travail des femmes et des enfants avant sept heures du matin.

## ECLAIRAGE

En général les ateliers sont bien éclairés ; là où la lumière du soleil ne pénètre pas suffisamment, les ouvriers m'ont assuré qu'on ne les prive nullement de la lumière artificielle. Bien que la loi soit très explicite sur ce point, je trouve encore des passages et des cabinets d'aisance qui ne sont pas éclairés, et ceci par raison d'économie ou par négligence de la part des patrons ; sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, l'inspectrice ne peut cesser d'exercer une surveillance active sur les établissements dont elle a charge.

## DES MAGASINS

C'est toujours avec plaisir que j'inspecte les magasins et que je fais placer des sièges en arrière des comptoirs afin que les employées puissent s'asseoir quand elles ne sont pas occupées. Cette loi sage contribue pour beaucoup à améliorer le sort des jeunes filles qui travaillent dans nos magasins.

## REMARQUES

Cette année, moins que toute autre peut-être, mon travail comme inspectrice n'offre rien de particulier ni de remarquable. J'ai cependant la vive satisfaction d'avoir concouru, jour après jour, au bien-être d'un grand nombre de mes semblables. Pour justifier la brièveté de ce rapport, je ne saurais mieux faire que de citer ces mots de l'un de nos écrivains : "Heureux le peuple qui n'a point d'histoire."

Le tout respectueusement soumis,

LOUISA KING,

Inspectrice.

---

## RAPPORT DE M. P. J. JOBIN

(Traduction.)

Québec, 30 juin 1908.

A l'honorable ministre des Travaux Publics et du Travail,  
Province de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics pour la division d'inspection de Québec.

## ACTIVITE INDUSTRIELLE.

L'activité industrielle durant la première moitié de l'année a été très grande, la seule difficulté à surmonter étant l'impossibilité de trouver un nombre suffisant d'employés. Durant la dernière moitié de l'année, cependant, il y a eu diminution évidente d'affaires; les établissements industriels ne cherchaient plus d'employés, mais ils en renvoyaient quelques-uns ou diminuaient les heures de travail.

## PLAINTES.

Vingt-trois plaintes ont été reçues durant l'année. Comme d'habitude, les sujets des plaintes étaient variés et peuvent être classés comme suit: quatre concernant l'emploi des enfants au-dessous de l'âge voulu; quatre concernant la sûreté des édifices; trois concernant la compétence des ingénieurs; trois concernant la température trop élevée des salles de travail; deux concernant l'enlèvement des poussières; deux concernant les sorties d'écoles de couvent; deux concernant des salles d'assemblée et de théâtre; une concernant un faux extrait de naissance; une parce que l'on avait fermé à clef les portes d'une bâtisse pendant qu'elle était occupée; une concernant une chaudière à vapeur défectueuse. Chacune de ces plaintes a été étudiée immédiatement et, dans chaque cas, on a remédié à ce qui en faisait le sujet.

## EMPLOI DES ENFANTS.

L'amendement à la loi, tel que défini aux articles 2023 et 2024a, m'a occasionné un surplus d'ouvrage considérable; mais je suis heureux de pouvoir déclarer que les infractions faites délibérément à la loi sont très rares. Dans la plupart des cas où l'on trouve des enfants employés n'ayant pas l'âge réglementaire, l'enquête a démontré que ces enfants ont déclaré avoir plus de quatorze ans, et que les patrons ont accepté leur déclaration en n'exigeant pas d'extrait de naissance. Si cet extrait n'est pas produit au bureau, cela entraîne des inconvénients sérieux, le garçon ou la fille peut avoir l'âge requis et, de plus, cela nécessite une seconde visite de l'inspecteur pour s'en assurer. On trouve encore quelques parents assez lâches pour signer un faux extrait de



naissance de leurs enfants. Un exemple de ce genre s'est produit durant l'année. En somme, j'ai ordonné le renvoi de seize enfants que j'ai trouvés n'ayant pas l'âge voulu par la loi.

Lors de l'examen que j'ai fait subir aux enfants pour constater s'ils savaient lire et écrire, sur un peu plus de huit cents enfants, j'en ai trouvé douze que ne le pouvaient pas. Il faut mentionner que la loi exige que les garçons et les filles, entre les âges de quatorze et seize ans, sachent maintenant lire et écrire, ou, s'ils ne le peuvent pas, assistent à une école du soir. Dans les douze cas ci-dessus cités, les enfants n'ont pas été renvoyés, mais je les ai obligés à suivre un cours dans une école du soir. Je dois aussi ajouter que les garçons que j'ai examinés étaient notablement inférieurs aux filles, au double point de vue de la lecture et de l'écriture.

#### TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE.

Un seul permis pour travail supplémentaire a été accordé, conformément à l'article 3026; je l'ai accordé pour compenser du temps perdu, tel que le prévoient les sections B et C de l'article ci-dessus.

#### INSPECTION DES CHAUDIERES A VAPEUR.

Le service d'inspection des chaudières à vapeur, bien qu'activement poussé de l'avant, n'a pas été, je regrette d'avoir à le dire, aussi efficace qu'on pouvait le désirer. Les difficultés, au cours de ces inspections, semblaient se multiplier. Le partage des districts, au lieu d'avoir été avantageux, a produit un effet absolument contraire et a causé plusieurs incidents désagréables. Un des pires effets de ce système est que deux des inspecteurs de chaudières à vapeur auxquels on avait confié des parties du district de Québec, n'ont jamais visité le district durant l'année. Les comtés de Kamouraska, Témiscouata (non compris Fraserville), Beauce et Dorchester, sont dans ce cas. Quant aux comtés de Gaspé et de Bonaventure, l'inspecteur des chaudières à vapeur auquel on avait confié cette tâche, est retourné après un court séjour, laissant la plupart des chaudières à vapeur de ces comtés non inspectées. La même chose est arrivée pour les comtés de Québec et de Montmorency.

Le nombre de chaudières à vapeur inspectées dans les beurreries et les fromageries est comparativement peu considérable; il ne s'élève pas à plus de vingt. Une très sérieuse difficulté est survenue à ce sujet, les inspecteurs de chaudières à vapeur refusant d'inspecter cette classe de chaudières pour moins de cinq piastres. Il résulte de ce refus de leur part d'augmenter les prix du tarif, tel que défini dans le règlement No. 31, que le plus grand nombre de ces chaudières à vapeur ne sont pas inspectées. Autre difficulté à noter: qu'un inspecteur ont examiné des chaudières en dehors du territoire qui leur avait été assigné.

En dépit de cet état de choses et de ces inconvénients, le nombre de chaudières inspectées durant l'année, dans le district d'inspection de Québec, s'élève à sept cent dix-neuf, dont j'ai les rapports détaillés et qui font partie des archives de mon bureau.

## ACCIDENTS.

Le nombre des accidents rapportés est de soixante-dix, dont quatre suivis de mort.

Ces accidents sont dus aux causes suivantes : un est dû à la projection d'un morceau d'une roue d'émeri brisée ; un a été causé en glissant et tombant en avant des roues en mouvement d'un wagon à fret ; dans un autre, la victime, dont les bretelles détachées et pendantes sont venues en contact avec un arbre de couche qui tournait très rapidement, a été tirée sous le couvert et a tournée jusqu'à ce qu'elle meure ; enfin, un constructeur de moulins, en essayant de poser une petite bande de cuir sur une machine en marche, a été saisi et entraîné dans le mouvement de révolution jusqu'à ce qu'il fut mort. Les autres accidents comprennent : trois, la perte d'une main et d'un bras ; quatre, la perte de quatre doigts ; huit, la perte de deux doigts ; six, la perte d'un doigt ; six, un bras fracturé ; trois, une jambe fracturée ; cinq, des coupures très graves sur les mains et les bras ; quatre, brûlures sur les mains et la figure ; un, côtes fracturées ; un, perte d'un œil ; un, perte d'un doigt du pied ; et vingt-trois dont les blessures sont de nature peu grave.

La classification par sexe donne soixante-huit accidents arrivés à des hommes et deux à des femmes ; et quant à l'âge, les deux femmes avaient au-delà de vingt ans ; quant aux hommes, trois étaient de quatorze ans, trois de quinze ans, trois de seize ans, trois de dix-sept ans, un de dix-huit ans, un de dix-neuf ans, un de vingt ans, six de cinquante ans ou au-dessus et quarante-sept au-dessus de vingt et un ans et au-dessous de cinquante ans.

Des enquêtes ont été tenues dans la plupart de chacun de ces accidents, dont quelques-uns n'ont pas été rapportés aussi promptement que la loi le requiert. J'ai dû comparaître plusieurs fois en cour comme témoin expert en des causes pour dommages résultant d'accidents. (Un état détaillé de ces accidents se trouve dans nos bureaux, où l'on peut les consulter.)

## EDIFICES PUBLICS.

La destruction, par le feu, de l'école de Colingwood, le 4 mars 1908, et l'épouvantable perte de vie causée par cette catastrophe ont produit un sentiment de profonde tristesse parmi les parents et aussi parmi les autorités en charge des écoles. Par suite de l'effroi provoqué par cet incendie, on a requis, en plusieurs circonstances, les services des inspecteurs, pour leur faire indiquer les points défectueux et laissant à désirer dans un grand nombre de différentes écoles. Nous nous sommes rendus à toutes ces demandes. Mais ce sentiment de frayeur s'est vite dissipé, et, lorsque les parties intéressées ont commencé à évaluer les dépenses à encourir, leur zèle s'est beaucoup modéré, de sorte qu'il reste encore beaucoup à faire pour donner à nos écoles toute la sûreté que comportent le savoir et la prudence humaine.

A ce sujet, je dois attirer votre attention sur certains états de choses qui sont venus à ma connaissance. Habituellement, en visitant ces institutions, nous examinons les appareils qui peuvent y être installés pour éteindre un

commencement d'incendie; ces appareils consistent surtout en extincteurs chimiques. J'ai constaté qu'une demande d'indiquer comment on manierait ces appareils, en cas de nécessité, amenait une description verbale de la manière dont la chose devrait se faire. Non satisfait de cette explication, j'ai essayé personnellement ces extincteurs et j'en ai trouvé au-delà de cinquante pour cent d'inefficaces. Pour un grand nombre d'entre eux, des années s'étaient écoulées depuis qu'on y avait touché et, quand on les faisait fonctionner, leur tuyau se détachait ou se cassait et l'inspecteur, pour toute compensation, s'en retournait avec un habit abîmé d'un composé de poussière, de soda et de vert-de-gris. En certains cas, j'ai trouvé ces extincteurs chimiques chargés d'eau seulement. A ce sujet, je me permettrai d'attirer respectueusement l'attention du gouvernement sur ce que je crois être un changement nécessaire, non dans la loi concernant les édifices publics, mais dans la loi scolaire, article 252, qui dit : "les maisons d'écoles doivent être construites conformément aux plans et devis approuvés ou fournis par le surintendant de l'instruction publique."

En certaines occasions, j'ai trouvé qu'il était nécessaire de classer comme dangereuses quelques-unes de ces écoles et d'ordonner que des changements fussent faits soit dans les portes, en les faisant s'ouvrir à l'extérieur, soit en ajoutant des escaliers à l'intérieur ou en dehors. Il n'est presque pas nécessaire d'ajouter que ces défauts de construction donnent lieu à des expériences très pénibles. Un édifice dont les plans avaient été soumis au gouvernement et approuvés par lui, lorsqu'il était représenté par le bureau du surintendant de l'instruction publique, n'a pas été approuvé par le même gouvernement, qui a ordonné que des changements soient faits, lorsqu'il était représenté par le bureau d'inspection des établissements industriels et des édifices publics. Cet état de choses est certainement déplorable, et il faudrait modifier la loi scolaire de manière à ce que l'on mette ces édifices dans un état convenable, non seulement au point de vue de l'hygiène, de l'éclairage et de la spaciosité, mais aussi au point de vue de leur sûreté.

J'avais espéré pouvoir publier quelques statistiques des travaux faits durant l'année, mais j'ai trouvé que la chose était absolument impossible avec le personnel actuel du bureau. Mon temps, qui devrait être presque entièrement consacré aux travaux extérieurs, s'est dépensé pour rencontrer les exigences des travaux d'urgence du bureau : correspondance, rapports, etc. Je suis heureux de pouvoir déclarer que le nouvel inspecteur, M. Félix Marois, m'a beaucoup aidé, mais, malheureusement, il ne peut consacrer tout son temps au travail d'inspection, car ses autres fonctions touchant le règlement des différends industriels, comme greffier du conseil de conciliation et d'arbitrage, en prennent une proportion considérable. Ce bureau a aussi perdu un employé très énergique, laborieux et fidèle, dans la personne de M. J. A. Alarie, dont la mort, arrivée le 6 de novembre 1907, donne lieu à bien des regrets. Nous avons aussi perdu les services d'une inspectrice zélée et capable dans la personne de mademoiselle A. Deguise; bien que nous ayons beaucoup regretté sa démission au point de vue des intérêts du service, elle s'en est néanmoins allée avec nos meilleurs souhaits de bonheur dans son nouvel état de vie.

J'ai fait cent trente visites d'inspection durant l'année, et ai assisté au congrès des Unions Nationales de Métiers et de Travail du Canada, tenu à

Sydney, Cap Breton, en septembre 1907, et aussi à la convention annuelle de l'Association Internationale des Inspecteurs de manufactures, tenue à Toronto, en juin 1908.

Le tout respectueusement soumis,

P.-J. JOBIN,

Inspecteur.

# RAPPORT DE M. FELIX MAROIS.

Québec, 2 juillet 1908.

L'honorable ministre des Travaux Publics  
et du Travail.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon premier rapport comme inspecteur des établissements industriels et des édifices publics, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

Vu mes nombreuses occupations, comme officier conciliateur dans les différends industriels, je n'ai pu consacrer qu'à peu près la moitié de mon temps à l'inspection des établissements industriels et des édifices publics.

La plus grande attention possible a été donnée à la partie de la loi concernant l'emploi des enfants dans les fabriques. A cette fin, M. Jobin, Mlle Deguise et moi, avons cru bon de nous rendre ensemble, dans une même localité, afin de pouvoir faire une enquête complète sur l'âge des enfants employés dans l'industrie. En travaillant de cette manière, nous avons constaté que les résultats étaient meilleurs, attendu que tous les industriels de cette localité se trouvaient à recevoir la visite de l'inspecteur le même jour, et ne pouvaient se plaindre que la loi n'était pas justement appliquée.

C'est aussi une campagne d'éducation que nous avons eu à faire, car un grand nombre de propriétaires d'usines et de fabriques semblaient ignorer la loi réglementant l'emploi des enfants mineurs. Nous croyons avoir réussi à éliminer cette ignorance de la loi, et je suis d'opinion que les employeurs n'auront plus à alléguer, comme excuse, qu'ils ne connaissaient pas cette loi, quand ils seront pris en défaut au sujet de l'emploi des enfants en bas de l'âge fixé par la loi.

Partout où je me suis présenté, j'ai été bien accueilli, et là où j'ai exigé le renvoi des enfants qui n'avaient pas l'âge voulu, les patrons l'ont fait de bonne grâce.

Cependant, monsieur le ministre, je dois porter à votre connaissance le fait suivant :

A plusieurs reprises, les inspecteurs ont été informés que des enfants en bas de l'âge étaient employés à la cartoucherie de Québec.

Le 7 octobre 1907, accompagné de Mlle A. Deguise, inspectrice, je me présentai au bureau du lt.-col. Gaudet et lui demandai la permission de faire une visite d'inspection à la cartoucherie, afin de vérifier, conformément à la loi des établissements industriels, l'âge des filles et des garçons qui y sont employés.

M. Gaudet me refusa cette permission, donnant pour raison que les établissements industriels, sous le contrôle du gouvernement fédéral, n'étaient pas soumis à la loi provinciale; que le gouvernement avait ses inspecteurs pour faire observer les lois, et qu'aucune infraction ne lui avait été rapportée.

M. Gaudet se déclara prêt à recevoir tout rapport d'infraction à la loi qu'on pourrait lui signaler, mais il ne peut pas permettre que des officiers du gouvernement provincial fassent enquête à l'intérieur des établissements sous son contrôle. Il nous déclara aussi qu'il prenait toute la responsabilité du refus qu'il venait de donner aux inspecteurs, et il ajouta que nous pouvions en informer notre ministre si nous jugions à propos de le faire.

Nous lui avons offert des copies de la loi et des règlements, et il refusa également de les recevoir.

Voyant que M. Gaudet refusait absolument de nous laisser exercer nos devoirs d'inspecteurs dans la cartoucherie de Québec, nous nous sommes retirés.

Depuis la mise en force de la nouvelle loi concernant les édifices publics, passée à la dernière session de la législature, M. Jobin et moi avons fait une nouvelle inspection des écoles sous le contrôle de la commission scolaire catholique, notamment à Québec et aux Trois-Rivières. La commission est décidée à faire tout ce qui est humainement possible pour prévenir les pénibles catastrophes qui arrivent malheureusement trop souvent. Les facilités d'évacuation de ces édifices, c'est-à-dire les portes, les escaliers intérieurs et extérieurs, ont reçu un examen minutieux, ainsi que les moyens de combattre un commencement d'incendie. L'exercice des élèves, ayant pour but de leur rendre familière l'évacuation prompte d'un édifice, a été aussi fort recommandé. Cet exercice, outre les avantages qu'il comporte au point de vue de la discipline, deviendra bientôt, à titre de leçons de choses, une partie régulière des cours de la classe. Il reste encore plusieurs améliorations à mener à bonne fin, mais avec le bon vouloir et l'entente que l'on y met, ces améliorations deviendront bientôt un fait accompli.

La commission scolaire protestante n'a pas autant d'écoles à surveiller que la commission catholique, mais elle semble bien déterminée à faire tout

ce qui dépend d'elle pour pourvoir ces écoles de toutes les améliorations modernes. Je puis ajouter que les autorités en charge de ces écoles ont conscience de toute la responsabilité qui leur incombe.

Voici la récapitulation des inspections que j'ai faites durant l'année :

## ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET EDIFICES PUBLICS

|   | Nombre<br>de visites |
|---|----------------------|
| Académies.. . . .                             | 6                    |
| Ateliers de mécaniciens... . . . .            | 6                    |
| Boulangerie.. . . .                           | 1                    |
| Briqueterie... . . . .                        | 1                    |
| Buanderies... . . . .                         | 4                    |
| Couvents... . . . .                           | 9                    |
| Cyclorama.. . . .                             | 1                    |
| Eglises... . . . .                            | 11                   |
| Enquêtes dans les causes d'accidents.. . . .  | 10                   |
| Fabriques de bonbons.. . . .                  | 1                    |
| “ de boîtes en papier.. . . .                 | 1                    |
| “ d'aluminium.. . . .                         | 1                    |
| “ de carbure... . . . .                       | 1                    |
| “ de corsets.. . . .                          | 1                    |
| “ de cigares.. . . .                          | 2                    |
| “ de chaussures.. . . .                       | 7                    |
| “ de chemises et de pantalons... . . . .      | 2                    |
| “ de chaudières à vapeur.. . . .              | 2                    |
| “ de cierges... . . . .                       | 1                    |
| “ de fusils et de carabines.. . . .           | 1                    |
| “ de clous et de broquettes... . . . .        | 1                    |
| “ de jupes de robes.. . . .                   | 2                    |
| “ de papier... . . . .                        | 1                    |
| “ de portes et de châssis.. . . .             | 4                    |
| “ de souliers mous, gants et mitaines.. . . . | 4                    |
| “ de tricots et lainages... . . . .           | 2                    |
| “ de vermicelle.. . . .                       | 1                    |
| “ de voitures... . . . .                      | 2                    |
| Fonderies.. . . .                             | 1                    |
| Filatures en cotonnades... . . . .            | 3                    |
| Hôtels.. . . .                                | 2                    |
| Hospices... . . . .                           | 4                    |
| Imprimeries... . . . .                        | 12                   |
| Maisons d'école.. . . .                       | 33                   |
| Mégisseries... . . . .                        | 4                    |
| Moulins à scie.. . . .                        | 27                   |
| Moulin à dépecer ou écorcer... . . . .        | 3                    |

|  | Nombre<br>de visites |
|--|----------------------|
| Moulin à carder.. . . . .  | 1                    |
| Moulins à farine... . . . .  | 2                    |
| Moulins à blanchir et menuiserie.. . . .                                 | 8                    |
| Patinoirs à roulettes... . . . .   | 2                    |
| Séminaires... . . . .  | 3                    |
| Tanneries.. . . . .  | 4                    |
| Théâtres et salles de vues animées... . . . .                            | 16                   |
| Usines de réparations pour chemins de fer.. . . .                        | 2                    |
| Usines fournissant l'éclairage et la force motrice électrique... . . . . | 4                    |

Je ne puis clore ce rapport sans vous exprimer le regret avec lequel j'ai appris la démission de mademoiselle Alice Deguise, comme inspectrice des établissements industriels et des édifices publics.

En perdant Mlle Deguise, le bureau des inspecteurs perd une inspectrice compétente qui, par son dévouement et le tact avec lequel elle a rempli ses devoirs, a rendu des services signalés, tant aux patrons qu'aux ouvrières.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

FELIX MAROIS,

Inspecteur.

## RAPPORT DE M. R.-H. GOOLEY.

(Traduction.)

Coaticooke, 30 juin 1908.

Honorable L. A. Taschereau,

Ministre des Travaux publics et du Travail,

Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics dans les Cantons de l'Est, pour l'année finissant le trentième jour de juin 1908, ainsi que les états en tableaux et détaillés qu'exigent les règlements de votre département.

## CONSIDERATIONS GENERALES

### *Condition des établissements industriels.*

Vu le malaise qui règne sur les marchés monétaires et la dépression industrielle qui s'est manifestée dans d'autres parties du monde, j'ai grand plaisir

à pouvoir déclarer, dans ce rapport, que ni l'un ni l'autre de ces revers n'a affecté, d'une manière sensible, les entreprises industrielles dans mon district. La plupart des établissements ont été et sont en opération au maximum de leur rendement avec assez de commandes en vue pour garantir la continuation de leur activité. Il y en a eu quelques-uns qui ont été obligés de réduire le nombre de leurs employés ou de diminuer les heures de travail par jour, et d'autres qui ont été obligés d'augmenter leur matériel et leur personnel. Plusieurs industries nouvelles ont été établies dans ce district durant l'année, et il a été fait aussi de grandes additions aux anciennes industries. La plus importante de celles-là est la fabrique Fairbanks, à Sherbrooke, et parmi celles-ci les plus importantes sont "The Dominion Textile Works" à Magog, "The Paton Manufacturing Company", à Sherbrooke, et "The East Angus Paper Works".

J'attribue cette confiance de l'industrie au fait que nous sommes un peuple agricole, et tant que les cultivateurs jouiront de la prospérité, toutes les autres industries n'ont rien à craindre. Jamais les cultivateurs de mon district n'ont été dans une condition plus prospère qu'aujourd'hui, en dépit des temps de pénurie qui règnent dans les autres parties du continent et qui reflètent directement sur la prospérité des autres industries.

### NATURE DE MES DEVOIRS

Je constate que plus un inspecteur travaille plus il a de choses à faire. Quand j'ai commencé ce travail, je n'avais qu'à faire mes inspections et à donner mes ordres; mais maintenant j'ai à voir à ce que les ordres donnés au cours d'une inspection précédente soient exécutés. Si je ne faisais pas cela, mon ouvrage serait inutile. Nos lois concernant les édifices et les établissements industriels sont justes et raisonnables, et il est de l'intérêt public qu'elles soient parfaitement mises en vigueur, même s'il faut pour cela beaucoup de temps et de patience de la part de l'inspecteur.

La question des accidents exige une attention toute spéciale. Tout accident d'une nature un peu grave a fait le sujet d'une enquête aussitôt qu'on m'en a informé. J'ai trouvé que cela était beaucoup plus satisfaisant et pour le patron et pour l'employé, et en me rendant sur les lieux où l'accident est arrivé, je puis conférer directement et efficacement avec le patron et lui faire immédiatement isoler comme il le faut la machine dangereuse ou remédier à l'endroit dangereux dans sa fabrique.

Je voudrais ajouter un mot ici sur ce que je pense de notre loi des établissements industriels. A la Convention Internationale des Inspecteurs, tenue cet été à Toronto, et à laquelle j'ai eu l'honneur et le plaisir d'assister, j'ai remarqué que les inspecteurs de tout le Canada et des Etats-Unis faisaient continuellement allusion aux lois de différents pays et indiquaient en quoi ces lois étaient préférables aux leurs. Quand je vins à faire la comparaison de ces lois avec la nôtre, j'ai constaté qu'on avait déjà incorporé ces amendements dans notre loi. Cela veut dire que notre loi contient déjà toutes les améliorations suggérées à la convention. Cet état de choses satisfaisant ne s'est pas produit accidentellement. Cela indique plusieurs jours de travail ardu de la part de notre inspecteur en chef; mais il a maintenant la satisfaction de voir le résultat d'un travail bien fait.



## ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS

Depuis mon dernier rapport, j'ai inspecté 210 établissements industriels. J'ai le plaisir de pouvoir déclarer qu'à mesure que les propriétaires et les gérants de ces établissements s'accoutument à mes inspections, ils deviennent plus enclins à m'aider dans mes fonctions. Je trouve beaucoup plus facile et plus satisfaisant de faire une inspection quand le gérant s'en occupe lui-même avec moi que lorsqu'il agit comme si j'allais là pour lui susciter des ennuis et lui faire faire des dépenses inutiles.

## PROTECTION CONTRE LE FEU

Il y a encore beaucoup à faire avant que les établissements industriels de mon district donnent satisfaction en ce qui concerne les dispositions de sécurité. Durant le cours de l'année dernière, j'ai fait ériger ou installer six appareils de sauvetage en cas d'incendie, des modèles les plus nouveaux et les plus perfectionnés, dans les plus grandes fabriques. Il y a encore plusieurs établissements qui ont négligé cette importante précaution, mais j'espère pouvoir en faire comprendre aux propriétaires l'importance et la nécessité dans un avenir prochain. Je trouve qu'il est difficile de convaincre ces gens-là du danger que courent leurs employés dans le cas d'une panique qui se produit presque toujours lorsqu'un incendie se déclare soudain. Ils peuvent faire évacuer leurs bâtisses en trois à cinq minutes dans les circonstances ordinaires, et ils pensent qu'ils pourraient faire la même chose si la bâtisse était pleine de feu ou de fumée. D'après le nombre susdit d'appareils de sauvetage érigés durant l'année dernière, vous pouvez voir que j'ai assez bien réussi à les convaincre des avantages qu'il y a à se trouver prêt à parer au besoin.

Dans plusieurs endroits, j'ai aussi fait mettre partout les meilleurs extincteurs, et dans d'autres j'ai fait installer des tuyaux fixes.

## APPAREILS DE SURETE

Quant aux appareils de sûreté, je n'ai rencontré que peu de difficulté à faire poser de meilleures gardes possibles partout où il y en avait besoin et où cela était possible. Il y a encore beaucoup à faire pour améliorer ces gardes de sûreté. Plusieurs contremaîtres seraient heureux de pourvoir leurs machines dangereuses de meilleures inventions protectrices, s'ils pouvaient s'en procurer ou s'ils savaient où en trouver. Il y a un vaste champ d'action ouvert aux gens qui ont le génie de l'invention dans la recherche de ces appareils de sûreté pour les machines dangereuses. Un grand nombre d'accidents sont dus au fait que les machines n'étaient pas protégées de la meilleure manière possible, ni même protégées par les appareils les plus nouveaux et les plus améliorés. J'espère obtenir, et c'est ce que je cherche, une grande amélioration dans les appareils de sûreté pour toutes les machines économisant le travail. Le nouveau musée ayant pour objet de faire voir les différents nouveaux appareils de sûreté, qui est actuellement à peu près complété, aidera beaucoup à tous ceux qui cherchent des meilleurs moyens de protection contre leurs instruments dangereux. On a fait beaucoup sous ce rapport dans les années passées, où l'on fera davantage à l'avenir.

Je regrette de n'avoir pu encore inspecter toutes les petites scieries de mon district. Il y a beaucoup à faire dans ces scieries, vu qu'elles sont construites et exploitées sans que l'on prenne les moindres précautions pour la sécurité des employés. Les propriétaires ne sont pas beaucoup à blâmer, car on ne leur a jamais signalé les endroits dangereux, et on ne leur a jamais dit comment les protéger. Il n'y en a qu'un petit nombre d'entre eux qui sachent qu'il y a une loi qui les oblige à mettre des appareils de protection dans les endroits dangereux, ou qu'ils sont responsables de la sûreté de leurs employés. Il est beau, cependant, de remarquer qu'aussitôt qu'on leur signale des endroits ou des machines dangereuses, ainsi que les lois qui les concernent, non seulement ils le veulent bien mais ils se hâtent de se conformer à la loi.

Ils avaient sans doute toujours compris le danger mais ils n'avaient jamais songé à trouver le moyen de s'en garer. Tout ce qu'il y a à faire dans ces endroits, c'est un travail fatigant qui consiste à aller d'une scierie à l'autre et faire connaître à leurs propriétaires la loi qui les régit et la meilleure manière de pourvoir à la sûreté de leurs employés.

L'année prochaine, j'ai l'intention de m'occuper beaucoup de ces petites industries. Quoique dans la plupart de ces endroits, il n'y ait que peu d'hommes d'employés, néanmoins une vie ou un membre a tout autant de valeur pour celui qui y travaille que dans toute autre grande fabrique. Je me serais occupé de ces scieries avant aujourd'hui; seulement lorsque je suis entré en fonction il y a moins de trois ans, j'ai trouvé tant à faire dans les industries plus considérables et plus importantes que tout mon temps y a été consacré; mais maintenant que j'ai pu faire mettre ces grands établissements en assez bon état, je puis porter mon attention sur les plus petits. Et, en outre, vu qu'il s'est produit de grands désastres dans les écoles et les théâtres, le public a réclamé une bonne partie de mon temps et de mon attention pour faire mettre dans un état aussi sûr que possible les endroits où la foule s'assemble en grand nombre. Quand je ferai mon prochain rapport, j'espère pouvoir dire que les petites scieries dans les Cantons de l'Est sont dans un état aussi sûr et aussi hygiénique que dans tout autre district de la province.

## HYGIENE

Les dispositions hygiéniques accusent une grande amélioration sur ce qu'elles étaient quand je suis entré en fonction. Ça été une des choses les plus difficiles que j'aie eu à vaincre. Je pouvais bien persuader aux patrons qu'il y allait de leur intérêt de tenir leurs établissements dans le meilleur état hygiénique possible, mais quand j'en étais rendu là mon travail ne faisait que de commencer. Plusieurs employés qui ne sont pas habitués à faire grand cas de la propreté chez eux, sont encore bien moins particuliers aux endroits où ils travaillent. En certains cas, je me suis adressé aux ouvriers eux-mêmes et j'ai essayé de les convaincre des avantages de tenir leur local propre et salubre, et souvent je n'ai rencontré que très peu de succès. Cependant, cette partie de mon travail ne me rebute pas, car je puis voir qu'il y a constamment amélioration, et que les ouvriers viennent à comprendre et à apprécier les efforts que l'on fait dans leur intérêt. J'ai insisté sur l'installation de lavoirs et de cabinets d'aisance, pour hommes et pour femmes séparément, dans tous les grands établissements où les deux sexes sont employés; dans les petits établis-

sements, j'ai été obligé de me contenter d'arrangements moins perfectionnés, mais j'ai toujours insisté pour que l'on fit les meilleurs arrangements que permettaient les circonstances.

Une grande difficulté qui se présente quant aux lavoirs, c'est que lorsque le patron a installé les meilleurs appareils, certains employés, pour des motifs d'eux seuls connus, les obstruent volontairement en y jetant toutes sortes de déchets. C'est un état de choses regrettable à voir qu'un ou plusieurs individus négligents ou malicieux puissent à ce point nuire et porter préjudice à leurs compagnons. Afin de remédier à cela, je suggérerais que dans toutes les fabriques où il y a plus de cent employés, il y en eût un d'engagé, que l'on appellerait "l'homme du lavoir", dont le devoir serait de veiller sur ce lavoir pour empêcher que l'on bouche les tuyaux d'égout ou qu'on détériore ou détruise la propriété.

Il y a une fabrique dans mon district où je suis fier de ce que j'ai pu accomplir avec un peu de raisonnement et de persuasion. C'est une fabrique de cigares. En faisant mon inspection, j'avais remarqué que les cigariers enlevaient avec leurs dents l'extrémité des cigares. J'en ai d'abord parlé aux employés et j'ai essayé de les convaincre que cette manière d'agir serait de nature à faire contracter toute maladie qu'ils pourraient avoir à ceux qui fumeront les cigares. Ils voulaient bien admettre qu'il était possible que le tabac retint des germes jusqu'à ce que les cigares fussent achetés et fumés, mais ils ne voulaient pas changer de méthode, parce qu'ils croyaient pouvoir faire les cigares plus vite en se servant de leurs dents. J'en ai alors parlé au propriétaire. Il a d'abord compris la force de mon raisonnement, mais il ne voulait pas adresser d'avis à ses employés à moins que je ne m'en rendisse responsable. Je cherchai dans la loi une disposition donnant droit de mettre fin à cette pratique, mais je ne pus la trouver. Je suis alors retourné trouver le propriétaire et je l'ai engagé à en parler à ses employés, avec ce résultat qu'on en est venu à un arrangement par lequel tous les cigares doivent être coupés au lieu d'être mordus. Aujourd'hui, les ouvriers sont contents et heureux de ce que cette pratique délétère ait pris fin, et leurs cigares sont maintenant annoncés avec la marque de fabrique "Cigares hygiéniques". Je crois que ce sera le moyen d'amener les autres fabricants à adopter la même méthode de fabrication, vu que cette fabrique fait mettre en évidence les dangers qu'offre l'ancien procédé.

## NOMBRE D'EMPLOYES

Dans les 210 établissements industriels que j'ai inspectés l'année dernière, il y avait d'employés 7307 hommes, 1588 femmes dépassant l'âge de 18 ans, 757 garçons âgés de quatorze à dix-huit ans, et 760 filles, âgées de quatorze à dix-huit ans.

## ACCIDENTS

Durant l'année, soixante-trois accidents m'ont été formellement rapportés. Cinq de ces accidents ont été fatals ; dans trois il y a eu côtes brisées ; trois provenant de roues émeri ; deux causés par des scies à refendre ; deux pertes de doigts en nettoyant des machines en mouvement ; trois bras cassés ; quatre

jambes cassées ; deux dislocations d'épaules ; une blessure au côté ; une blessure au dos ; trois blessures aux yeux, dans l'un de ces cas, l'oeil a été perdu ; une blessure au cuir chevelu ; cinq pertes de doigts sur des scies rondes ; quatre lacérations de corps ; trois pertes de doigts par des engrenages ; trois meurtrissures sur la tête ; deux pertes de doigts sur une machine à varloper ; cinq coupures par un scie à planche ; trois brûlures dans des fonderies ; deux doigts affreusement coupés ; deux dislocations du pouce, et trois accidents par échaudures.

Dans chacun de ces cas susmentionnés, j'ai fait des enquêtes sur place aussitôt que les accidents m'ont été rapportés. Il y a eu très peu de cas où l'on pouvait attribuer du blâme à quelqu'un, la cause la plus fréquente de l'accident provenant toujours de ce que l'ouvrier, après s'être servi longtemps et constamment d'une machine, devenait insouciant et trop confiant en lui-même. Dans quelques-uns de ces cas, les accidents auraient pu être évités si la machine avait été mieux isolée ; mais je ne puis pas en blâmer les patrons, car dans la plupart des cas ils avaient des appareils de protection aussi bons qu'ils pouvaient en avoir. Dans quelques cas, j'ai constaté que les patrons avaient pourvu les machines de bons appareils protecteurs, mais les anciens employés qui s'étaient servis de ces machines durant des années sans aucun protecteur trouvaient ceux-ci nuisibles et un obstacle à la rapidité de leur ouvrage et les avaient ou bien enlevés complètement ou bien détournés de leur chemin.

Outre les causes ci-dessus, qui m'ont été formellement rapportées, j'ai fait des recherches au sujet de plusieurs accidents qui ne m'ont pas été rapportés. Plusieurs fois, la première nouvelle que j'ai eu d'accidents ça été dans les journaux de l'endroit. J'ai suivi la même conduite pour ceux-ci que pour les autres qui m'étaient régulièrement rapportés, et j'ai fait remarquer au patron quels étaient ses devoirs lorsqu'un accident se produisait dans son établissement.

### INSPECTION DES CHAUDIERES A VAPEUR

Les nouveaux règlements divisant la province en districts et assignant certains inspecteurs à ces districts sont d'un précieux appoint en rendant ce travail plus méthodique, plus facile et plus satisfaisant pour l'inspecteur comme pour le propriétaire. En mettant les bouilloires des fromageries et des beurrieres sur le même pied, quant à l'inspection, que les bouilloires des établissements manufacturiers, on a donné aux inspecteurs une tâche assez désagréable. vu que les propriétaires objectent souvent à ce que leurs bouilloires soient inspectées. Dans certains cas particuliers, l'année dernière, j'ai été obligé de visiter ces fabriques avant que l'on consentit à se soumettre à l'inspection. Le nouveau règlement n'a pas été appliqué partout, et j'espère qu'à l'avenir le travail se fera mieux que lorsque ces bouilloires étaient exemptées.

Il est malheureux que tant de bouilloires et de machines à vapeur dans ce pays soient sous la direction de mécaniciens inexpérimentés et inhabiles. Plusieurs de ceux qui sont porteurs de certificats accordés avant que les règlements fussent aussi rigoureux qu'ils le sont maintenant, ne sont pas aussi experts que d'autres qui n'ont aucun certificat. Lorsque je fais mes inspections, j'ai toujours l'oeil aux mécaniciens inexpérimentés et inhabiles, et quand j'en trouve un, j'en informe l'inspecteur des chaudières à vapeur du district et je vois à ce

qu'il s'en occupe. De cette manière, j'ai réussi à en faire breveter quelques-uns et à débarrasser d'autres qui ne pouvaient pas obtenir de certificat. Le récent règlement exigeant l'enregistrement de tous les certificats émis au bureau de l'inspecteur en chef aidera beaucoup à retracer tous les mécaniciens diplômés.

Durant l'année, 276 inspections de chaudières à vapeur ont été faites par les inspecteurs du gouvernement et 113 par les inspecteurs des compagnies d'assurance sur les chaudières à vapeur.

### PLAINTES.

Je suis heureux de pouvoir affirmer dans ce rapport que je gagne la confiance des employés. Les deux premières années que j'ai été employé comme inspecteur, les ouvriers, chaque fois qu'ils avaient une plainte à faire, la faisaient bien mais ils ne voulaient pas signer leurs noms. Ils faisaient cela parce qu'ils craignaient que je ne transmise leur plainte à la direction et que je ne les fis connaître, ce qui dans un grand nombre de cas aurait voulu dire renvoi. L'année dernière, j'ai reçu quinze lettres anonymes ; cette année je n'en ai reçu qu'une, mais j'en ai reçu douze qui étaient dûment signées par des employés. Dans chacune, ils expliquaient leur embarras, mettant leur confiance en moi, et ils me demandaient de remédier à la situation pour eux. Quatre de ces plaintes avaient pour objet de demander de meilleures dispositions pour le lavoir ; deux demandaient de la meilleure eau à boire, et quelque arrangement convenable pour que les employés pussent se laver ; dans une on se plaignait du voisinage insalubre ; dans cinq on se plaignait des heures durant lesquelles on était obligé de travailler. Sans doute, on peut s'attendre à ce que l'employé en profite pour faire des plaintes non fondées, et seulement dans le seul but de créer des ennuis. Dans certains cas, en faisant des investigations sur des plaintes, j'ai trouvé les conditions dans les ateliers et autour beaucoup meilleures qu'autour des demeures de ceux qui avaient porté les plaintes.

Il y a eu moins de plaintes cette année au sujet des machines non isolées. J'attribue cela au fait que les patrons obéissent aux ordres qu'on leur donne. On pourrait supposer qu'une fois que la fabrique a été inspectée et que les ordres sont donnés, les propriétaires devraient immédiatement se conformer à la loi. C'est vrai, mais ce n'est pas ce qui se fait. Nous autres, les inspecteurs, sommes bien revêtus de l'autorité suffisante pour faire respecter la loi ; mais si nous allions insister sur l'exécution immédiate de tous les ordres, dans bien des cas cela impliquerait la nécessité de fermer les fabriques durant quelques jours, et de se faire pour jamais des ennemis des propriétaires, et dans quelques-unes de petites fabriques, cela serait impossible, car la dépense serait assez grande pour embarrasser les propriétaires dans leurs finances.

### TRAVAIL DES ENFANTS

Cette partie de mon travail exige encore beaucoup de mon attention. L'embarras n'est pas tant du côté du patron que de celui des enfants et de leurs parents. Pratiquement, dans chaque cas où j'ai trouvé des enfants qui n'avaient pas l'âge légal travaillant dans les fabriques, les patrons agissaient de bonne foi, honnêtement, croyant que les enfants avaient atteint l'âge légal. Aussitôt qu'un enfant est assez vieux pour courir dans les rues, on croit qu'il

est trop vieux pour aller à l'école, et plusieurs des parents qui n'ont jamais eu l'avantage de l'instruction et qui n'en comprennent pas le bienfait, ne forceront pas leurs enfants à aller à l'école, mais au contraire, ils ont hâte de les mettre dans une fabrique. J'ai eu le concours de presque tous les chefs des grands établissements pour remédier à ce mal; la ruse des enfants et le manque de véracité des parents, dans bien des cas, réussiront à faire entrer dans la fabrique un enfant qui n'a pas l'âge légal. J'ai le plaisir de pouvoir dire que je fais des progrès sous ce rapport. Je puis voir très bien des améliorations qui s'opèrent dans toutes les parties de mon district. Ce qui m'a beaucoup aidé dans le cas présent, ça été les amendements aux lois régissant le travail des enfants. Notre inspecteur en chef en a fait une étude spéciale avec ce résultat que nous avons maintenant une loi qui ne le cède à aucune autre quant à son mode facile et justifiable d'application.

Un autre grand auxiliaire à cette oeuvre, ce sont les écoles du soir dont deux ont été établies dans mon district dans le cours de l'année dernière. Il est surprenant et consolant de voir avec quel enthousiasme les ouvriers se mettent à fréquenter les écoles du soir. Ce ne sont pas seulement les jeunes garçons qui y assistent, mais des hommes, dont quelques-uns ont même atteint la cinquantaine, qui ne pouvant lire un mot ou signer leur nom, désirent maintenant profiter de l'occasion d'obtenir un peu d'instruction. Une de ces écoles a été ouverte dans la ville de Magog. Au début, il était difficile d'y intéresser les ouvriers des fabriques. Ça commencé avec quelques-uns des plus intelligents des employés qui, avant la fin de l'hiver, ont monté en grade dans la fabrique, ce qu'ils n'auraient jamais pu faire s'ils n'avaient appris à lire un peu et à signer leur nom. Cela a encouragé les autres à y assister et à forcer leurs enfants d'y assister. Le résultat, c'est que pratiquement aujourd'hui, chaque ouvrier de la fabrique de Magog prend intérêt à l'école du soir et ceux qui n'ont pas déjà une assez bonne instruction seront élèves de l'école du soir l'hiver prochain. Il est surprenant de voir quelle aide un peu d'instruction chez les employés donne à la mise en vigueur de la loi concernant le travail des enfants. Aussitôt que ces gens peuvent constater les avantages de l'instruction, ils veulent que leurs enfants en reçoivent autant que possible. Comme preuve de cela, il y avait deux individus à Magog qui m'ayant donné de faux certificats sur l'âge de leurs enfants vinrent me trouver, reconnurent que les certificats étaient faux, retirèrent leurs enfants de la fabrique et les mirent à l'école. Ce qu'il nous faut maintenant c'est un meilleur système d'externats, et plus d'écoles du soir, et l'abus du travail des enfants disparaîtra. Je m'efforce sincèrement d'encourager les enfants à fréquenter les écoles du jour et celles du soir comme étant le moyen le plus efficace pour mettre fin à ce fléau.

## CONSTRUCTION

Sur les 210 établissements industriels inspectés par moi durant l'année dernière, 125 étaient des bâtisses construites en bois, soixante-deux en briques, quatorze couvertes ou lambrissées en métal, sept en pierre et deux en ciment.

## EDIFICES PUBLICS

J'ai consacré beaucoup de temps à cette partie de mon ouvrage, et j'ai le plaisir de pouvoir dire que j'ai fait beaucoup de bien en faisant installer des appareils de sauvetage en cas d'incendie, et surtout dans les pensionnats de

mon district, tels que couvents, séminaires, écoles des frères, collèges de filles, collèges protestants, etc. L'année dernière, j'ai pourvu suivant la loi aux besoins de plusieurs des endroits susmentionnés, mais cette année, j'ai encore mieux réussi, car je puis dire que toutes les écoles susmentionnées de mon district, sont munies amplement d'appareils de protection en cas d'incendie ou de panique.

Il a fallu y consacrer beaucoup de temps et de patience. En certains cas, j'ai été obligé de visiter le même endroit quatre ou cinq fois avant d'en venir à mes fins, mais j'ai trouvé que c'était de beaucoup le meilleur moyen à prendre. Car si j'avais simplement inspecté les collèges et les couvents en donnant ou écrivant des ordres d'avoir à ériger des escaliers de sauvetage en cas d'incendie, j'aurais pu en trouver très peu qui se seraient conformés à la loi, mais le plus grand nombre auraient tout oublié jusqu'à ce que quelqu'un fut allé leur en rappeler la nécessité, ou qu'on ait vu dans un journal le récit de quelque désastre horrible. On se serait alors excité pendant quelques jours, pour tout oublier encore. J'ai trouvé que le meilleur moyen d'accomplir mon œuvre, surtout quant à ce qui concerne les moyens de sauvetage en cas d'incendie, c'est de faire l'inspection, et puis, si je juge la chose nécessaire, de voir à ce que l'installation des appareils se fasse de suite jusqu'à ce que l'on se soit enfin conformé aux instructions. Il est inutile d'avoir des lois si on ne les fait pas appliquer, et un inspecteur ne peut pas les faire appliquer simplement en faisant une inspection et en écrivant une lettre officielle; il doit persister dans sa demande jusqu'à ce que l'ouvrage soit fait.

Quant aux externats sous la même direction que celle susmentionnée, je dirai que je leur ai porté peu d'attention, vu que mon travail au sujet des grands pensionnats, où un grand nombre d'élèves se trouvent intéressés, a occupé tout le temps que j'avais à ma disposition pour cette partie de mon devoir.

Il y a beaucoup à faire pour rendre ces externats sûrs en cas d'incendie ou de panique, et j'appréhende plus de difficultés pour faire munir ces endroits d'appareils convenables que je n'en ai eu dans les pensionnats, vu que ces écoles sont presque toutes sous la direction des commissaires et des syndics scolaires, et ces gens, faute d'expérience, dans bien des cas, croient que tant qu'une école est un externat, il n'y a pas de dangers possibles pour ceux qui la fréquentent. Il y en aura d'autres qui diront que quand ils allaient à l'école ils n'avaient pas d'escaliers de sauvetage, etc., et qu'ils ne voient pas la nécessité d'en avoir maintenant, ou donneront plusieurs autres excuses de la même valeur. Sans doute il y a des écoles où tous les élèves se trouvent au premier étage, et l'on n'a pas besoin de s'en occuper, mais le grand nombre des externats dans les Cantons de l'Est, à peu d'exceptions près, exigent qu'on s'en occupe sérieusement, car les bâtisses ont été construites sans qu'on ait pris les moindres précautions pour obvier au cas d'incendie ou de panique.

Le désastre de Hochelaga a tellement excité l'esprit public que pendant quelque temps, tous les corps dirigeants des institutions publiques voulaient avoir quelque appareil de sauvetage en cas d'incendie. Quand j'ai vu ces gens-là, j'ai souvent constaté qu'ils étaient fermement décidés et désireux de faire installer n'importe quel appareil que je recommanderais; mais une fois

l'excitation passée, l'intérêt a diminué, et il était difficile de faire poser un appareil quelconque de sauvetage. Dans les villes, je ne suppose pas que les inspecteurs rencontrent de ces ennuis autant que les inspecteurs de la campagne, vu que dans les villes les commissaires et les syndics ont juridiction sur un grand nombre d'écoles, et quand une fois une amélioration est décidée un grand nombre d'endroits en sont pourvus ; mais, dans la campagne, chaque localité a ses officiers avec une juridiction sur un petit nombre d'écoles ; par conséquent, il faut autant de travail dans chaque localité pour faire équiper une ou deux écoles qu'il en faut dans les villes pour plusieurs écoles.

Puis est venu le désastre de Cleveland qui a affolé l'opinion publique. Certains journaux ont répété le cri, et toute la population a semblé prise de panique. On a avancé des idées absurdes, mais les commissaires d'écoles et d'autres corporations se les ont mises en tête et n'ont pas voulu en démordre. L'oeuvre des inspecteurs aurait été beaucoup plus facile si la presse s'était contentée de donner les faits et de laisser le soin de choisir et de faire installer des appareils de sauvetage à ceux qui sont chargés de voir à ces choses-là. Il n'était pas rare de trouver des gens qui insistaient pour avoir des appareils que je n'aurais pas voulu ni pu approuver. Dans ces cas-là, je les laissais pendant quelque temps avec quelque plan pratique, et je retournais les voir plus tard, et j'emportais le morceau. De cette façon j'ai réussi à faire installer un grand nombre d'appareils de sauvetage modernes.

## PATINOIRS

Cette partie de mon ouvrage attire beaucoup l'attention publique actuellement. Dans presque toutes les villes de quinze cents habitants ou plus il y a un patinoir. Ces bâtisses ont été construites pour la plupart par des gens inexpérimentés, aussi vite et à aussi bon marché que possible, avec peu ou point de soin d'en assurer la solidité. Ces constructions sont faites sans planchers ou sans cloisons qui puissent leur servir d'appui. Après qu'elles ont subi l'effort des vents et des neiges de deux ou trois hivers, elles deviennent des endroits où il est dangereux pour le public d'entrer. Dans le cours de l'hiver dernier, j'ai été obligé d'en condamner deux. Cet été, j'ai reçu des plaintes de plusieurs chefs de famille et de corporations me demandant de prêter une attention spéciale aux patinoirs avant que commence la saison des sports d'hiver.

## SALLES DE SOCIÉTÉS

Ces salles, en règle générale, se trouvent au troisième ou quatrième étage d'un édifice qui n'a jamais été destiné à cela. Dans presque chaque localité de la campagne, il y a de trois à cinq de ces sociétés. Ces sociétés, en règle générale, se réunissent et louent une salle, où ils tiennent de trois à cinq assemblées par semaine, et certaines semaines, une assemblée tous les soirs. En général, ces assemblées sont nombreuses. Les bâtisses dans lesquelles se trouvent ces salles n'ont pas été construites dans ce but-là, et ont été construites sans qu'aucune disposition ait été prise pour parer au cas d'incendie ou de panique. Il n'y a qu'un seul escalier long et étroit, et en plusieurs cas, quand on a construit, on n'a élevé qu'un étage ; mais, à mesure que la localité a augmenté, des étages ont été ajoutés jusqu'à ce qu'on ait édifié une grande boîte à incen-



die. J'ai eu plusieurs plaintes sous ce rapport en particulier, et j'ai fait un travail assez efficace. Avant de faire mon prochain rapport, j'espère pouvoir dire que ces bâtisses ont toutes été munies d'escaliers et d'appareils de sauvetage suffisants en cas d'incendie.

### HOTELS

J'ai fait parfaitement pourvoir d'escaliers de sauvetage cinq grands hôtels et douze petits ont été munis d'hydrants, d'extincteurs, etc. Dans plusieurs des hôtels de la campagne, où il n'y a que deux ou trois étages avec de grandes salles d'entrée et de larges escaliers, à chaque bout, il n'y a pas besoin d'appareils de sauvetage, mais la plupart des hôtels des Cantons de l'Est n'ont qu'un seul escalier et des salles d'entrée très étroites. Ainsi, il serait bon d'y prêter sérieusement attention.

J'ai constaté que les hôteliers, comme classe, sont les gens auxquels il est le plus difficile de faire exécuter les ordres. J'ai reçu quelques plaintes du public voyageur contre quelques-uns des hôtels de mon district, et j'ai fait de mon mieux pour faire remédier à ces sujets de plaintes. La nouvelle loi qui exige que les hôteliers, avant de pouvoir obtenir leurs licences, présentent un certificat de l'inspecteur, va nous donner beaucoup plus de prise sur eux pour faire exécuter nos ordres.

En terminant ce rapport annuel, je désire témoigner de ma reconnaissance envers vous et le département pour les bontés et l'aide bienveillante que j'ai reçues durant l'année, surtout pour m'avoir procuré un bureau et un commis.

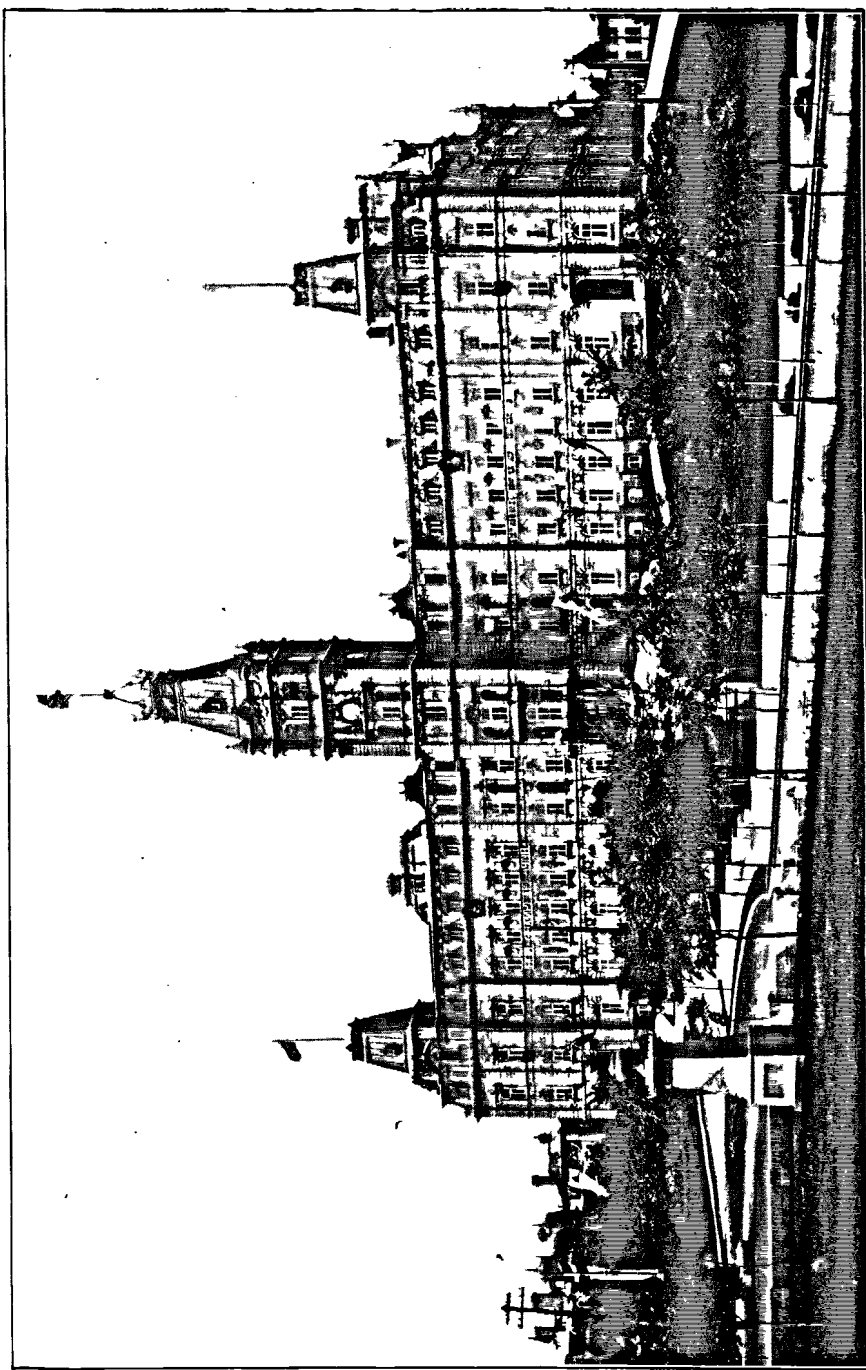
J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

R. H. GOOLEY,

Inspecteur, district des Cantons de l'Est.



FAÇADE PRINCIPALE AVEC VUE SUR L'AVENUE DUFFERIN

## APPENDICE No I

### DESCRIPTION DES TRAVAUX EXECUTES EN VUE DE LA DECO- RATION DU PALAIS LEGISLATIF, DES MINISTERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC ET DES TERRAINS Y ATTENANTS, A L'OCCASION DES FETES DU TROISIEME CENTE- NAIRE DE LA FONDATION DE QUEBEC

Cette ornementation architecturale et électrique fut conçue avec l'idée arrêtée de ne faire valoir que le décor historique déjà existant sur les édifices en question, tout en appuyant davantage sur les points particuliers que les circonstances exigeaient que l'on mît ces jours-là en évidence.

Pour atteindre ce but, le déploiement, sur les murailles et aux ouvertures, de banderoles et de drapeaux dont on abuse quelque peu dans ces fêtes, fut entièrement laissé de côté et la mise en scène, à cet égard, affectait une grande sobriété d'accessoires.

En conséquence, sur la façade principale au-dessous de l'attique, dans l'entablement principal des longs pans de l'édifice, figuraient, en des cartouches richement sculptés, peints et dorés, de grandeur monumentale, le portrait de Champlain et celui de Mgr de Laval. Le premier, à la droite, et le second, à la gauche du grand campanile central.

Aux pavillons d'angle, dans le bandeau qui dessine la division entre le premier et le second étage, des motifs d'ornementation analogues, mais de dimensions plus restreintes, contenaient du côté sud-est, l'écu du prince Henri de Bourbon, avec monogramme et millésime.

Du côté nord-ouest, celui du duc de Lévis-Ventadour.

Au-dessus de l'entrée du lieutenant-gouverneur, dans la façade de la Grande Allée, apparaissaient dans un encadrement brillamment orné de perles et de fleurs sculptées, peintes et dorées, les portraits affrontés de Sa Majesté la reine Alexandra, et de Marie de Médicis.

Sur les pans, du côté droit, dans la corniche au-dessus du deuxième étage, celui de Sa Majesté Edouard VII; du côté gauche, celui de Henri IV.

Appuyé au cordon du premier, dans le pavillon du sud-ouest, les armes d'Angleterre; du côté opposé y correspondant, l'écu de la France de nos aïeux.

A l'entrée d'honneur du Palais Législatif, au rez-de-chaussée du campanile, attachée à, et soutenue par quatre lances colossales, de couleur bronze antique, flottait une ample marquise de drap écarlate, aux multiples lambrequins galonnés d'or, ornés chacun d'une fleur de lis du même, portant au centre, le chiffre du prince de Galles "G" surmonté d'une couronne royale et des trois plumes d'autruche, en cimier, marque distinctive de son rang, puis, à dextre et à sénestre et sur les pans latéraux, celui de Champlain, sommé d'une couronne murale. Cette draperie, finement brodée de fils d'or et de soie, abritait de ses plis les armoiries de la province de Québec, sculptées en haut relief dans l'entablement du portique d'honneur.

Sur l'allée contiguë aux rampes conduisant au pied de ce portique, lesquelles embrassent la fontaine monumentale dédiée aux premiers occupants du sol canadien, les fières tribus aborigènes, se dressaient dans un parfait alignement, douze longs mâts vénitiens, moulurés, sculptés et peints de vert antique, au haut desquels se déployaient, en oriflammes, deux de chacun des drapeaux suivants : le bleu de la marine canadienne, le rouge aux armes de la Puissance du Canada, celui de la province de Québec, le fleurdelisé de la vieille France de nos pères, le tricolore de la France contemporaine, et enfin, celui de la marine marchande française au temps de Champlain : "d'azur à la croix d'argent".

Parallèlement à la Grande Allée, à quelques pas du mur d'enceinte, à l'ouverture et de chaque côté des avenues donnant accès aux édifices susdits, étaient érigés huit piédestaux ou pylônes de 21 pieds de hauteur supportant de grandes urnes remplies de fleurs.

Appliquées au dé de ces piédestaux, figuraient, entre des faisceaux d'étendards aux brillantes couleurs, les armes de Québec et des principales villes de France, les plus intimement liées aux origines de la colonie, avec le nom de chacune, inscrit en or dans la frise sur un cartouche au champ de gueules. Ils étaient disposés comme suit :

A l'entrée de l'avenue Dufferin : Brouage et Québec. A l'avenue du pavillon de la Bibliothèque : Saintes et Honfleur. A l'entrée du lieutenant-gouverneur : St-Malo et Rennes. A l'entrée de l'ouest : Rouen et Dieppe.

Autour du rond point, faisant face à la Grande Allée d'un côté, et au Palais Législatif de l'autre, s'élevaient huit autres piédestaux de même forme et d'ornementation similaire, dédiés aux principaux personnages qui présidèrent, dès le début, à l'organisation des expéditions de Champlain, et à ceux de ses compagnons qui l'aidèrent le plus dans son entreprise.

Dans l'axe et de chaque côté de l'avenue Dufferin : De Chaste, De Monts, Pontgravé et de Caën.

A angle droit, des remparts à l'entrée d'honneur : Montmorency, Caradillac, Sully et Richelieu.

Au milieu de cet entourage, l'espace circulaire situé à la rencontre de ces avenues et défini par un mur d'appui, en granit de Stanstead, avait été réservé pour y élever une construction plus magistrale, devant servir de principal motif à toute l'ornementation.

Cet édifice spécialement consacré à la mémoire de Champlain, dit du "Souvenir ou de l'abitation", consistait en un petit temple exagone, de style classique, d'une hauteur totale de 67 pieds, et d'un diamètre de 36 pieds au ras du sol, reposant sur trois stylobates superposés ; les deux premiers octogones et le troisième de forme circulaire.

De cette base, six colonnes ioniques de 21 pieds d'élévation, au fût lisse, renfermant chacune entre des anneaux sculptés un médaillon au chiffre de Champlain, supportaient un grand entablement enrichi d'un large cartouche

chargé des armoiries de la province de Québec, se développant du sommet de la corniche jusqu'au bas de l'architrave, avec la devise "Je me souviens" se déployant au-dessus de l'entrée.

Dans la frise, en haut relief, sur des panneaux ornés, étaient inscrits les millésimes 1608-1908.

De cette ordonnance s'élevait une légère coupole à six pans, entourée sur chacun d'eux de festons de feuilles et de fleurs, que surmontait la couronne royale de France, avec tous ses ornements, joyaux et attributs.

Sur le recouvrement de la partie saillante du premier stylobate et relié aux angles du second par de larges anneaux bronzés, se déroulait, en amples replis symétriques, un maître câble de mouillage.

Quatre mâts vénitiens, en tout semblables à ceux déjà décrits, portant le drapeau de la marine française en usage au 17<sup>e</sup> siècle, jalonnaient le site de l'édifice.

Au centre de l'enceinte du temple, que l'on atteignait par un escalier de dix-huit marches, sur un haut piédestal reposait le buste du héros dont nous commémorions les grandes œuvres.

Ces pylônes et ce temple, construits en bois et en ciment, étaient peints et décorés de vives couleurs, et, sur les points saillants de l'ornementation sculptée, les bronzes, or, argent, verts et rouges se mariaient d'une manière convenablement harmonisée.

La nuit, un brillant éclairage, comprenant tout près de 5,000 lumières, constituait le complément de ce décor, devant servir, conformément au programme, à dessiner toutes les grandes lignes de l'édifice, et à rendre bien apparentes toutes les sculptures et la statuaire rappelant un nom illustre dans notre histoire.

Il comportait donc une traînée de feu, dessinant la ligne supérieure de toutes les corniches, soit des attiques, soit de l'entablement principal, et les arêtes de tous les pavillons tant des centres que des angles.

Ainsi, toutes les corniches de la lanterne du campanile, de son attique, de sa coupole et de son couronnement, ses épis et sa crête jusqu'à la hampe du drapeau qui flotte au-dessus, à plus de 400 pieds au-dessus du niveau du St-Laurent, formaient dans le ciel une dentelle lumineuse.

Du sommet et de chaque côté de cette crête, trois immenses cordons de lumières aux trois couleurs, bleu, blanc et rouge, retombaient en festons jusqu'à chacun des pavillons d'angle de la grande façade.

Faisant face aux murailles de la ville, du point le plus dominant de l'attique du campanile, apparaissait, éclairé par de puissants réflecteurs, le grand cartouche renfermant sculptées en haut relief les armoiries de la Grande Bretagne, sommées du monogramme V. R.

Par le même procédé, sur le couronnement des attiques des avant-corps, se dessinaient clairement les deux beaux groupes en bronze de la Religion et de la Patrie, de l'Histoire et de la Poésie, surmontant les arceaux recouvrant les niches destinées aux statues de Champlain et de Maisonneuve.

Dans les trumeaux des longs pans de l'édifice, sur les panneaux de granite vert poli, se dessinaient en lettres d'or les noms de Marquette, Jolliet, Laveranderye, La Salle, Talon, Daulac, Beaujeu, Hertel et Iberville.

Sur la même ligne, ceux de Laval, Brébeuf et Olier, au bas des niches encore vides des statues de ces grands personnages.

Au premier, les grandes panoplies historiées, portant les noms et les armes des gouverneurs de la Nouvelle France, parmi les plus célèbres : D'Argenson, Tracy, Callières et Vaudreuil, avec ceux du régime anglais, dont nous respectons le plus la mémoire : Murray, Dorchester (sir Guy Carleton), Prevost et Bagot.

Dans le même plan, les statues de Frontenac, de Wolfe, de Montcalm et de Lévis.

Au rez-de-chaussée, les statues d'Elgin et de Salaberry. Sans omettre dans la façade du campanile, les armes de Montmagny et Dailleboust, avec les noms de Boucher et de Laviolette, et dans le vestibule extérieur, l'écu de Lansdowne et celui de Lorne, avec sa belle devise "Ne obliviscaris".

Aux endroits en premier lieu désignés, les écus et les portraits à fortes dimensions décrits plus haut, se trouvaient également placés en bonne lumière à l'aide de semblables projecteurs.

Sur la fontaine, avec ses rampes semi-circulaires, ceintes d'étincelles électriques, le groupe en bronze de la famille Abénakis qui la couronne se profilait en silhouette sombre dans l'éclat de l'entrée d'honneur, en-dessous de la grande marquise recouverte de girandoles d'étoiles.

Dans la nymphée, "le pêcheur au nigog", à la pose aisée et élégante, s'apercevait à travers un léger brouillard que perçaient les réflecteurs adjoints.

Comme dédicace à ce décor, quatre immenses inscriptions de plus de 50 pieds de développement chacune, placées à la mi-hauteur des deux élévations principales, se lisaient, en grandes lettres de feu, comme suit : au côté droit du campanile : "1608. Champlain. 1908." Du côté gauche : "1708. Laval. 1908". Sur la Grande Allée, au droit du pavillon central : "Edouard VII. 1908"; à gauche : "Henri IV. 1608."

A travers les bosquets et sur les pelouses, aux endroits indiqués, soulignées à leur base d'un liséré étincelant, surgissaient des urnes remplies de fleurs, sommant les piédestaux dont il a été fait mention.

Enfin, du centre de la place, le "temple du Souvenir" dont les faces et

le couronnement se détachaient et se lisaient en points d'argent, sur le fond sombre de l'horizon, éblouissant à l'extérieur de lumières sans nombre égrenées de sa base jusqu'à la fleur de lis de sa cime, était, au-dedans, mystérieusement éclairé par de fortes lampes électriques dont les rayons convergeants illuminaient, comme dans une auréole, les traits calmes du buste de notre héros; donnant à tout cet intérieur un caractère de solennelle et de religieuse grandeur.

Tribut éphémère, il est vrai, mais très digne, dans sa passagère durée, du grand nom dont nous honorions la mémoire.

Ce spectacle, imposant pour l'âme canadienne, ne pouvait manquer de créer une profonde impression, en la reportant à travers ce long chemin de trois siècles, parsemé de tant d'obstacles, de vicissitudes et de défaites; remontant de la pauvre *abitation* construite au bas de la falaise, sur la rive étroite du St-Laurent, jusqu'au sommet de ce promontoire de Kébec, audevant de ce Parlement, le gage de notre autonomie, sauvegarde de nos institutions politiques, et le prix de luttes incessantes, obtenu sous l'égide d'un noble drapeau que ne fut pas toujours le nôtre.

Evocation d'un passé glorieux, bien propre à soulever dans les cœurs un mouvement de vive reconnaissance envers celui dont la main toute puissante ne cessa jamais un instant de couvrir de son ombre protectrice cette petite phalange d'hommes humbles, forts et courageux que furent nos pères.

En terminant ces notes et pour les compléter, il convient, il me semble, de faire ici une mention spéciale des personnes qui ont le plus contribué à l'exécution de ce travail, et qui, durant le très court espace de six semaines, grâce à leur habileté et à un bon vouloir méritant tout éloge, ont su le conduire à bonne fin.

La liste qui suit contient leurs noms ainsi que la nature des travaux confiés à chacune d'elles.

Joseph Gosselin, de Lévis, chargé de la construction du temple, des pylônes, des mâts vénitiens, des lances et de la pose de toutes les appliques.

Edmond Lemoine, artiste peintre, les portraits.

Louis Jobin, sculpteur, le buste de Champlain.

Laurent Moisan, la sculpture des encadrements.

Frs Simard & Cie, de St-Roch, les étendards, la marquise: celle-ci brodée par les RR. religieuses du Bon Pasteur.

J. M. Tardivel, la décoration du temple, des pylônes et des sculptures.

La Compagnie Jacques-Cartier Light & Power Company, la décoration par l'éclairage électrique.

Vandry & Matte, candélabres.

Le tout accompli avec l'aide que m'ont prêtée pour la préparation des plans à la grandeur d'exécution, et la surveillance des travaux, MM. St-Michel et Vallerand, et avec la bienveillante adhésion de leur chef, M. Charest, ingénieur du département des Travaux Publics.

E. E. TACHÉ.

Québec, 29 octobre 1908.

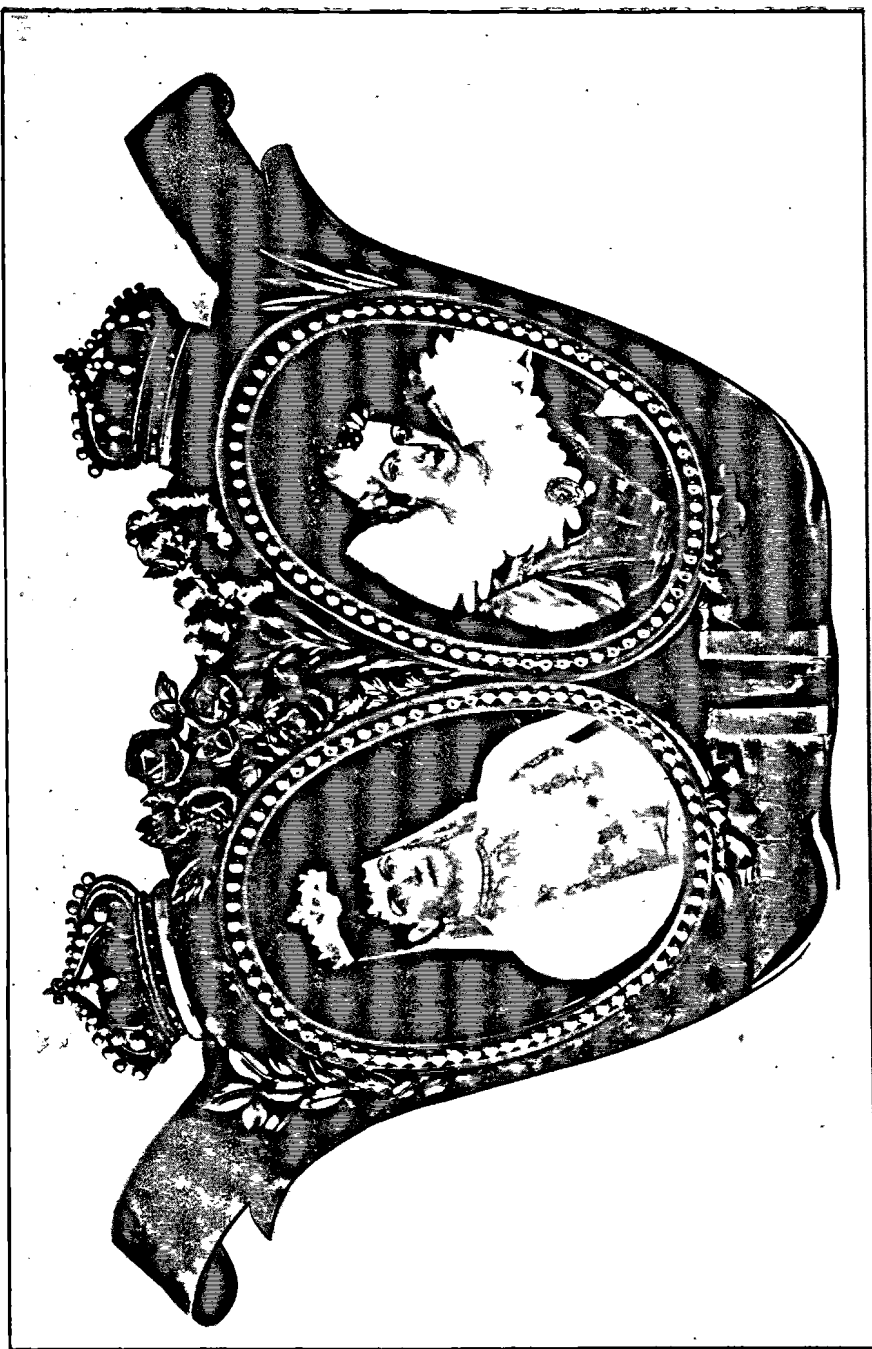




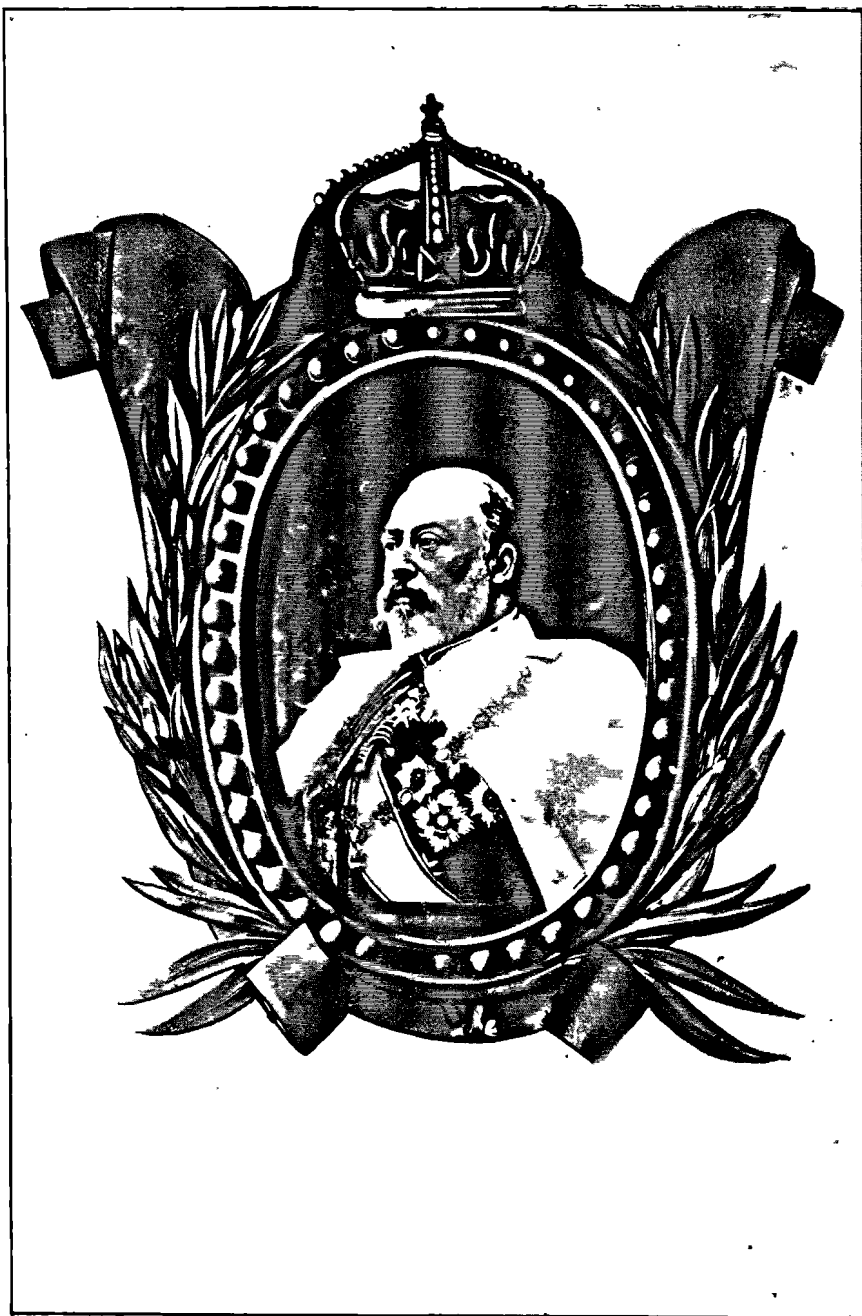


ARMES D'HENRI DE BOURBON

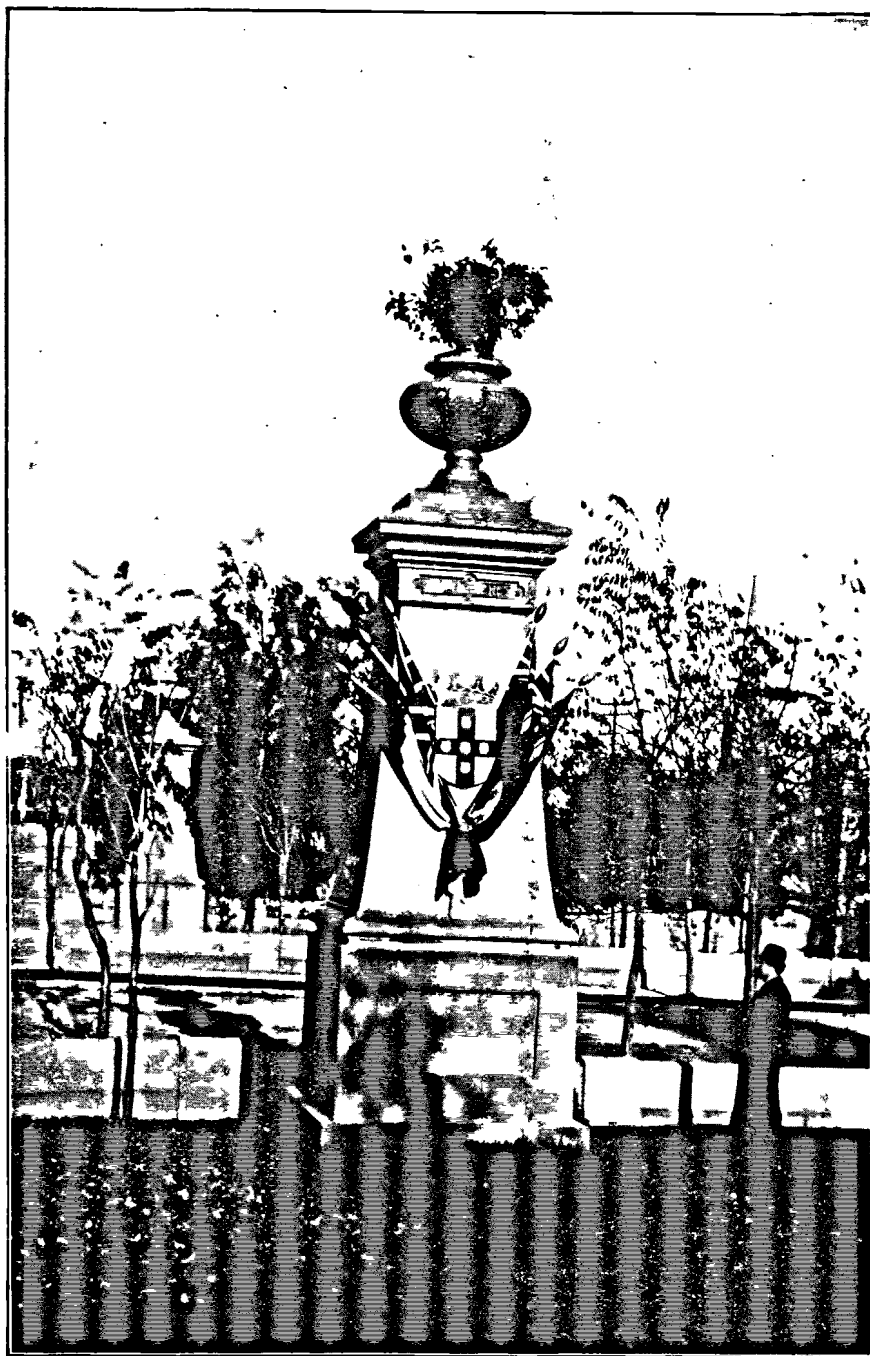
Dimensions : 5' 3" x 4' 3"



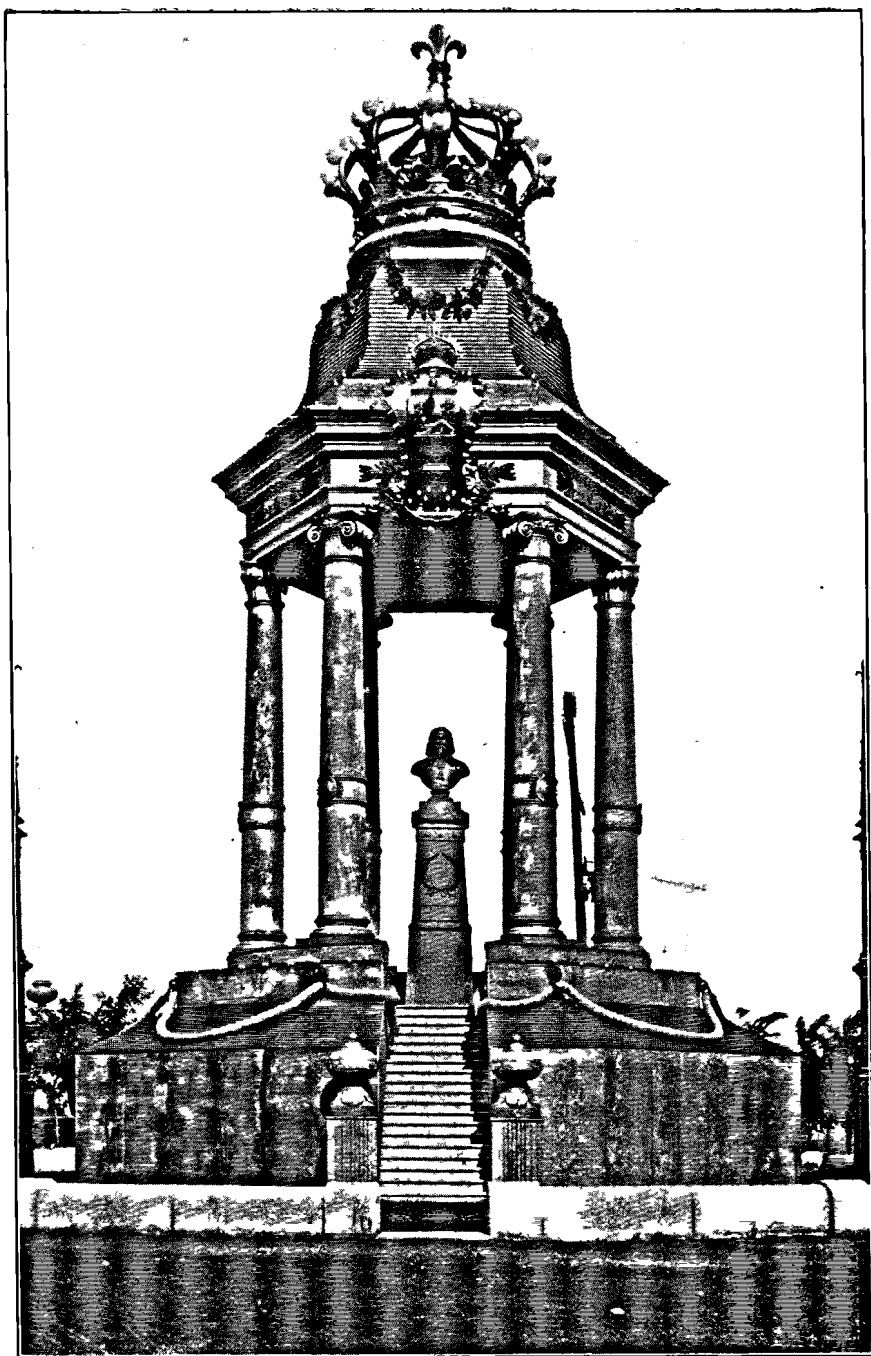
PORTRAITS DE SA MAJESTÉ LA REINE ALEXANDRA ET DE LA REINE MARIE DE MÉDICIS  
Dimensions : 11' 6'' x 6'



PORTRAIT DE SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII.  
Dimensions: 8' 6'' x 7'



PIÉDESTAUX ARMORIÉS  
Dimensions : 21' x 6' 6'' x 6' 6''



TEMPLE DU SOUVENIR

## APPENDICE No 2

## ACTE DE CONSTITUTION DE SERVITUDE PAR DAME J.-M.-E. LEBOUTILLIER, EPOUSE DE ALPHONSE DUMAIS, EN FAVEUR DU GOUVERNEMENT

L'an mil neuf cent huit, le trentième jour du mois de mai.

Devant Charles Edmond Taschereau, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Québec,

## SONT COMPARUS :

Madame Joséphine-Marie-Elisabeth LeBoutillier, épouse séparée de biens de monsieur Alphonse Dumais, notaire, domiciliés tous deux à Percé, dans le comté de Gaspé; le dit Alphonse Dumais comparaissant pour autoriser son épouse à l'effet des présentes,

*Partie d'une part.*

Et le gouvernement de la province de Québec, ici représenté par l'honorable Louis Alexandre Taschereau, ministre des Travaux Publics et du Travail de la dite province, et autorisé à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs à lui conférés par l'article 1776 des Statuts Refondus de la province de Québec.

*Partie d'autre part.*

Lesquelles parties ont fait entre elles les déclarations et conventions suivantes, savoir :

La dite dame Joséphine-Marie-Elisabeth LeBoutillier, autorisée comme susdit, a créé et constitué comme, par les présentes, elle crée et constitue en faveur du gouvernement de Québec, ce acceptant, savoir :

Une servitude de prise d'eau aux fins d'alimenter le Palais de Justice et la prison de Percé dans une source sise sur un immeuble situé dans le village de Percé et désigné sous le numéro quatre cent trente-six (436) du cadastre officiel pour le canton de Percé, dans le comté de Gaspé.

La dite partie d'une part accorde de plus à la dite partie d'autre part le droit de placer ses tuyaux sur le lot ci-dessus décrit avec le privilège de passer en aucun temps sur le même lot pour l'entretien et les réparations des réservoirs et tuyaux de son aqueduc, mais à la charge par ce dernier de payer tous dommages qu'il pourrait causer.

La dite partie d'une part, ou ses héritiers, aura le privilège de se servir du dit aqueduc, pour son usage personnel et devra à cette fin, lors de la construction du dit aqueduc, poser à ses frais le conduit qu'elle connectera au tuyau principal au moyen d'un joint, ou T, placé près du réservoir.

---

La dite partie d'une part aura charge de l'entretien du dit réservoir ainsi que de la partie du tuyau placé pour son usage personnel, tel que susdit.

La dite partie d'une part, comme représentante de dame Georges Le-Boutillier, sa mère, renonce à la réclamation au montant de soixante piastres (\$60.00) produite par cette dernière pour dommages qui auraient pu lui avoir été causés lors de la construction de l'aqueduc, en 1889.

La présente constitution de servitude est enfin faite en considération de la somme de mil trente-cinq piastres, comprenant les intérêts sur icelle depuis le deux novembre dernier, et que la dite partie d'une part reconnaît avoir présentement reçue de la dite partie d'autre part, dont quittance.

Fait et passé à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro quatre mille deux cent soixante-quatre des minutes du dit C.-E. Taschereau.

En Foi de Quoi, les comparants ont signé avec le dit notaire, après lecture faite.

|         |                         |
|---------|-------------------------|
| (Signé) | JOSEPHINE-L.-B. DUMAIS, |
| "       | ALPH. DUMAIS,           |
| "       | L.-A. TASCHEREAU,       |
| "       | C.-E. TASCHEREAU, N. P. |

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

|                        |                   |
|------------------------|-------------------|
| (Signature du notaire) | C.-E. TASCHEREAU, |
|                        | N. P.             |

---

---



---

### APPENDICE No. 3.

#### ACHAT DE LA PROPRIETE PERODEAU

L'an mil neuf cent sept, le trente et unième jour du mois de décembre.

Devant Charles Edmond Taschereau, notaire public, soussigné, pour la Province de Québec, résidant et pratiquant en la cité de Québec.

#### ONT COMPARU :

L'honorable Narcisse Pérodeau, notaire et l'un des conseillers législatifs pour la Province de Québec, résidant en la cité de Montréal, ci-après dénommé le vendeur,

*D'une part.*

Et le gouvernement de la Province de Québec, représenté aux présentes par l'honorable Louis Alexandre Taschereau, ministre des Travaux Publics et du Travail, autorisé aux fins des présentes en vertu d'un ordre en conseil passé le vingt-sept décembre courant et approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil le trente du même mois, dont copie va demeurer annexée à la minute des présentes, après avoir été si<sup>gn</sup>ée par le notaire soussigné pour identification; le dit gouvernement de la Province de Québec, ci-après dénommé l'acquéreur,

*D'autre part.*

Lesquelles parties ont déclaré savoir :

Le dit Narcisse Pérodeau, ou le vendeur, a par les présentes vendu sous toutes les garanties de droit, et franc et quitte de toutes dettes et hypothèques au dit gouvernement de la province de Québec ou l'acquéreur, ce acceptant, agissant et représenté comme susdit, l'immeuble suivant, situé près du Palais de Justice, à Montréal, borné du côté sud-est par la rue Notre-Dame, et du côté nord-ouest par la rue St-Jacques, et comprenant :

1<sup>o</sup> Un terrain connu et désigné sous le numéro cent dix-huit (118) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier est de la dite cité de Montréal, borné en front par la rue Notre-Dame avec tous les droits que le vendeur a ou peut avoir dans et au passage mitoyen existant entre l'immeuble présentement décrit et la propriété voisine située sur le côté sud-ouest et connue et désignée sous le numéro cent dix-sept (117) sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier est, appartenant à la succession de feu l'honorable J. A. Berthelot, ou représentants, lequel lot de terre d'après le livre de renvoi semblerait contenir une superficie de deux mille cent quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise, mais il est vendu sans garantie de contenance, la différence quelle qu'elle soit en plus ou en moins, devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur.

2<sup>o</sup> Un morceau de terre de forme triangulaire à prendre et distraire au coin sud du lot numéro cent vingt-trois (123) du cadastre pour le dit quartier



Est de la dite cité de Montréal, ayant environ quatre cent dix pieds en superficie suivant le plan dressé par H. Blaiklock, arpenteur du cadastre à Montréal, et dont copie est annexée à la minute d'un acte de vente par Sa Majesté la reine Victoria, ou le gouvernement de Québec, à feu M. Richard John Devins devant Jean Côté, notaire, en date du vingt et un juin dix huit cent quatre-vingt-trois, dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement à Montréal Est, le lendemain, sous le No 729; ce dit morceau de terre est contigu au dit lot officiel numéro cent dix-huit ci-dessus désigné, et est borné vers le nord-ouest par la continuation de la rue St-Jacques, vers le sud-ouest par le lot officiel numéro cent dix-neuf sur lequel immeuble, ainsi composé, est érigée une bâtisse de pierre et brique à quatre étages, outre les mansardes, et dont les étages supérieurs sont actuellement occupés, depuis plusieurs années, par l'acquéreur à titre de locataire, tel et ainsi que le tout se trouve actuellement, avec circonstances et dépendances.

### TITRE

Le vendeur a acquis les dits immeubles comme suit, savoir :

Le terrain ou l'immeuble ci-dessus en premier lieu désigné de dame Anne Maria Devins, veuve en premières noces et sans enfants, de feu M. Thomas Tiffin, de Montréal, par acte de vente passé devant C. de Salaberry, notaire, à Montréal, le vingt-six janvier mil huit cent quatre-vingt-treize, dont copie a été enregistrée au dit bureau d'enregistrement de Montréal Est, le seize février mil huit cent quatre-vingt-treize sous le numéro 33,203.

Madame Tiffin était propriétaire du dit immeuble, comme appelée à la substitution créée par le testament de feu M. Peter Devins, son père, reçu devant feu Me J. H. Jobin et son confrère, notaires, le dix-huit février mil huit cent soixante-cinq, dont copie a été enregistrée au bureau de la ci-devant division d'enregistrement de Montréal, le deux novembre de la même année, sous le numéro 42,536, ainsi qu'il appert de l'acte de déclaration fait par la dite Dame Tiffin, de l'ouverture de la dite substitution, devant C. de Salaberry, notaire, à Montréal, le vingt-six janvier mil huit cent quatre-vingt-treize, dont copie a été enregistrée à Montréal-est le 16 février 1893, sous le No. 33,202 dans lequel il est déclaré que Richard John Devins, le frère de la dite Dame Tiffin, est décédé sans enfants le dix-neuf février mil huit cent quatre-vingt-douze, que le dit feu Peter Devins avait acquis le même immeuble avec plus grande étendue des héritiers David David, par acte de vente passé devant G. D. Arnoldi, notaire, le dix-neuf mai, mil huit cent trente-cinq, que le dit feu Peter Devins ne s'était marié qu'une fois, savoir : avec Dame Anne Maria Holahan, qui l'a précédé et d'avec laquelle il était séparé de biens aux termes de leur contrat de mariage passé devant feu Me A. T. Kimber et son confrère, notaires, à Montréal, le vingt-trois avril mil huit cent vingt-sept, et que le dit immeuble avait été commué de tous droits seigneuriaux, par acte de commutation passé devant F. Faure, notaire, le quatre août mil huit cent soixante-huit.

Le vendeur a acquis le morceau de terre ci-dessus en deuxième lieu désigné de Révérende Sœur Devins, née Margaret Amélia Devins, de Montréal, religieuse en la communauté des Sœurs dites "Les Sœurs de la Charité de

l'Hôpital Général de Montréal", la légataire universelle en propriété de feu Richard John Devins, par acte de vente passé devant C. de Salaberry, notaire, le trente et un mai mil huit cent quatre-vingt-treize, dont copie a été enregistrée à Montréal-est le vingt-neuf juin mil huit cent quatre-vingt-treize (1893), sous le No. 34,256.

Le vendeur déclare avoir réglé avec la dite Sœur Devins, la légataire universelle du dit feu Richard John Devins, suivant quittance passée devant le dit C. de Salaberry, notaire, en date du vingt-six juin mil huit cent quatre-vingt-treize, à raison de toutes réclamations que madame Tiffin pourrait avoir contre la succession de son frère, le dit feu Richard John Devins, ou à raison de toutes sommes de deniers que la venderesse pourrait légalement devoir à telle succession, suivant qu'il s'y était obligé aux termes de l'acte de vente précité par la dite dame Tiffin au dit vendeur.

Le vendeur déclare que le passage dont il est ci-dessus question a été établi suivant et de la manière mentionnée en un acte de convention entre James D. Gibb, et Peter Devins, devant J. J. Gibb, notaire, le 31 janvier 1846.

### CHARGES ET CONDITIONS

Cette vente est faite aux charges et conditions suivantes, savoir :

1<sup>o</sup> Le présent acte de vente est sujet à sa ratification par la législature de Québec, à sa prochaine session.

2<sup>o</sup> L'acquéreur ne prendra possession et ne deviendra propriétaire du dit immeuble qu'à partir du premier mai prochain, si l'acte de vente a été ratifié à cette époque, et dans le cas contraire, aussitôt après sa ratification à la dite prochaine session, et l'immeuble dans l'intervalle restera aux risques et périls du vendeur.

3<sup>o</sup> L'acquéreur maintiendra les baux actuellement existants.

### PRIX DE VENTE

La présente vente est ainsi faite pour et en considération de la somme de quarante-sept mille cinq cents dollars, que l'acquéreur paiera au vendeur après la ratification du présent acte de vente par la législature de Québec.

### DECLARATION PAR LE VENDEUR

Le vendeur déclare être marié en premières noces et en séparation de biens à Dame Mary L. Buckley.

Dont acte fait et passé à Québec, sous le numéro trois mille neuf cent soixante-treize des minutes du dit notaire soussigné.

Et lecture faite, les parties ont signé avec le notaire soussigné.

|         |                    |
|---------|--------------------|
| (Signé) | "N. PERODEAU,      |
| "       | "L. A. TASCHEREAU, |
| "       | "C. E. TASCHEREAU, |
|         | "N.P."             |

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

(Signature du notaire) C. E. TASCHEREAU,  
N. P.

---



---

#### APPENDICE No 4

### NOUVELLE PRISON DE MONTREAL.—CONTRAT INTERVENU ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES ENTRPERENEURS RELATIVEMENT A LA CONSTRUCTION DE CETTE PRISON

(Traduction.)

Ce seizième jour de septembre de l'année de Notre-Seigneur Mil neuf cent sept.

Devant moi, Mtre Arthur Ecrement, notaire soussigné dans et pour la la province de Québec, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal,

#### ONT COMPARU :

M. Jean-Baptiste Pauzé, entrepreneur, résidant dans la dite cité de Montréal, et y faisant affaires seul sous le nom de "Pauzé et Cie" ci-dessous dénommé "l'entrepreneur".

Et Sa Majesté le Roi Edouard VII, pour la province de Québec, ci-après appelé le "gouvernement", et agissant et représenté aux présentes par l'hon. William Alexander Weir, ministre des Travaux Publics et du Travail, lesquelles parties ont déclaré au notaire soussigné avoir stipulé et convenu ce qui suit, savoir :

L'entrepreneur s'engage et s'oblige envers le gouvernement ce acceptant, pour la considération et sujet aux conditions et stipulations ci-après mentionnées, à fournir tous les ouvriers, matériaux et autres choses nécessaires pour faire et compléter, à l'entière satisfaction du gouvernement, et aussi bien et fidèlement exécuter, suivant toutes les règles de l'art, tous les travaux requis directement ou indirectement et même ceux qui ne seraient pas expressément spécifiés aux présentes, pour la construction de cette partie de la prison (connue sous le nom de "Prison Centrale" du district de Montréal, dans les limites de la ville de Bordeaux, dans le comté de Hochelaga, province de Québec, construction autorisée par l'acte 7 Ed. VII, chap. 36, le tout conformément aux plans, devis et conditions ci-annexés et formant partie des présentes, lesquels plans, devis et conditions sont signés par les parties aux présentes et le notaire soussigné, pour identification et ne varietur savoir :

L'entrepreneur s'engage à commencer les dits travaux le ou avant le premier jour d'octobre, mil neuf cent sept, et à les poursuivre sans interruption, avec un nombre suffisant d'ouvriers pour les compléter, conformément aux dits contrats, plans, devis et conditions, le ou avant le premier jour de mai mil neuf cent dix (1910) le temps étant déclaré être de l'essence du contrat.

Les dits travaux doivent être de première classe dans leur exécution et les meilleurs matériaux devront être employés dans tous les cas.

Le ou avant le dixième jour de chaque mois, l'entrepreneur fera et soumettra à l'architecte ou aux architectes un état par écrit, spécifiant la quantité de matériaux employés et d'ouvrage fait durant le mois précédent ainsi que leur valeur basée sur les prix contenus dans le présent contrat, laquelle valeur une fois vérifiée par l'architecte ou les architectes constituera une base d'après laquelle des certificats seront faits établissant le montant de ce paiement.

En considération de ce qui précède et sujet à la fidèle exécution par l'entrepreneur de son obligation en vertu des présentes, le gouvernement lui paiera à lui ou à son représentant, par paiements mensuels dans les quinze jours suivant la réception d'un rapport ou d'un état de l'architecte ou des architectes préposés à la direction des dits travaux au nom du gouvernement, spécifiant la quantité des matériaux employés et de l'ouvrage fait durant le mois précédent ainsi que leur valeur, basés sur les prix indiqués dans le présent contrat, une somme égale et équivalant à quatre-vingt-cinq pour cent des travaux ainsi certifiés, et la balance restante de quinze pour cent sera retenue par le gouvernement jusqu'à l'expiration de quinze jours après que le ministre des Travaux Publics et du Travail aura reçu du dit architecte ou des dits architectes une évaluation finale et détaillée des dits travaux avec un certificat attestant qu'ils ont été fidèlement exécutés et terminés comme susdit, et jusqu'à ce que les dits travaux aient été finalement approuvés et acceptés par le gouvernement, alors que s'en fera le paiement final. En faisant cette évaluation finale, le dit architecte ou les dits architectes ne seront pas liés par les évaluations mensuelles précédentes qui seront considérées comme approximatives seulement, et aucun certificat donné ou paiement fait de cette façon ne devra être considéré comme une acceptation d'un ouvrage défectueux ou de matériaux impropres ou comme un désistement de la part du gouvernement de toute infraction à ce contrat, et cela ne privera non plus le gouvernement d'aucun droit qu'il pourrait y avoir eu autrement.

Le présent contrat sera aussi sujet aux termes et conditions qui suivent :

1° Les travaux à faire par l'entrepreneur devront se faire sous la direction et la surveillance et d'après les instructions de l'architecte ou des architectes que mentionnent les conditions annexées, ou de tout architecte ou de tous architectes qui pourront, de temps à autre, être nommés à leur place par par le dit ministre. Le dit architecte ou les dits architectes et leurs assistants auront en tout temps accès aux dits travaux et l'entrepreneur leur donnera toute facilité de les voir et d'en faire l'inspection, et ils seront pour ce qui concerne l'entrepreneur, les juges en dernier ressort de la question de savoir si l'ouvrage fait et les matériaux fournis par les entrepreneurs sont conformes aux présents contrat, plans, devis et conditions. L'entrepreneur devra soumettre en tout temps à l'examen du dit architecte ou des dits architectes, à demande, tous les connaissements, envois, listes de paye, reçus, pièces justificatives ou autres papiers ou documents, que le dit architecte ou les dits architectes croiront nécessaires pour établir l'origine, la qualité ou la valeur des matériaux employés, et si l'entrepreneur a payé ces matériaux, ou a payé ses ouvriers ou autres employés ou autres personnes, dont le défaut de paiement pourrait donner droit ou lieu à des réclamations privilégiées sur la dite pro-

priété; et si en aucun temps quelqu'une de ces personnes n'a pas été payée, le gouvernement pourra la payer à même toute balance alors payable à l'entrepreneur.

Le dit entrepreneur fournira aussi, chaque fois que cela sera demandé par le dit ministre ou par le dit architecte ou les dits architectes, des états ou rapports par écrit donnant des détails complets concernant les matériaux livrés sur place et devant être employés aux travaux.

2. Tous les matériaux employés pour les dits travaux devront être sujets à l'inspection et à l'approbation du dit architecte ou des dits architectes, et aucuns matériaux n'y seront employés sans avoir été préalablement approuvés par lui ou par eux, et tous les matériaux que le dit architecte ou les dits architectes auront déclarés non satisfaisants devront être enlevés par l'entrepreneur et remplacés par des matériaux convenables, dans les trois jours suivant avis donné par écrit à cet effet par le dit architecte ou les dits architectes ou l'un ou l'autre d'entre eux, et à défaut par lui d'enlever et de remplacer les dits matériaux, le gouvernement pourra les faire enlever et remplacer aux risques et dépens du dit entrepreneur. Le gouvernement pourra aussi nommer une personne pour faire l'inspection des dits travaux à mesure qu'ils progresseront et faire au dit ministre ou au dit architecte ou aux dits architectes un rapport concernant les dits travaux.

3. Si le dit architecte ou les dits architectes disent dans leur rapport, en aucun temps que ces travaux ne se font pas de manière à assurer leur achèvement complet le ou avant la date susdite, ou si l'entrepreneur en aucun temps omet d'exécuter quelqu'une des conditions ou quelqu'un des termes du dit contrat, ou si, dans l'opinion du dit ministre, il devient insolvable, alors et dans tout tel cas, le gouvernement pourra, sans aucun avis ou protêt préalable et sans être astreint à aucune procédure légale, soit employer d'autres ouvriers et fournir d'autres matériaux pour continuer les dits travaux, soit annuler le présent contrat par simple avis à cet effet et prendre possession des dits travaux dans l'état où ils se trouveront alors, ainsi que de tous les matériaux amenés sur place à ces fins et faire continuer et compléter les dits travaux par d'autres entrepreneurs et autrement ; le tout au choix du gouvernement et aux risques et dépens de l'entrepreneur qui, dans ce cas, perdrait le droit de recevoir la balance non payée du prix du contrat, et resterait en outre responsable de tous dommages.

4. Aucun changement ne devra être fait dans les dits travaux par l'entrepreneur, sans un ordre écrit du dit architecte ou des dits architectes, donné sur l'approbation du dit ministre. Toutefois, le gouvernement pourra ordonner tous tels changements, qu'ils ajoutent ou diminuent au prix du contrat susmentionné, et s'il se fait tels changements, on ajoutera au prix du dit contrat, ou l'on en déduira, selon le cas, la somme qui, suivant le rapport par écrit du dit architecte ou des dits architectes, représentera le montant dont le coût des dis travaux, à raison de ces changements, a été augmenté ou diminué.

Ces changements ne devront d'aucune manière faire suspendre l'exécution du présent contrat ni autrement affecter le dit contrat, et l'entrepreneur n'aura droit à aucune réclamation pour dommages à ce sujet.

5. Tous matériaux, outils, machines ou appareils qui pourront en tout temps se trouver sur le terrain pour être employés dans ou pour les dits travaux, constitueront une garantie pour le gouvernement sous forme de gage de l'accomplissement des obligations contractées par l'entrepreneur en vertu des présentes, et ne devront pas être enlevés par l'entrepreneur tant qu'il sera en défaut d'accomplir quelque-une de ces obligations.

6. Les dits ouvrages, à la demande du dit ministre, devront être assurés contre la perte par l'incendie, et devront être ainsi maintenus assurés jusqu'à ce qu'ils aient été finalement acceptés et payés. Cet assurance sera au nom et aux frais de l'entrepreneur, mais la perte, s'il y en a, devra être déclarée dans la police ou les polices, payable au gouvernement. Cette assurance se fera à telle compagnie ou telles compagnies, et pour tels montants que le dit ministre déterminera de temps à autre, et l'entrepreneur devra remettre la police ou les polices au gouvernement. Cependant, le fait de cette assurance ne constituera pas une acceptation de ces travaux par le gouvernement, et n'empêchera pas les dits ouvrages de rester aux risques de l'entrepreneur, et la réception par le gouvernement de toute somme d'argent en vertu de tout tel contrat d'assurance ne relèvera pas l'entrepreneur de l'obligation de compléter les dits travaux ni d'aucune de ses obligations dans la bâtisse.

7. L'entrepreneur devra en tout temps, dans le plus court délai possible, congédier tout contremaître, ouvrier ou autre personne employé par lui, que le dit ministre ou le dit architecte ou les dits architectes ne jugeront pas à propos d'accepter, et par la suite ne devra pas employer telle personne sans le consentement du dit ministre, du dit architecte ou des dits architectes; le tout sous une pénalité de vingt dollars (\$20.00) sous forme de dommages liquidés et non pas comme amende, pour chaque jour durant lequel il emploiera telle personne en contravention de la présente disposition, laquelle somme le gouvernement pourra retenir sur le paiement mensuel subséquent payable en vertu des présentes.

7a. L'entrepreneur surveillera personnellement les travaux et il emploiera en tout temps sur le terrain un contremaître fiable et le nombre d'employés fiables qui seront nécessaires pour l'exécution parfaite de l'ouvrage dans toutes ses parties. Il emploiera aussi un ingénieur civil compétent pour localiser la bâtisse sur le terrain et pour donner toutes les lignes et nivellements nécessaires.

8. Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra donner cautionnement au montant de deux cent mille dollars pour garantir la parfaite exécution des obligations contractées par lui en vertu des présentes, et pour garantir le paiement de toutes réclamations que le gouvernement pourra avoir contre lui à raison ou en vertu des présentes, une garantie consistant en un bon d'une compagnie de garantie faisant affaires dans cette province conformément à la loi, ou en toute autre forme de garantie que le dit ministre pourra approuver.

9. Si l'entrepreneur ne termine pas le dit ouvrage dans le temps susdit, il paiera au gouvernement, comme dommages liquidés, la somme de deux cents dollars (\$200.00) pour chaque jour durant lequel le dit travail restera non terminé, le tout sans qu'aucun protêt ou mise en demeure ne soit nécessaire, le

simple écoulement du temps ayant pour effet de mettre l'entrepreneur en défaut ; et si, dans le cours des travaux, il est certifié par écrit, par le dit architecte ou les dits architectes que l'entrepreneur n'a pas avancé les travaux d'une manière satisfaisante, celui-ci paiera au gouvernement la somme de deux cents dollars pour chaque jour suivant la réception par lui ou la signification à lui faite d'un avis qu'il est ainsi en défaut, jusqu'à ce que le dit architecte ou les dits architectes aient certifié par écrit que l'ouvrage est suffisamment avancé suivant le présent contrat, et cette somme de deux cents dollars par jour pourra être en tout temps déduite de tout montant qui aurait autrement été payable à l'entrepreneur ; le tout sous réserve de tous recours pour dommages. L'entrepreneur sera responsable comme ci-dessus même pour des délais causés par force majeure, à moins qu'il ne donne aux architectes un avis par écrit de cette cause aussitôt que la chose peut se faire, et le ministre sera juge en dernier ressort de la question de savoir si le retard est dû à la force majeure.

10. L'entrepreneur devra assumer et remplir à ses frais toutes les obligations concernant les routes ou les chemins publics, les constructions ou autres obligations, et les droits des propriétaires voisins ou autres même si ces obligations peuvent être attribuées aux plans des architectes, et il devra, si cela est nécessaire, à la livraison du dit ouvrage, montrer tous les reçus ou pièces justificatives nécessaires pour faire voir que ces obligations ont été remplies. Il devra aussi, à ses propres dépens, fournir tous les permis de construction ou autres qui seront nécessaires.

11. De temps à autre, à mesure que les travaux avanceront, l'entrepreneur devra faire prendre note de tout travail qui deviendra invisible ou inaccessible, ou dont la quantité ne pourra ensuite être établie, et sur ce, une description de tel ouvrage, soit verbalement ou par diagrammes, devra être faite et signée par quelque personne nommée à cette fin par l'architecte ou les architectes, et l'architecte ou les architectes devront apposer leurs initiales à ces descriptions et y inscrire toutes les remarques qu'ils jugeront à propos de faire ; à défaut de telle inscription, s'il s'élevait quelque difficulté au sujet de ces travaux invisibles ou inaccessibles, elle sera réglée par l'architecte ou les architectes, et l'entrepreneur en supportera tous les frais, à moins que l'on ne puisse lui en attribuer la nécessité.

12. Durant le cours des travaux, l'architecte ou les architectes devront, de temps à autre, fournir à l'entrepreneur par écrit ou sous leur signature, tous les détails et les informations qui ne seront pas en sa possession et qui seront nécessaires à l'exécution des travaux.

13. L'entrepreneur devra, en tout temps, conformément aux instructions de l'architecte ou des architectes, permettre gratuitement l'entrée de la bâtisse à tous les entrepreneurs qui auront à faire des ouvrages dans la dite bâtisse de la prison non compris dans ce contrat, et qui doivent se faire concurrence avec cette construction, ainsi qu'à tous serviteurs et employés de ces entrepreneurs, toujours en vue des travaux de ces entrepreneurs, et l'entrepreneur n'aura pas droit à des dommages à raison de retard ou de nuisance qu'il prétendrait lui avoir été causés par ces travaux concurrents.

14. L'entrepreneur devra toujours tenir sur le terrain le nombre d'employés et d'ouvriers ainsi que la quantité de matériaux et de fournitures qui,

selon l'avis de l'architecte ou des architectes, pourront être nécessaires à la prompte exécution des travaux.

15. Toutes les difficultés qui pourront s'élever entre les parties sur quoi que ce soit ressortant du présent contrat et qui ne seront pas de la compétence de l'architecte ou des architectes comme susdit, seront réglées, à l'exclusion de tous tribunaux, par deux arbitres, chacune des parties nommant le sien, et en cas de désaccord, un troisième arbitre sera nommé par un juge de la Cour Supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, et la décision de la majorité des dits arbitres sera finale. Les dits arbitres devront suivre la procédure assignée aux arbitrages par le Code de procédure civile, et rendront leur sentence dans les cinq jours de la date où le dernier arbitre aura été nommé. Toutes sommes autrement dues à l'entrepreneur, tandis que ces différends seront pendants, ne devront pas être payées tant que les arbitres n'auront pas réglé ces différends comme susdit et si les frais de l'arbitrage sont imposés à l'entrepreneur par la sentence, ils devront être déduits des sommes qui lui deviendront par la suite payables en vertu de ce contrat.

16. Aucun différend qui pourrait s'élever entre les parties durant la poursuite des travaux ne devra en aucune façon retarder ces travaux.

17. L'entrepreneur sera responsable de tous dommages auxquels une personne ou une corporation quelconque pourrait venir à avoir droit à raison de blessure due à la faute de l'entrepreneur, ses serviteurs ou agents ou résultant de quelque manière de l'exécution de ce contrat, à moins que dans le dernier cas ce dommage ne soit dû exclusivement à la faute d'un serviteur ou d'un agent du gouvernement; et dans tous ces cas l'entrepreneur devra indemniser toutes les personnes qui auront droit à une indemnité de manière à épargner au gouvernement une dépense ou une perte, et en tout temps, dans le cours des travaux, il devra prendre les précautions et faire les choses qui pourront, à cause de ces travaux, devenir nécessaires pour la protection des personnes ou de la propriété ou pour la conservation des droits.

18. Si quelque ouvrage nécessaire n'excédant pas la valeur de vingt dollars ne se trouvait pas mentionné dans le devis ou les spécifications, il devra être fait par l'entrepreneur sur avis par écrit à cet effet et sans compensation additionnelle.

19. Lorsque l'entrepreneur aura informé le gouvernement ou le dit architecte ou les dits architectes que l'ouvrage est fini, cet architecte ou ces architectes devront, dans les trois jours suivants, préparer un rapport écrit de l'état des travaux, et dire s'ils ont été bien finis, et si dans leur opinion ces travaux n'ont pas été bien finis, dire en quoi ils sont défectueux et, sur réception par l'entrepreneur d'une copie du dit rapport, ou sur signification d'une copie de ce rapport à lui dûment faite en conformité des présentes, il devra, avec toute la diligence possible, réparer ces défectuosités, et aussitôt que l'architecte ou les architectes seront d'avis que ces défectuosités ont été réparées, et que l'ouvrage a été bien terminé, ils devront faire un rapport par écrit à cet effet, et sur ce la balance non payée du prix du contrat sera payable comme susdit.

20. L'entrepreneur ne pourra pas céder, transporter ou sous-louer le pré-



sont contrat ni en entier ni en partie si ce n'est avec le consentement écrit du dit ministre.

21. Tout avis, protêt ou autre papier ou document qu'il pourra être nécessaire de signifier au dit entrepreneur ou de lui notifier pourra lui être ainsi signifié ou notifié en étant envoyé au domicile ou à la place d'affaires du dit entrepreneur, ou à l'endroit où les dits travaux se font, par le bureau de poste de la cité de Québec ou de la cité de Montréal, et tout tel avis, protêt ou autre papier ou document ainsi adressé et mis à la poste sera censé avoir été dûment signifié et notifié.

22. Tous les termes et conditions du présent contrat seront rigoureusement exécutés et ne seront pas considérés comme comminatoires.

23. Dans le cas où les montants accordés par la législature pour ces travaux et affectés à ces fins seront dépensés avant que les dits travaux soient complétés, le gouvernement pourra suspendre le paiement de la balance jusqu'à ce qu'un nouveau crédit ait été voté par la législature ; mais l'entrepreneur, dans ce cas, pourra suspendre les dits travaux à partir du moment où il recevra un avis écrit de la suspension du paiement pour les causes susmentionnées mais il n'aura pas droit à des dommages à raison de cette suspension de paiement.

Le présent contrat est de plus fait pour et en considération de la somme de sept cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$790,000) courant, étant le montant requis pour le dit ouvrage, par l'entrepreneur, suivant sa soumission portant la date du quatrième jour de septembre mil neuf cent sept, et présenté au conseil exécutif de la province de Québec et accepté par lui le dix septembre dernier (1907), copies de la dite soumission et du rapport du dit Conseil exécutif, dûment certifiées ont été annexées aux présentes pour en faire partie après avoir été signées pour identification et *ne varietur* par les parties et le notaire soussigné ; laquelle dite somme sera payée à l'entrepreneur, à mesure que les travaux progresseront, au temps et de la manière ci-dessus spécifiés.

L'entrepreneur paiera le coût des présentes, avec copies authentiques, annexes y comprises pour le gouvernement et les dits architectes.

#### DONT ACTE :

Fait et passé dans la dite cité de Montréal, les jour, mois et an ci-dessus décrits, sous le No quatre cent quarante des minutes originales du notaire soussigné.

Et après lecture dûment faite des présentes, les parties ont signé avec le notaire soussigné et en sa présence.

(Signé) W. A. WEIR,  
J. B. PAUZE & CIE,  
A. ECREMENT, N. P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

(Signature du notaire) A. ECREMENT, N. P.

Contresigné par Alphonse Gagnon, secrétaire du département des Travaux Publics et du Travail, ce treizième jour de novembre mil neuf cent sept.(1907).

(Signé) ALPHONSE GAGNON,  
A. ECREMENT, N. P.

## APPENDICE No 5

BAIL ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE BUREAU DES COMMIS-  
SAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES DE LA VILLE DE MONT-  
REAL RELATIF A LA PROPRIÉTÉ DE L'ÉCOLE NOR-  
MALE MCGILL.

(Traduction.)

Ce vingt-unième jour de janvier de l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, devant le notaire public soussigné dûment autorisé et assermenté dans et pour la province de Québec, dans le Dominion du Canada, résidant et pratiquant dans la cité de Montréal, dans la dite province;

## ONT COMPARU :

Edouard VII, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, agissant aux présentes par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en conseil, par l'honorable et par l'entremise de l'honorable W. A. Weir, ministre des Travaux Publics et du Travail, en vertu d'une résolution du Conseil Exécutif de la dite province de Québec, datée du vingt-troisième jour de mai dernier et approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur le vingt-cinq mai dernier (1907), dont copie est ci-annexée, qui a déclaré avoir loué et donné à bail, et par les présentes loue et donne à bail et promet de livrer en jouissance paisible au bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, corps politique et corporation agissant et représenté aux présentes par le révérend William I. Shaw, LL. D., D.C.L., son président dûment autorisé par une résolution passée à une assemblée du dit bureau dûment convoquée et tenue en la dite cité de Montréal, le treizième jour de juin dernier (1907) dont copie est ci-annexée, locataires présents et acceptant pour eux-mêmes pour, durant et jusqu'à l'expiration finale et complète de trois années à calculer et à compter du premier jour du mois de juillet dernier (1907) :

Certaines propriétés situées dans les rues Belmont, Sainte-Geneviève et Lagauchetière, dans le quartier Saint-Georges de la dite cité de Montréal, connues sous le nom de propriétés de l'Ecole Normale McGill et désignées sous le numéro onze cent quarante-cinq (1145) des plans et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine avec les maisons d'école dessus construites et les droits, circonstances et dépendances y appartenant, y compris le mobilier scolaire et autres meubles actuellement dans les et autour des dites bâtisses sur les dits terrains ou propriétés, dont une liste ou une cédule est annexée aux présentes, identifiée par les signatures des parties aux présentes et par le notaire, lesquels biens mobiliers devront être maintenus en bon ordre et en bon état par les dits locataires.

Et du tout les dits locataires se déclarent contents et satisfaits après l'avoir vu et examiné.

Le présent bail est ainsi fait pour et en considération de la somme de mille dollars, monnaie courante du Canada, par année, durant le dit terme, que les dits locataires, par les présentes, stipulent, promettent et conviennent, s'y engagent à et s'obligent de payer correctement et fidèlement, ou de faire payer au dit locateur ou à son représentant légal, en paiements trimestriels égaux et de même valeur de deux cent cinquante dollars chacun : dont le premier deviendra dû et payable le premier jour du mois d'août maintenant prochain, et de continuer ainsi comme susdit durant tout le dit terme; et pour plus ample considération, les dits locataires devront payer, et par les présentes promettent, conviennent, s'obligent de payer et s'engagent à payer la taxe scolaire, la taxe de l'eau, les cotisations annuelles des dites propriétés louées, ainsi que toute autre taxe, charge et impôt, d'un caractère annuel, qui pourront être imposés ou prélevés sur ces propriétés durant le dit terme; et de plus, les dits locataires garniront les dites propriétés louées d'une quantité suffisante de meubles meublants ou d'effets pour garantir le paiement du dit loyer, tiendront les propriétés en bon état de réparation, *Réparations locatives*, durant le dit terme, et les remettront, à l'expiration du présent bail en aussi bon ordre, état et condition qu'elles se trouvaient au commencement de ce bail, exception faite de l'usure et détérioration raisonnables et des accidents par incendie; le locateur se désistant de la présomption légale résultant de l'article 1629 du Code Civil en cas d'incendie.

Il est expressément convenu par et entre les dites parties que les dits locataires ne devront pas transporter leur droit au présent bail, ni sous-louer aucune partie ou portion des propriétés ci-dessus louées, sans le consentement par écrit du dit locateur ou de ses représentants.

Les dits locataires ne feront aucune altération aux dites propriétés louées sans le consentement du dit locateur ou de ses représentants; et advenant le cas où de telles altérations seraient faites, alors les dits locataires seront tenus de remettre les dites propriétés louées dans le même état dans lequel elles étaient au commencement du présent bail, à moins que le dit locateur ne préfère que les dites altérations subsistent, sans qu'aucune compensation ne soit accordée aux locataires pour ce changement.

S'il devenait nécessaire de faire de *grosses réparations* aux propriétés louées, les dits locataires devront permettre qu'on les fasse, sans prétendre à ou sans demander aucune réduction du dit loyer, aucuns dommages, intérêts ou compensations; pourvu toutefois que les dites réparations soient indispensables et terminées dans un temps raisonnable.

Les dits locataires devront, durant le dit terme, se conformer aux règles et règlements de police, et payer le ramonage des cheminées des dites bâtisses durant le dit terme.

Les dits locataires devront durant les derniers trois mois du présent bail, permettre à la personne ou aux personnes qui désireraient louer les dites bâtisses, de les visiter, et ils permettront que l'on pose et laisse des affiches à cette fin sur les bâtisses.

Les dits locataires devront payer toute prime d'assurance additionnelle que la compagnie, à laquelle les propriétés maintenant louées sont assurées, pourra exiger, comme conséquence des entreprises ou des ouvrages qu'y feront ou exécuteront les dits locataires.

Il est par les présentes expressément convenu, que toutes les conduites d'eau et tous les tuyaux d'égoût, cabinets d'aisance, évier et baignoire, ainsi que leurs accessoires dans les dites bâtisses, seront protégés par les dits locataires contre la gelée durant l'hiver, et en tout temps tenus libres de saletés et d'obstruction qui pourraient en empêcher le bon fonctionnement, et toutes les réparations nécessaires ou requises pour les tenir en parfait état d'efficacité seront défrayées par les dits locataires, sans aucun recours contre le dit locateur durant le terme du présent bail, sous peine de frais et dommages.

Les dits locataires devront tenir le toit des dites bâtisses libre de glace et de neige, et à cette fin ils ne devront se servir que d'instruments en bois, et ils seront responsables de tous dommages causés par la glace ou la neige tombant du toit, et ils paieront le coût de ce bail.

Le présent bail a été fait de plus à la condition que les élèves-maîtres du collège Macdonald, Sainte-Anne, dans la dite province de Québec, aient en tout temps l'occasion de suivre les méthodes d'instruction en vogue dans les écoles des dits locataires, en visitant, à des heures convenables l'école publique que le dit Bureau des Commissaires d'écoles protestants tiendra dans les bâtisses louées par les présentes.

Les locataires s'engagent de plus à faire toutes les *réparations du propriétaire*, grosses réparations, à l'exception de celles qui pourraient être omises de consentement mutuel.

Et pour l'exécution des présentes, les parties aux présentes ont élu domiciles, savoir, les dits locataires, aux bâtisses présentement louées, et le dit locateur, à sa résidence susdécrite, où etc.

Fait et passé en la cité de Montréal, au bureau de Charles Cushing, le dit notaire, sous le numéro quarante mille cinq cent trente-neuf, les jour, mois et an en premier lieu ci-dessus décrits, et signé par les dites parties aux présentes avec le dit notaire et en sa présence, les présentes ayant été préalablement et dûment lues aux dites parties par le dit notaire.

(Signé) W. A. WEIR,

“ WILLIAM I. SHAW,

Président.

“ C. CUSHING, N. P.

Vraie copie de l'original des présentes demeurée en mon étude.

(Signature du notaire) S. CUSHING, N. P.



## TABLES DES MATIERES

|   |     |
|---|-----|
| Lettre du Ministre des Travaux Publics et du Travail à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur. . . . .  | V   |
| I. <i>Edifices publics</i> .—Rapport de l'architecte directeur des travaux publics. . . . .   | I   |
| II. <i>Recettes et dépenses</i> .—Rapport du comptable du département. . .  | 16  |
| III. <i>Assurances</i> du gouvernement contre les incendies. Divisions de Québec, Montréal, Trois-Rivières et Sherbrooke. . . . .   | 19  |
| IV. <i>Chemins de fer</i> .—Rapport de l'ingénieur-directeur des chemins de fer. . . . .  | 22  |
| V. <i>Arts et Manufactures</i> .—Ecoles spéciales sous la direction du Conseil des Arts et Manufactures.—Rapport du président du Conseil. . . . .   | 55  |
| VI. <i>Les différends industriels</i> .—Rapport du greffier des Conseils de conciliation et d'arbitrage. . . . .  | 66  |
| VII. <i>Inspection des établissements industriels et des édifices publics</i> .—Organisation. . . . .   | 89  |
| Rapport de M. Guyon. . . . .  | 90  |
| Rapport de M. Mitchell. . . . .   | 102 |
| Rapport de M. Monday. . . . .   | 106 |
| Rapport de Madame King. . . . .   | 108 |
| Rapport de M. Jobin. . . . .  | 110 |
| Rapport de M. Marois. . . . .   | 114 |
| Rapport de M. Gooley. . . . .   | 117 |
| <i>Appendice No 1</i> .—Description des travaux exécutés en vue de la décoration du Palais Législatif, des ministères de la province de Québec et des terrains y attenants, à l'occasion des fêtes du troisième centenaire de la fondation de Québec. . . . . | 129 |
| <i>Appendice No 2</i> .—Acte de constitution de servitude par Dame J.-M.-E. LeBoutillier, épouse de Alphonse Dumais, en faveur du gouvernement. . . . .   | 135 |
| <i>Appendice No 3</i> .—Achat de la propriété Pérodeau. . . . .   | 137 |
| <i>Appendice No 4</i> .—Nouvelle prison de Montréal.—Contrat intervenu entre le gouvernement et les entrepreneurs relativement à la construction de cette prison. . . . .   | 140 |
| <i>Appendice No 5</i> .—Bail entre le gouvernement et le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la ville de Montréal relatif à la propriété de l'Ecole Normale McGill. . . . .  | 147 |